



# Rapport final d'enquête sur les Connaissances, Attitudes et Pratiques

Enquête sur les Connaissances, Attitudes et Pratiques  
de la population cible du projet mis en œuvre par  
Welthungerhilfe quant à la gestion des risques de  
catastrophes naturelles

Phase 1 - Novembre 2011 – Janvier 2012

Marion Ventalon

Marco Di Cecco

## Préface

Welthungerhilfe est engagée en Haïti depuis 1975, grâce à des activités de développement rural et le renforcement des capacités nationales dans le cadre de son parcours historique, il a voulu investir des ressources dans la gestion des facteurs de risque de catastrophes naturelles.

Grâce à la collaboration avec les institutions nationales et internationales, de recherche, avec le soutien financier de nombreuses institutions, ce processus a commencé à travers surtout des œuvres de mitigation des risques, avec la participation directe et constante des autorités locales.

Dans le cadre de la gestion des risques, auxquels Haïti est malheureusement l'un des pays les plus vulnérables, Welthungerhilfe a décidé d'investir dans autre phase du processus de gestion des risques, en particulier sur la prévention et la préparation.

Welthungerhilfe grâce à un cofinancement ECHO (notamment le programme DIPECHO) a décidé d'investir dans le renforcement des institutions nationales chargées de la gestion directe des risques, la DPC, comme institution mandataire, qui représente le partenaire et le bénéficiaire direct de cette action.

Les lignes directrices internes de Welthungerhilfe, suivre les directives des institutions internationales et nationales, et adopter leur stratégies opérationnelles.

Dans ces directives sont prises en considération les actions proposées par le GoH présenté à la conférence à New York le 10 Mars 2010 et se conformer à la Convention et du Cadre de Hyogo à travers le *Hyogo Framework for Action*.

Les points clés des ces lignes directrices que Welthungerhilfe met en place sont :

- le renforcement de la capacité d'intervention d'urgence ;
- le renforcement des structures en charge de la gestion de crise ;
- une prise de conscience continue, et l'amélioration de la connaissance des vulnérabilités et des menaces liées à des événements naturels.

Le but de cette analyse est donc d'apporter une contribution en termes de compensations des connaissances, des aptitudes et des pratiques des communautés haïtienne (en particulier les trois villes de Petit-Goâve, Grand-Goâve et Jacmel) dans la gestion des catastrophes naturelles et leur gestion.

Marco Di Cecco  
Tech Adv DRR  
Welthungerhilfe

# Enquête sur les Connaissances, Attitudes et Pratiques de la population cible du projet mis en œuvre par Welthungerhilfe quant à la gestion des risques de catastrophes naturelles

## Contact

**Marion Ventalon**

[marionvent@hotmail.com](mailto:marionvent@hotmail.com)

**Marco Di Cecco**

[marco.dicecco@welthungerhilfe.de](mailto:marco.dicecco@welthungerhilfe.de)

[marcodicecco@gmail.com](mailto:marcodicecco@gmail.com)

## SOMMAIRE

|   |           |
|---|-----------|
| Liste des sigles et abréviations.....   | 4         |
| Introduction .....  | 5         |
| <b>1. Objectifs et cadre de l'enquête.....</b>  | <b>5</b>  |
| <b>1.1 Le contexte haïtien .....</b>  | <b>5</b>  |
| 1.1.1 Données générales .....   | 5         |
| 1.1.2 Cadre légal et institutionnel.....  | 6         |
| 1.1.3 Le projet de la Welthungerhilfe .....   | 8         |
| <b>1.2 Méthodologie de l'enquête .....</b>  | <b>8</b>  |
| 1.2.1 Contexte et objectifs de l'enquête .....  | 8         |
| 1.2.2 Concepts clés .....   | 9         |
| 1.2.3 Echantillonnage.....  | 10        |
| 1.2.4 Questionnaire .....   | 11        |
| 1.2.5 Déroulement de la première phase de l'enquête.....  | 11        |
| <b>2. Résultats et analyse .....</b>  | <b>12</b> |
| <b>2.1 Données générales.....</b>   | <b>12</b> |
| <b>2.2 Connaissances.....</b>   | <b>14</b> |
| 2.2.1 Connaissances des risques de catastrophes naturelles.....   | 14        |
| 2.2.2 Connaissances sur l'origine des catastrophes naturelles.....  | 25        |
| 2.2.3 Connaissances sur l'impact des catastrophes naturelles.....   | 29        |
| 2.2.4 Connaissances des acteurs intervenant dans le domaine de la gestion des risques de catastrophes naturelles.....   | 31        |
| 2.2.5 Connaissances des systèmes de gestion des risques de catastrophes naturelles.....                                 | 39        |
| <b>2.3 Attitudes .....</b>  | <b>43</b> |
| 2.3.1 Attitudes vis-à-vis des risques de catastrophes naturelles.....   | 43        |
| 2.3.2 Attitudes liées aux acteurs intervenant dans le domaine de la gestion des risques de catastrophes naturelles..... | 53        |
| 2.3.3 Attitudes vis-à-vis des systèmes de gestion des risques de catastrophes naturelles.....                           | 56        |
| 2.3.4 Attitudes quant aux media de communication pour la gestion des risques de catastrophes naturelles.....            | 63        |
| <b>2.4 Pratiques .....</b>  | <b>65</b> |
| <b>2.5 Analyse .....</b>  | <b>74</b> |
| <b>Conclusion .....</b>   | <b>77</b> |
| <b>Liste des figures.....</b>   | <b>79</b> |
| <b>Références bibliographiques.....</b>   | <b>82</b> |
| <b>Annexe I – Questionnaire de l'enquête (version française).....</b>   | <b>83</b> |

## Liste des sigles et abréviations

**CAP** : Connaissances, Attitudes et Pratiques

**CASEC/ASEC** : Conseil Administratif des Sections Communales/Assemblées des Sections Communales

**CLPC** : Comité Local de Protection Civile

**DIPECHO** : *Disaster Preparedness ECHO*

**DPC** : Direction de la Protection civile

**GG** : Grand Goâve

**PG** : Petit Goâve

**PNGRD** : Plan national de gestion des risques et des désastres

**SNGRD** : Système national de gestion des risques et des désastres

**UNU-EHS** : *the United Nations University Institute for Environment and Human Security*

**WRI** : *World Risk Index*

## INTRODUCTION

Le nombre de décès et de pertes économiques liés à des catastrophes naturelles, qui avait fortement baissé en 2008 (10 445 décès comparés à une moyenne de 66 000 décès par an au cours des huit dernières années), a fortement progressé en 2010 en raison du séisme catastrophique du 12 janvier 2010 en Haïti qui a causé la mort, selon les estimations, de 233 000 personnes<sup>1</sup>. De même, la baisse des pertes économiques (27,9 milliards de dollars comparés à une moyenne annuelle de 93,1 milliards de dollars au cours des huit dernières années) aura été de courte durée puisque ces pertes représentent uniquement pour Haïti, selon les estimations, environ 8 milliards de dollars<sup>2</sup>. C'est dire combien la gestion des risques de catastrophes naturelles représente un enjeu majeur pour Haïti.

Selon une étude menée par la Banque Mondiale (*World Bank's Natural Disaster Hotspot Study*), Haïti est l'un des pays le plus exposé à de multiples catastrophes naturelles. Le pays est d'une part exposé à des risques hydrométéorologiques (avec 96% de la population vivant à risque de cyclones, tempêtes tropicales, etc.) mais se situe également dans une zone sismiquement active, recoupée par plusieurs grandes failles tectoniques. A ces caractéristiques géographiques s'ajoutent les facteurs sociaux, politiques, économiques propres au pays, qui contribuent à accentuer sa vulnérabilité.

L'Organisation Non Gouvernementale internationale Welthungerhilfe est présente en Haïti depuis 1974. Depuis cette date, 135 projets ont été mis en œuvre par l'organisation principalement dans les domaines de la sécurité alimentaire, de l'irrigation, de l'amélioration des infrastructures rurales et de la gestion des ressources. Suite au séisme du 12 janvier 2010, l'organisation est intervenue dès la phase d'urgence (nettoyage des gravats à Jacmel) et à compter de juin 2010 dans le domaine de la gestion des risques de catastrophes naturelles. C'est dans le cadre de cette intervention qu'a été menée l'enquête sur les Connaissances, Attitudes et Pratiques (CAP) quant à la gestion des risques de catastrophes naturelles, dont le présent rapport fait état des principaux résultats.

## 1. Objectifs et cadre de l'enquête

### 1.1 Le contexte haïtien

#### 1.1.1 Données générales

Comme évoqué précédemment, la situation géographique d'Haïti en fait un pays exposé aux aléas naturels. Surtout, outre son exposition géographique, le pays présente une vulnérabilité sociale et institutionnelle qui intensifie l'impact des catastrophes naturelles, réduisant parfois à néant les efforts faits pendant des années en termes de développement du pays.

L'indice mondial de risque (*World Risk Index*, WRI), élaboré par l'Institut universitaire des Nations unies pour l'Environnement et la Sécurité humaine (UNU-EHS), définit le risque

---

<sup>1</sup> Données Banque Mondiale

<sup>2</sup> Ibid.

comme l'interaction entre un risque naturel et la vulnérabilité humaine d'une communauté donnée, et prend en compte les facteurs sociaux, politiques, économiques et environnementaux afin de déterminer la capacité d'une communauté touchée par une catastrophe à y faire face. Selon les critères établis pour cet indice, Haïti présenterait en 2011 :

- L'un des indices de prédisposition (la probabilité qu'une société ou qu'un écosystème donné soit endommagé en cas de catastrophe naturelle) les plus élevés au monde (parmi les 15 premiers) ;
- L'un des indices de capacités à faire face aux catastrophes naturelles (en fonction du type de gouvernance, du niveau de préparation, du degré d'anticipation des systèmes d'alerte, des services médicaux et du niveau de sécurité sociale et matérielle) les plus bas au monde (parmi les 15 premiers)<sup>3</sup> ;

Avec un indice d'exposition à un risque naturel élevé, Haïti présente un indice de **vulnérabilité** générale très élevé.

La densité élevée de la population (pouvant atteindre jusqu'à 40 000 habitants/km<sup>2</sup> dans la capitale), le niveau élevé de pauvreté, la faiblesse des infrastructures, la dégradation environnementale sévère (2% seulement de couverture forestière), constituent autant de pressions qui accentuent la vulnérabilité du pays et contribuent à intensifier l'impact des aléas naturels qui frappent le pays.

77% de la population haïtienne vit avec moins de 2 dollars américains par jour, et 52% vit avec moins d'un dollar par jour. Haïti se classe en 2011 158<sup>ème</sup> pays (sur 187) en termes d'indice de développement humain.<sup>4</sup> Ces conditions de vie précaires diminuent drastiquement les capacités et la résilience de la population haïtienne à faire face à l'impact de potentielles catastrophes naturelles. En outre, l'instabilité politique qu'a connue le pays au cours des dernières décennies a freiné l'efficacité d'une éventuelle politique environnementale intégrant les risques et la vulnérabilité. Haïti se classe d'ailleurs comme le 5<sup>ème</sup> Etat au monde dans la liste des Etats défaillants.<sup>5</sup> Si des structures institutionnelles ont été mises en place avant le séisme du 12 janvier 2010, la faiblesse de la structure et l'échec du gouvernement à adresser sa vulnérabilité étaient évidents au moment de l'urgence.

### 1.1.2 Cadre légal et institutionnel

En Haïti, la gestion des risques et des désastres est l'attribution depuis 2001 du Système national de gestion des risques et des désastres (SNGRD). Le mandat global de ce « système », constitué de diverses institutions, est de mettre en œuvre les opérations d'urgence et de gérer le risque de catastrophe. Pour ce faire, chaque institution composant le « système » dispose ensuite de son propre mandat et niveau d'action (national, régional, local).

---

<sup>3</sup> *World Risk Report*, 2011

<sup>4</sup> Rapport sur le développement humain, PNUD, 2011.

<sup>5</sup> *The Fund for Peace*, 2011

Le système global est représenté dans l'organigramme suivant :

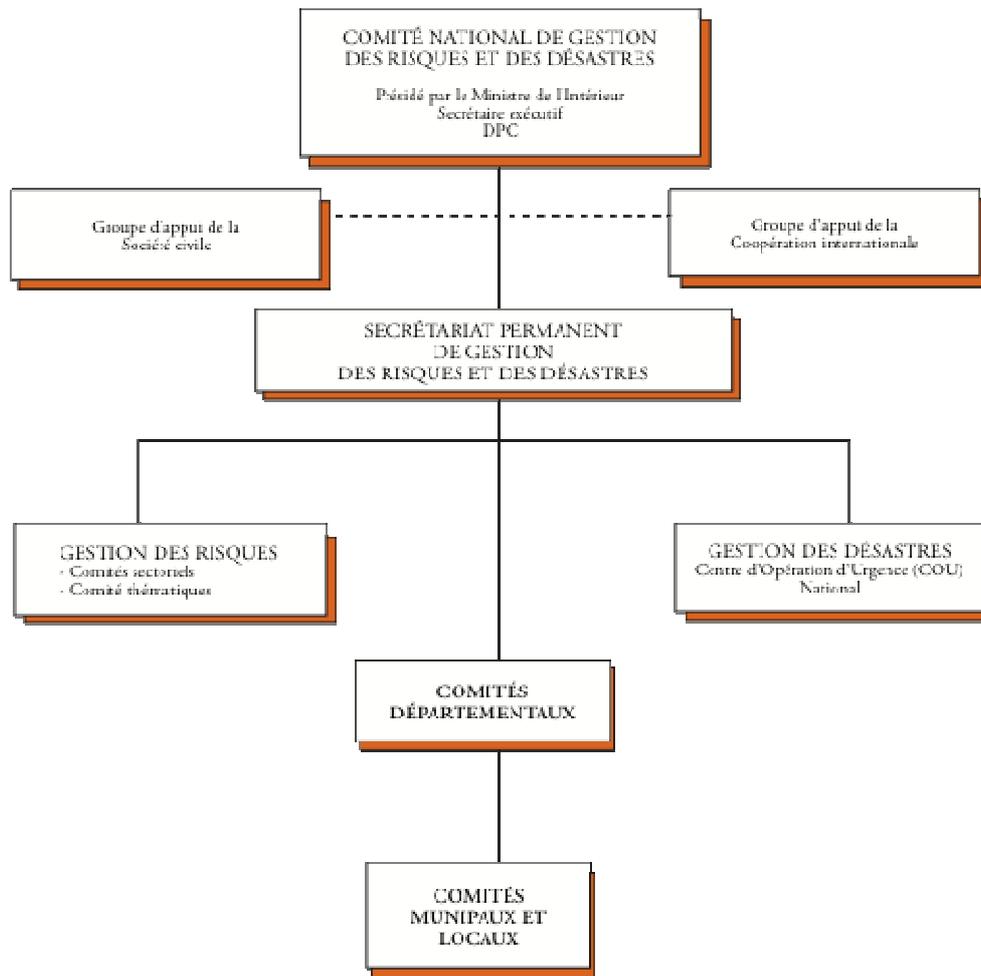


Figure 1 - Logigramme du Système national de gestion des risques et des désastres

La Direction de la Protection civile (DPC) constitue le « bras » exécutif de ce système. Créée en 1997 et rattachée au Ministère de l'Intérieur et des collectivités territoriales, la DPC coordonne le Secrétariat permanent de gestion des risques et des désastres (SPGRD), ainsi que les entités relevant de cette structure, dont les comités départementaux, communaux et locaux de protection civile. Son mandat consiste essentiellement en la coordination de la formation, de la sensibilisation, des actions préventives, et de la gestion des désastres. La DPC, via le SPGRD, est également en charge de la mise en œuvre du Plan national de gestion des risques et des désastres (PNGRD) adopté en 2001.

Si le système existe depuis une dizaine d'années, sa capacité reste cependant faible, comme l'a mis en exergue le séisme du 12 janvier 2010. Parmi les principales faiblesses que comporte le système, on pourra citer les faibles capacités d'intervention liées au manque de ressources (matérielles, humaines, financières), une décentralisation inachevée (les comités communaux n'existent que dans 110 des 165 communes, et très peu de comités locaux existent), la faiblesse du cadre légal qui englobe le système, le manque de continuité en terme de politique, lié à l'instabilité politique qu'a connu le pays au cours des dernières décennies. Ainsi, si le PNGRD prévoyait de prioriser la gestion du risque (gestion

des causes) sur la gestion des désastres (gestion des effets) et la transversalité entre les différents axes de travail, en pratique, le SNGRD a souvent du priorisé la gestion des catastrophes naturelles, devant faire face aux nombreuses catastrophes naturelles ayant affecté le pays depuis sa création. Cette approche ad hoc est coûteuse, et n'a pas permis d'investir durablement (et rentablement), et de profiter des bénéfices économiques d'une stratégie d'investissement dans le domaine de la gestion des risques et de la vulnérabilité.

### 1.1.3 Le projet de la Welthungerhilfe

Comme évoqué précédemment, la Welthungerhilfe est intervenue en Haïti bien avant le séisme du 12 janvier 2010. Depuis la catastrophe, l'organisation a orienté ses interventions sur la base d'un programme de cinq années (2010-2014), élaboré à partir du plan d'action du gouvernement haïtien.

La prévention des catastrophes naturelles constitue l'un des domaines d'intervention prioritaires de ce programme, dont le projet financé par DIPECHO est l'un des projets phares.

Le projet *Disaster Risk Reduction in Haiti: Enhancing disaster preparedness and awareness capacities in three multi-risks exposed communities*, débuté au 1<sup>er</sup> juillet 2011 pour une durée de quinze mois, vise ainsi à accroître la résilience et à réduire la vulnérabilité de la population de trois communes cibles, via un renforcement des capacités institutionnelles (DPC) et une gestion communautaire des risques de catastrophes naturelles. C'est dans le cadre la mise en place de cette dernière que la réalisation d'une enquête sur les Connaissances, Attitudes et Pratiques a été prévue au sein du projet.

L'enquête CAP devrait permettre d'atteindre deux objectifs : d'une part, constituer une valeur de référence (*baseline*) afin de mesurer les réalisations et l'impact final, une fois les activités réalisées (enquête CAP comparative), d'autre part, les résultats de l'enquête serviront de base pour élaborer une stratégie adaptée aux savoirs, savoir-être et savoir-faire de la population.

## 1.2 Méthodologie de l'enquête

### 1.2.1 Contexte et objectifs de l'enquête

L'objectif global de l'enquête consiste à « Identifier les Connaissances, Attitudes et Pratiques de la population cible du projet mis en œuvre par la Welthungerhilfe quant à la gestion des risques de catastrophes naturelles ».

Les objectifs opérationnels, définis avec l'équipe du projet, se déclinent principalement ainsi :

- « Estimer le niveau de connaissances sur les origines et causes des catastrophes naturelles » ;
- « Estimer la perception des risques de catastrophes naturelles » ;
- « Estimer la perception de la participation individuelle dans les systèmes de gestion des risques de catastrophes naturelles » ;

- « Identifier les comportements en cas de catastrophes naturelles » ;
- « Identifier les éventuelles résistances (sociales, économiques, culturelles, religieuses, etc.) à l'adoption de « bonnes pratiques » et plus généralement au développement des activités prévues par la Welthungerhilfe » ;
- « Identifier les profil de répondants ayant une méconnaissance des bonnes pratiques à adopter en cas de catastrophes naturelles ».

L'enquête se déroule dans les trois communes ciblées par le projet, et dans chacune des sections communales qui la composent : Petit Goâve (12 sections), Grand Goâve (7) et Jacmel (11). L'enquête se déroule en deux phases: une phase initiale (novembre - janvier 2012) pour constituer la *baseline* (valeur de référence) et une finale (juin - juillet 2012) pour mesurer l'évolution de la situation, une fois les activités de l'organisation engagées.

### 1.2.2 Concepts clés

Dans le cadre de cette enquête, les définitions suivantes ont été retenues par l'équipe pour l'interprétation des concepts clés :

- **Connaissances** : ensemble de choses connues, sues, acquises, sur un sujet donné. La connaissance d'un comportement considéré comme adapté/bénéfique n'implique néanmoins pas automatiquement l'application de ce comportement (exemple : à une question du type « savez-vous ce qu'il faut faire en cas de... », les personnes peuvent répondre oui, sans toutefois appliquer ces connaissances).
- **Attitudes** : une manière d'être. Ce sont des tendances, des « dispositions à ». Il s'agit d'une variable intermédiaire entre la situation et la réponse à cette situation. Elle permet d'expliquer que, parmi les pratiques possibles d'un sujet soumis à un stimulus, celui-ci adopte telle pratique et non pas telle autre. Les attitudes ne sont pas directement observables comme le sont les pratiques, il convient dès lors d'être prudent pour les mesurer. Il est intéressant de souligner que de nombreuses études montrent un lien souvent faible et parfois nul dans la relation attitude et pratiques.
- **Pratiques** : les pratiques ou comportements sont des actions observables d'un individu en réponse à un stimulus. C'est ce qui concerne le concret, c'est le faire. Ce sont les actes réels accomplis par une personne dans une certaine situation/contexte.
- **Ménage (au sens des enquêtes auprès des ménages)** : l'ensemble des personnes (apparentées ou non) qui partagent de manière habituelle un même logement (que celui-ci soit ou non leur résidence principale) et qui ont un budget en commun. La résidence habituelle est le logement dans lequel on a l'habitude de vivre.
- **Personne de référence du ménage** : à chaque ménage correspond une personne de référence et une seule. Elle est déterminée de la manière suivante : la personne de référence du ménage est déterminée à partir des seules trois personnes les plus âgées du ménage. S'il y a un couple parmi elles, la personne de référence est systématiquement l'homme du couple. Si le ménage ne comporte aucun couple, la personne de référence est l'actif le plus âgé (homme ou femme), et à défaut d'actif, la personne la plus âgée<sup>6</sup>.
- **Catastrophe** : « Rupture grave du fonctionnement d'une communauté ou d'une société impliquant d'importants impacts et pertes humaines, matérielles, économiques ou environnementales que la communauté ou la société affectée ne

---

<sup>6</sup> Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques français.

peut surmonter avec ses seules ressources. »<sup>7</sup>

On distingue les catastrophes d'origine naturelle, liées à des événements climatiques, sismiques ou astronomiques majeurs (ouragans, tremblements de terre, etc.) des catastrophes liées aux activités humaines (industrielles, technologique, militaires, etc.).

- **Risque** : probabilité selon laquelle un phénomène indésirable peut causer des dommages aux êtres humains, aux biens matériels et à la nature.<sup>8</sup>

Le mot «risque» a deux connotations distinctes: dans l'usage courant, l'accent est généralement mis sur la notion de chance ou la possibilité, comme dans « le risque d'un accident », alors que dans son usage technique, l'accent est généralement mis sur les conséquences, en termes de « pertes potentielles ».

- **Gestion des risques** : activités de gestion qui visent à maîtriser ou à réduire les risques de catastrophes prévisibles, limiter les dommages et les pertes potentielles.<sup>9</sup>

### 1.2.3 Echantillonnage

La méthode d'échantillonnage proposée dans le cadre de l'enquête était celle de l'échantillonnage probabiliste en grappes à deux degrés :

Les grappes de population correspondaient aux sections communales, dans lesquelles un nombre de localités et/ou habitations a été identifié, et considéré comme représentatif de la section communale dans son intégralité (1<sup>er</sup> degré).

Dans chacune de ces localités/habitations, le questionnaire a été administré à un échantillon de ménages (ou unités secondaires), identifiés de façon aléatoire in situ (2<sup>ème</sup> degré), jusqu'à atteindre le nombre d'enquêtés escomptés par section communale (nombre défini par la Welthungerhilfe).

A leur arrivée sur le site, les enquêteurs ont déterminé une direction en utilisant la méthode dite « du crayon » : en se plaçant au centre de la localité/habitation, et en lançant un crayon en l'air. Ils partaient ensuite dans la direction indiquée par la pointe du crayon, jusqu'à la première maison. Le ménage suivant était celui vivant dans la première maison sur la droite de la première, et ainsi de suite, jusqu'à compléter le nombre de questionnaire attendu par jour/zone.

La population totale pour la zone identifiée (communes de Jacmel, Petit Goâve et Grand Goâve) est estimée à 451 720 individus, soit 108 252 ménages<sup>10</sup>.

La taille de l'échantillon proposée pour la première phase de l'enquête CAP était de 659 ménages, sur la base des 108 252 ménages au total, d'un seuil de confiance de 99% et d'une marge d'erreur de 5%.

---

<sup>7</sup> Glossaire de la Stratégie Internationale de Prévention des Catastrophes des Nations Unies.

<sup>8</sup> Ibid.

<sup>9</sup> Ibid.

<sup>10</sup> *Population totale, population de 18 ans et plus, ménages et densités estimés en 2009*, Institut Haïtien de statistique et d'informatique.

### 1.2.4 Questionnaire

Dans le cas de l'enquête CAP qui s'est déroulée en novembre et décembre 2011, la structure du questionnaire était la suivante :

0000. Informations générales

0100. Saisie des données

0200. Recueil de consentement (incluant une présentation de l'enquêteur et de l'enquête)

0300. Caractéristiques sociodémographiques

0400. Connaissances des risques de catastrophes naturelles et des systèmes de gestion des risques

0500. Attitudes vis à vis des risques de catastrophes naturelles et des systèmes de gestion des risques

0600. Pratiques vis à vis des risques de catastrophes naturelles et des systèmes de gestion des risques

0700. Connaissances, Attitudes et Pratiques vis à vis des risques et des systèmes de gestion des risques de tsunami

Fin de l'entrevue - signature(s)

La section 0700 était réservée uniquement aux ménages vivant en zones côtières (le risque de tsunami étant inexistant en dehors de ces zones). Le questionnaire est annexé au présent rapport pour plus d'informations (cf. annexe I).

Ce questionnaire préalablement établi par la Welthungerhilfe, a été retravaillé conjointement avec l'équipe projet et la consultante, puis traduit en créole (la version originale fournie à la consultante était en français).

### 1.2.5 Déroulement de la première phase de l'enquête

Pour la réalisation de la première phase de l'enquête, une équipe de six enquêteurs a été constituée. Le recrutement s'est effectué sur la base des critères suivants :

- Expérience dans la réalisation d'enquête/évaluation, de préférence pour une organisation internationale ;
- Niveau d'instruction suffisant (niveau de lecture et d'écriture permettant de comprendre et de remplir correctement le questionnaire) ;
- Respect de l'équilibre hommes - femmes (trois femmes et trois hommes) ;
- Maîtrise du créole et du français ;
- Disposition de qualités interpersonnelles adaptées à cette enquête (diplomatie, respect, discrétion, patience, etc.) ;

- Bonne forme physique.

Les enquêteurs ont suivi une formation de deux jours, afin d'avoir une présentation générale de l'enquête, du questionnaire, des techniques d'entretien, et de procéder à des simulations sous diverses formes (jeux de rôles, à la maison sous forme de « devoirs du soir » et à l'extérieur, dans les conditions prévues par l'enquête). Lors de la formation, l'équipe a également procédé à une contre traduction du questionnaire du français au créole, afin de s'assurer de la fidélité de la traduction et pour permettre à l'équipe de se familiariser avec la forme et le contenu du questionnaire, et de s'assurer que tous les membres en ont la même compréhension/interprétation.

L'administration du questionnaire s'est effectuée du 15 novembre au 14 décembre 2011.

Une base de données a été créée sous Excel et Access. Avant l'analyse des données, un nettoyage et une vérification des données saisies ont été effectués. Une fois ces étapes réalisées, un total de 690 questionnaires validés ont été considérés, au lieu des 659 ménages fixés initialement comme objectif à atteindre (pour un seuil de confiance de 99% et une marge d'erreur de 5%).

## 2. Résultats et analyse

### 2.1 Données générales

Les 690 questionnaires sont répartis dans les trois communes cibles de la façon suivante : 42% dans la commune de Petit Goâve (293), 30% dans celle de Grand Goâve (209) et 28% dans celle de Jacmel (188).

Figure 2 - Répartition des questionnaires par commune

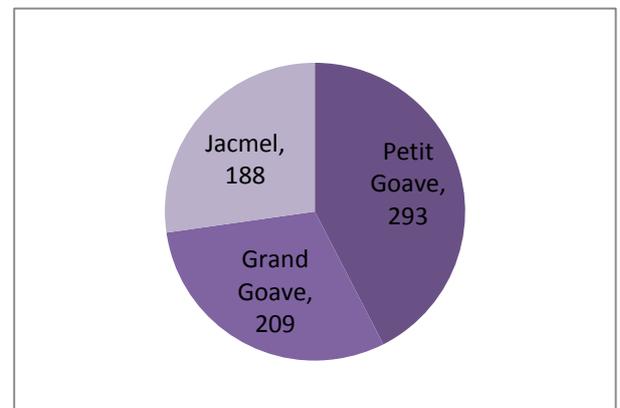
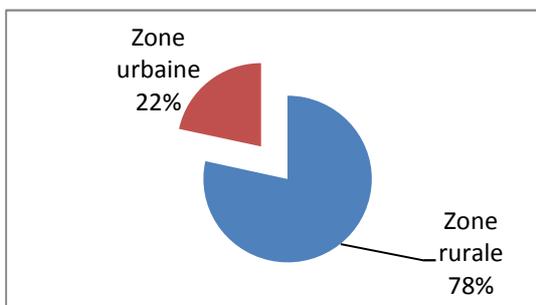


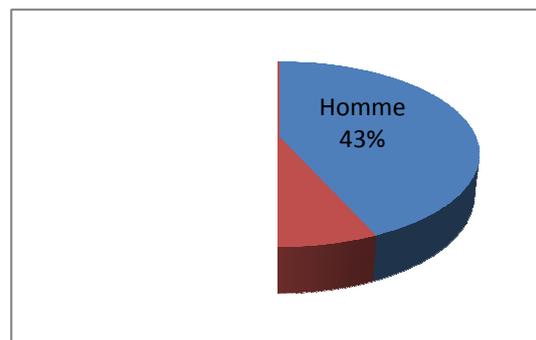
Figure 3 - Répartition des questionnaires par zone



541 questionnaires ont été réalisés en zone rurale (soit environ 78%) et 149 en zone urbaine (soit environ 22%). 179 questionnaires administrés incluaient la section sur le tsunami.

épondants par sexe

Parmi les 690 répondants, 391 (environ 57%) sont de sexe féminin et 299 (environ 43%) de sexe masculin.



Les répondants sont majoritairement des personnes de 50 ans et plus (32%) ; tous les autres groupes d'âge sont représentés de façon sensiblement équivalente (cf. figure 5). La majorité d'entre eux a un niveau d'étude de niveau primaire (37%), ou secondaire (27%) voire aucun (33%). Très peu ont poursuivi des études au-delà du niveau secondaire (2% environ, cf. figure 6). Leur occupation principale réside dans l'agriculture, la pêche et l'élevage (près de 36%) ; 22% déclarent ne pas avoir de travail au moment de l'enquête (cf. figure 7).

Figure 5 - Répartition des répondants par groupe d'âge

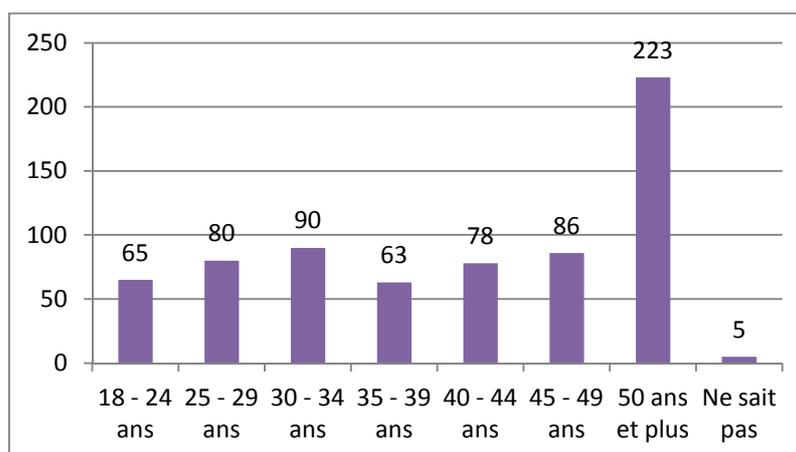


Figure 6 - Répartition des répondants par niveau d'étude

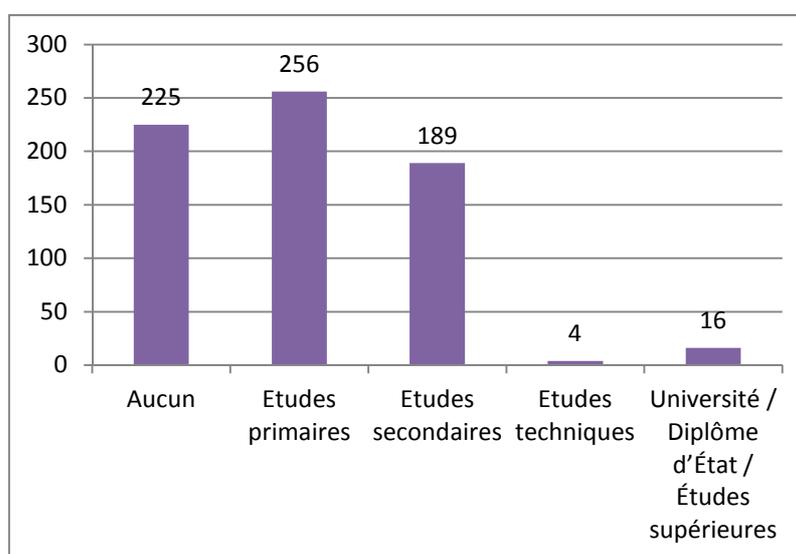
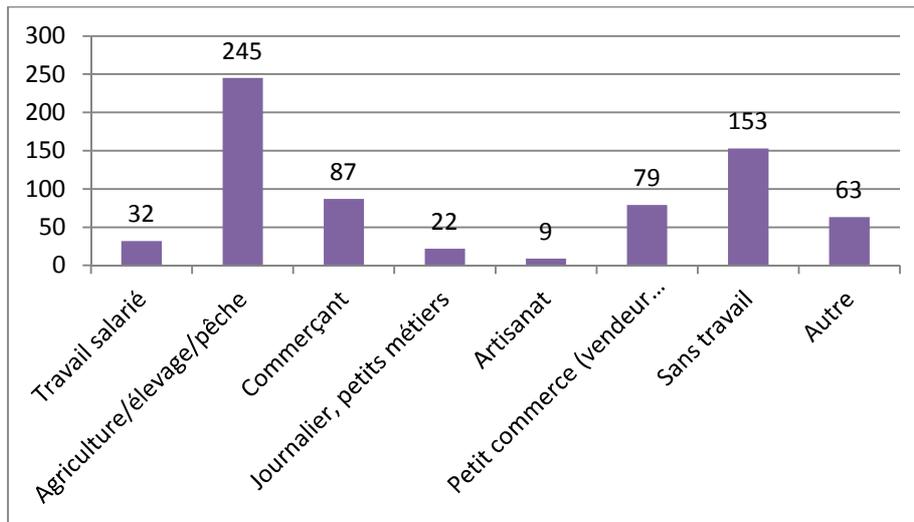


Figure 7 - Répartition des répondants selon l'occupation



## 2.2 Connaissances

### 2.2.1 Connaissances des risques de catastrophes naturelles

Le tremblement de terre est cité, dans les communes de Petit Goâve et de Jacmel, et aussi bien en zone rurale qu'urbaine, comme le **principal danger ou risque pouvant causer des dommages ou des souffrances à la vie de la personne, à sa famille ou à ses biens** (cf. figures 8, 10, 11 et 12). Les répondants de la commune de Grand Goâve ont identifié les inondations comme risque majeur (cf. figure 9).

Si l'on considère les trois premières réponses données (question à choix multiple dans le questionnaire), on obtient :

|                                      | 1 <sup>er</sup> risque identifié | 2 <sup>ème</sup> risque identifié | 3 <sup>ème</sup> risque identifié |
|--------------------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|
| <b>Petit Goâve</b><br>Cf. figure 12  | Tremblement de terre             | Evénements météorologiques        | Sécheresse                        |
| <b>Grand Goâve</b><br>Cf. figure 13  | Tremblement de terre             | Inondations                       | Incendies                         |
| <b>Jacmel</b><br>Cf. figure 14       | Evénements météorologiques       | Tremblement de terre              | Inondations                       |
| <b>Zone rurale</b><br>Cf. figure 15  | Tremblement de terre             | Evénements météorologiques        | Inondations                       |
| <b>Zone urbaine</b><br>Cf. figure 16 | Tremblement de terre             | Evénements météorologiques        | Inondations                       |

Dans tous les cas, on constate que les catastrophes naturelles sont citées avant les risques « quotidiens » tels que l'insécurité, la perte de travail, etc. proposés. En revanche, parmi les réponses « Autres », la plupart des réponses données concernent la maladie, les épidémies, et le cholera en particulier.

Figure 8 - PG: principal danger ou risque pouvant causer des dommages

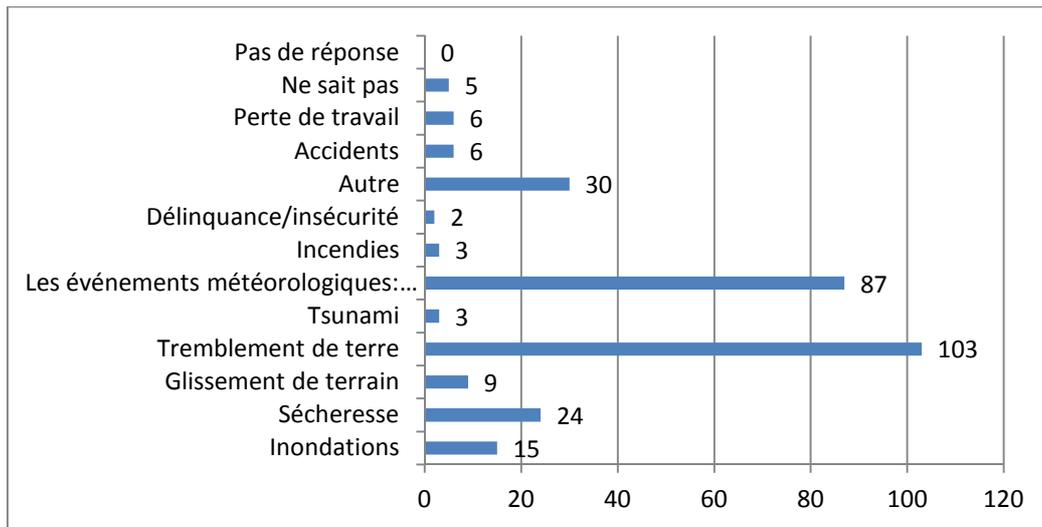


Figure 9 - GG: principal danger ou risque pouvant causer des dommages

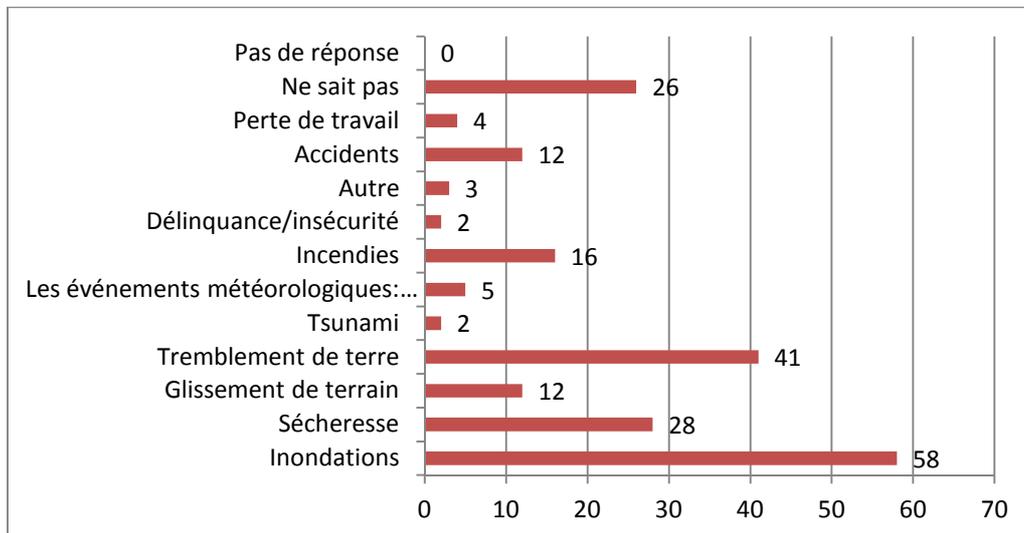


Figure 10 - Jacmel: principal danger ou risque pouvant causer des dommages

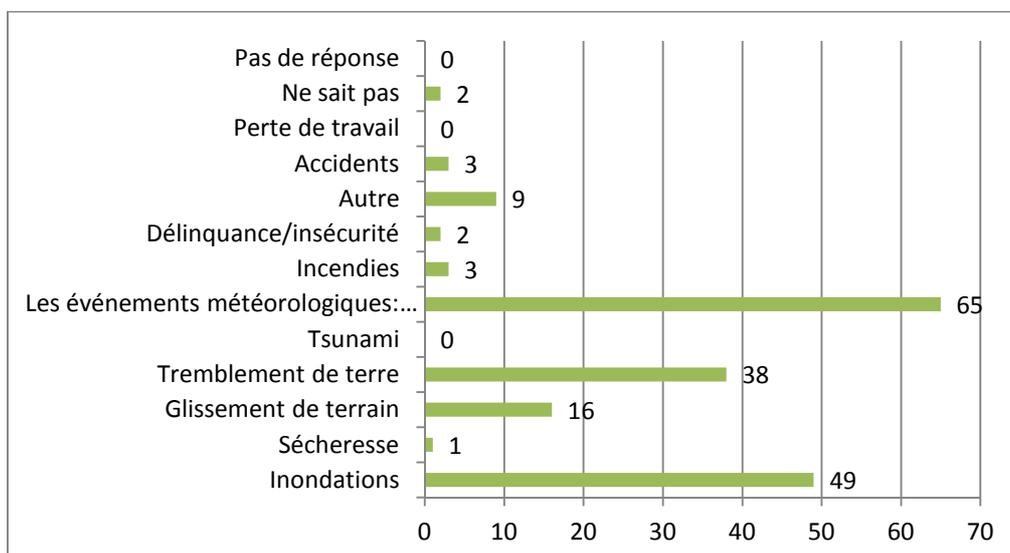


Figure 11 - Zone rurale: principal danger ou risque pouvant causer des dommages

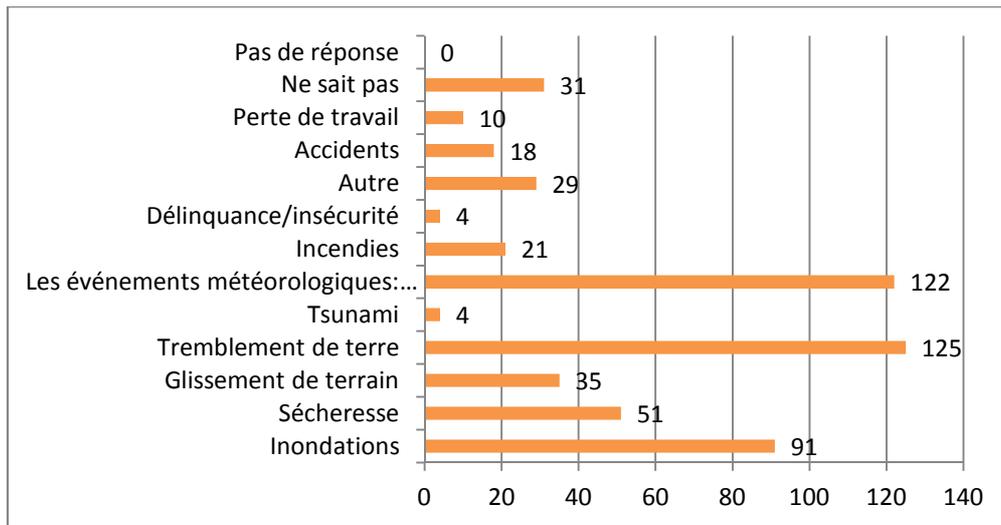


Figure 12 - Zone urbaine: principal danger ou risque pouvant causer des dommages

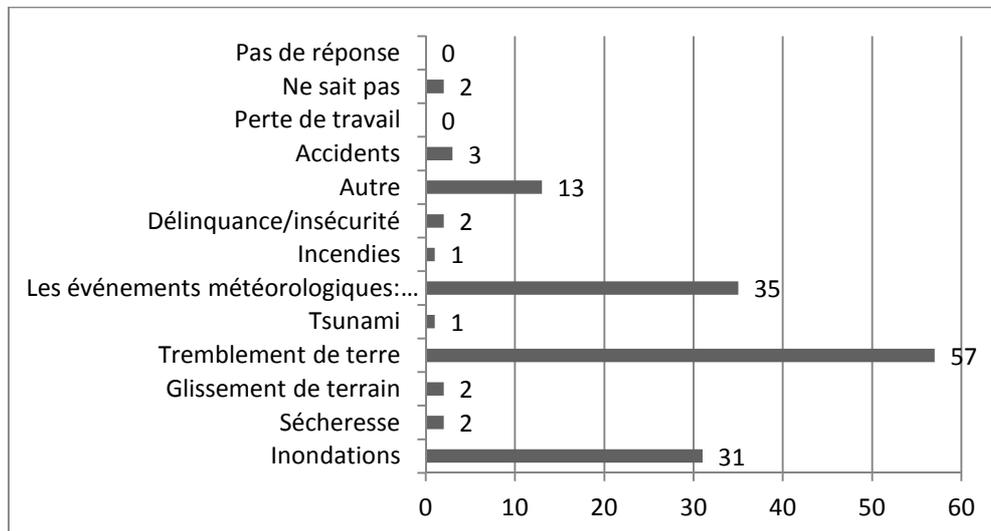


Figure 13 - PG: principaux risques pouvant causer des dommages, toutes réponses données

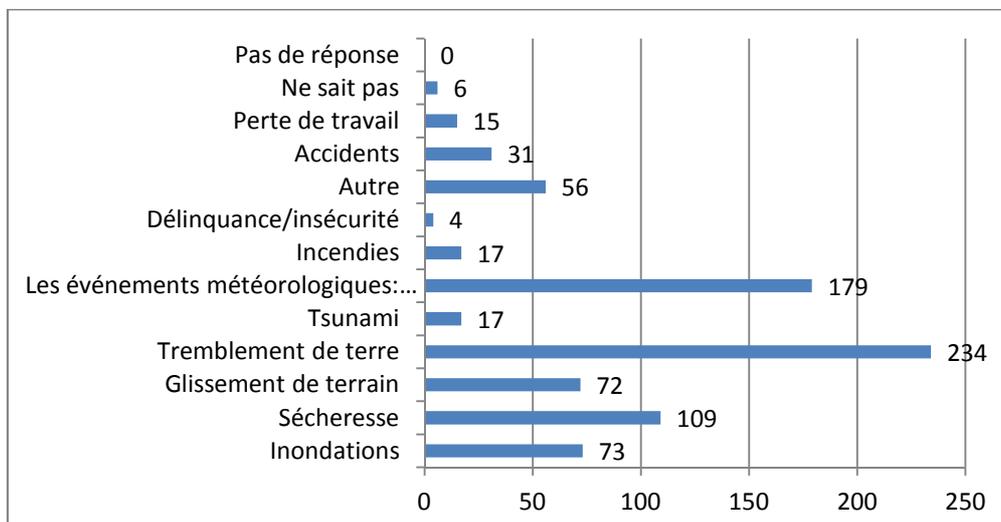


Figure 14 - GG: principaux risques pouvant causer des dommages, toutes réponses données

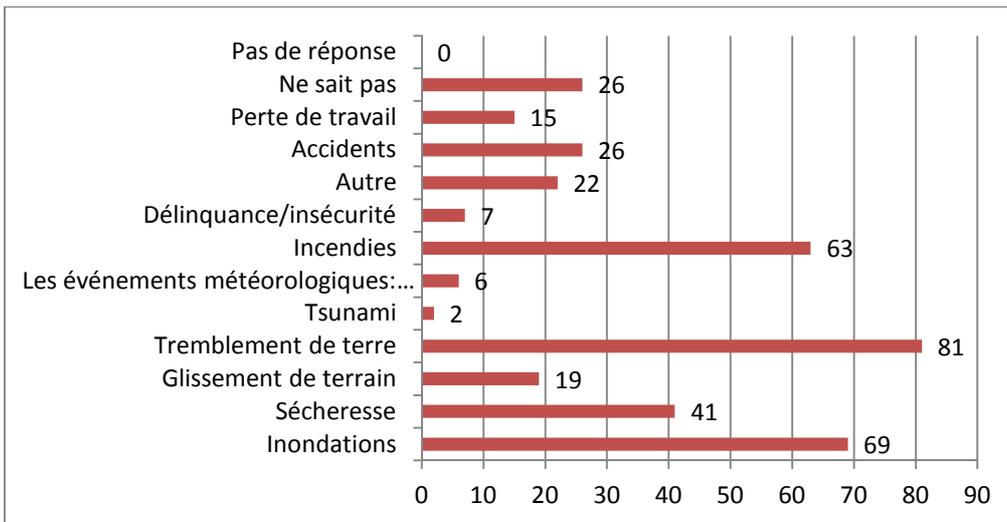


Figure 15 - Jacmel: principaux risques pouvant causer des dommages, toutes réponses données

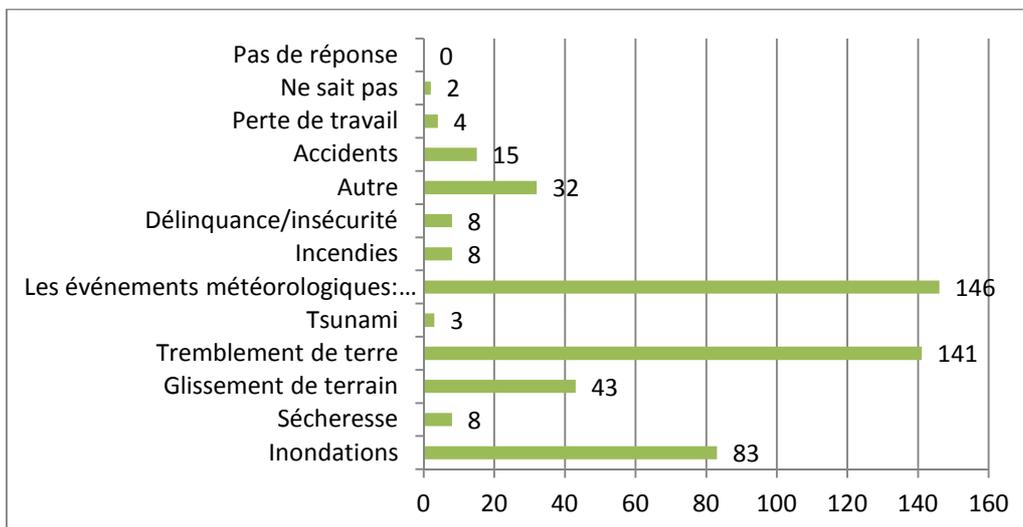


Figure 16 - Zone rurale: principaux risques pouvant causer des dommages, toutes réponses données

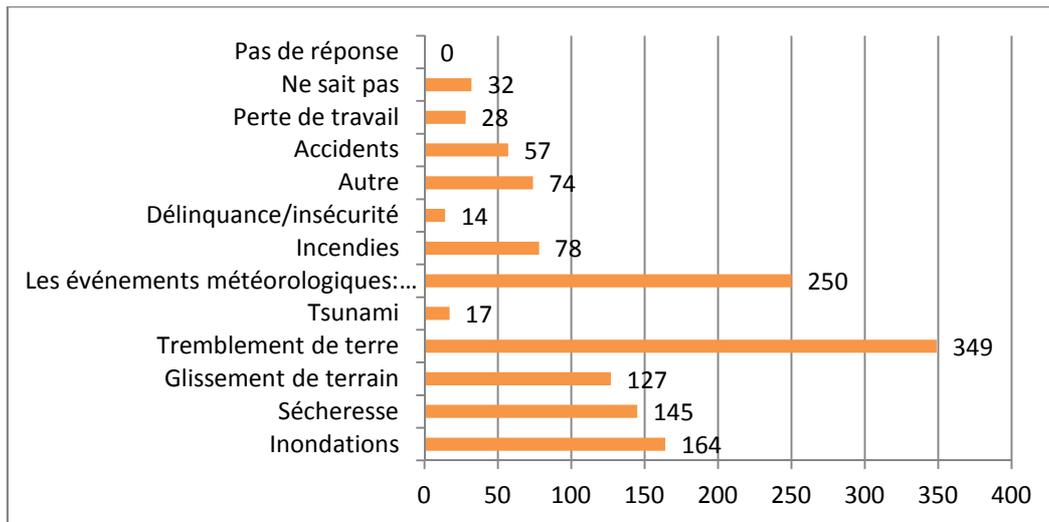
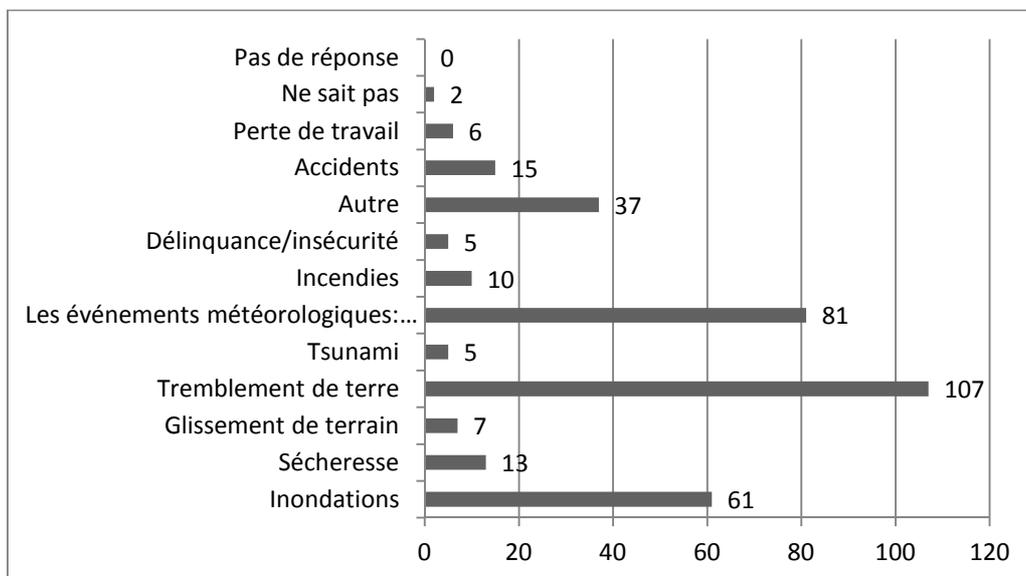


Figure 17 - Zone urbaine: principaux risques pouvant causer des dommages, toutes réponses données



Si le tsunami a été cité par quelques répondants (22 au total) comme risque majeur, il reste un risque largement méconnu par la population, dans les communes de Petit et Grand Goâve, et sans distinction de milieu, à l'exception de la commune de Jacmel, où 73% des répondants affirment **savoir ce qu'est un tsunami** (cf. figures 18 à 22).

Figure 18 - PG: connaissance du tsunami

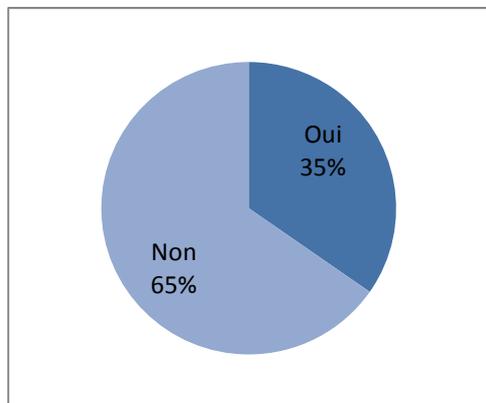


Figure 19 - GG: connaissance du tsunami

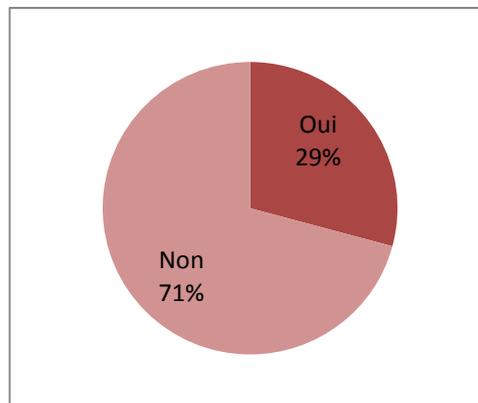


Figure 20 - Jacmel : connaissance du tsunami

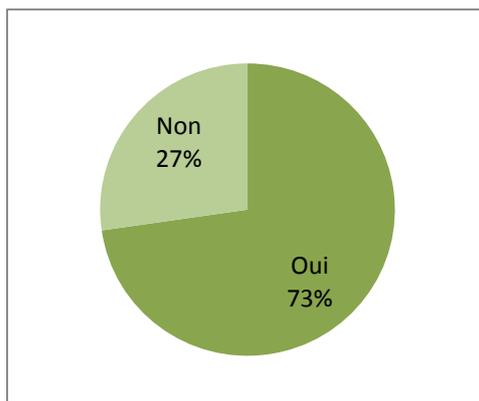


Figure 21 - Zone rurale: connaissance du tsunami

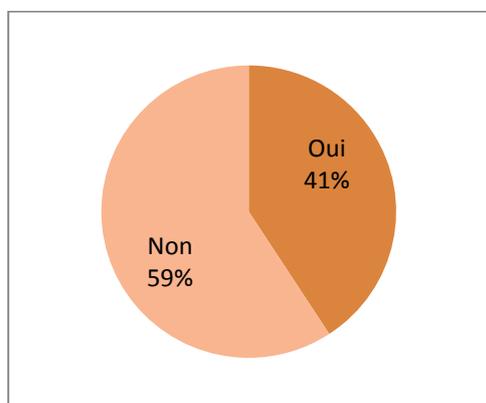
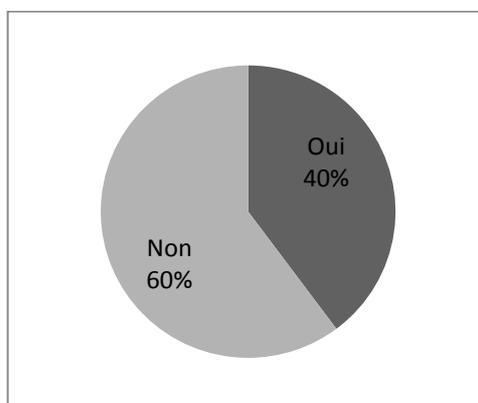


Figure 22 - Zone urbaine: connaissance du tsunami



Si une grande majorité des répondants dit ne pas savoir ce qu'est un tsunami (à l'exception des répondants de la commune de Jacmel), les réponses sont disparates concernant le **risque effectif de tsunami dans la zone du répondant** : une majorité de répondants des communes de Petit Goâve et de Jacmel (cf. figures 23 et 25), ainsi qu'en zone rurale (cf. figure 26), estime que sa commune (ou localité/habitation) est effectivement à risque de tsunami. Une majorité de répondants de la commune de Grand Goâve et de la zone urbaine (cf. figures 24 et 27) déclare ne pas savoir si leur zone est une zone à risque de tsunami. Il est intéressant de constater que les habitants des zones rurales s'estiment plus à risque que ceux de la zone urbaine en termes de risques de tsunami.

Figure 23 - PG: risque de tsunami

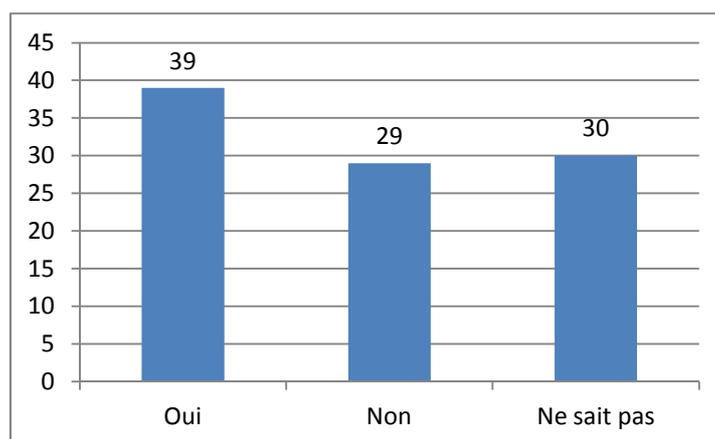


Figure 24 - GG: risque de tsunami

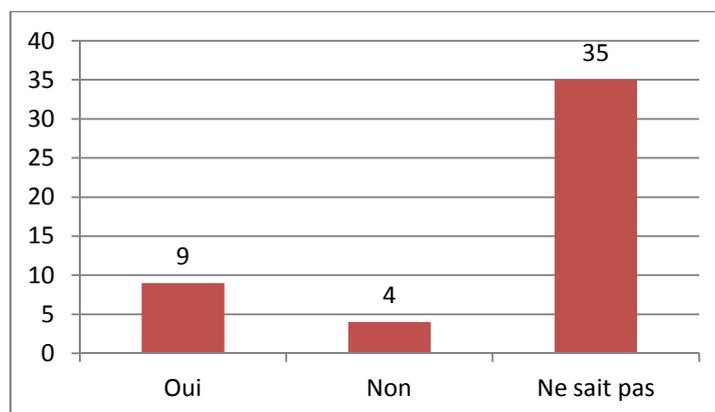


Figure 25 - Jacmel: risque de tsunami

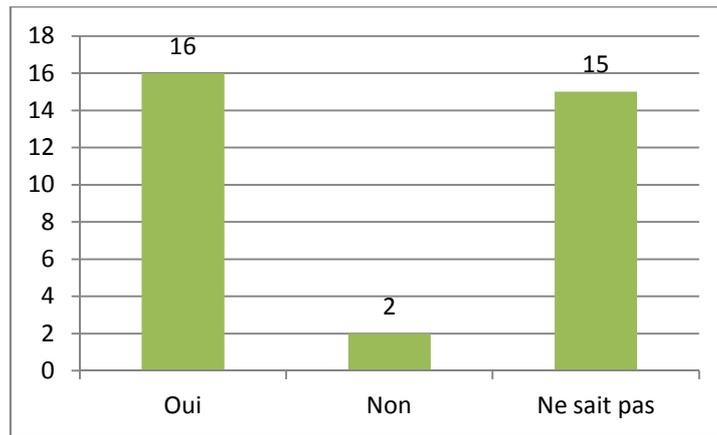


Figure 26 - Zone rurale: risque de tsunami

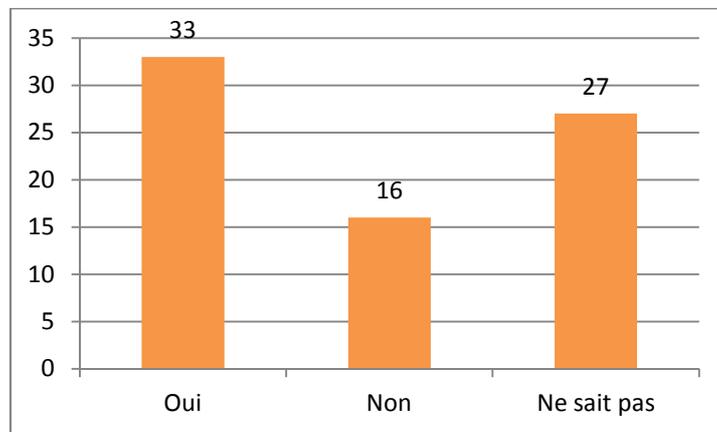


Figure 27 - Zone urbaine: risque de tsunami

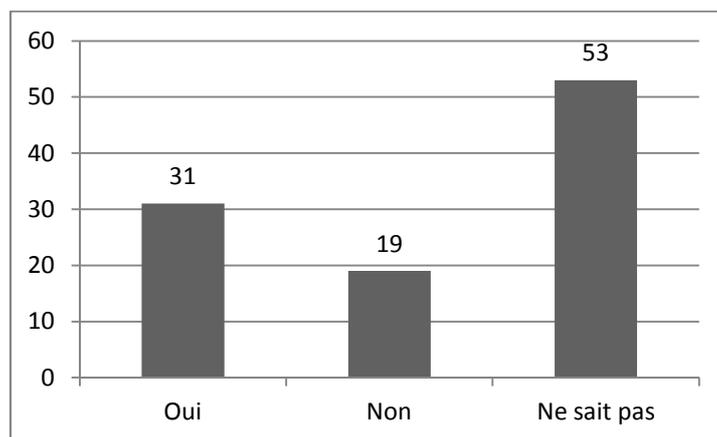
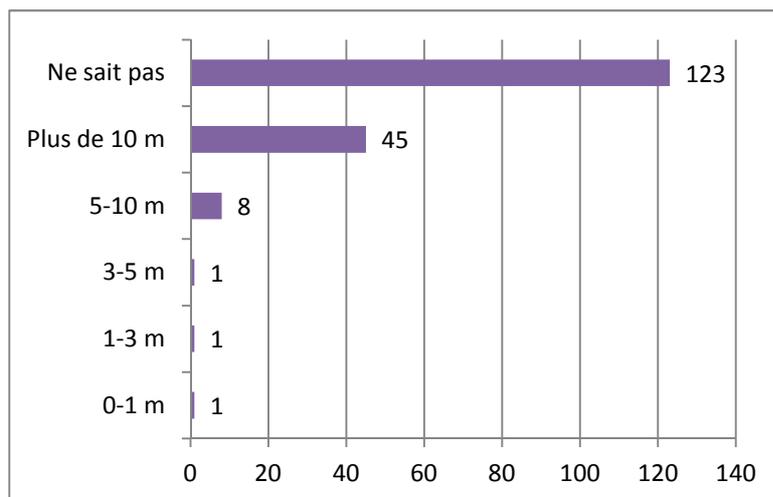


Figure 28 - Hauteur des vagues présentant un risque de tsunami

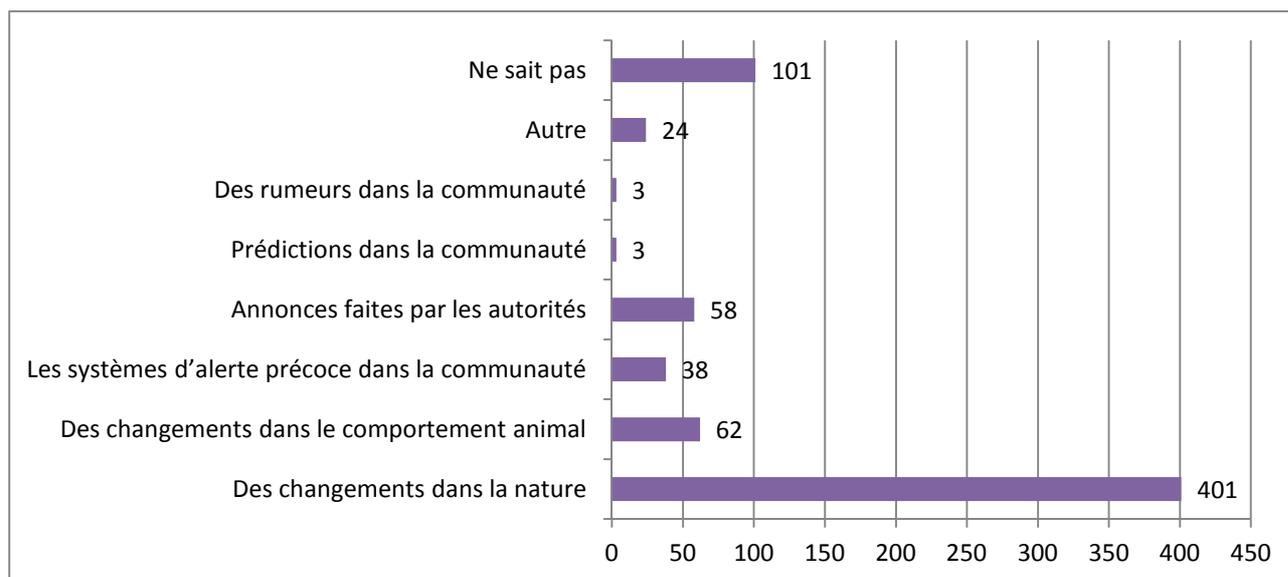
Indépendamment de la commune ou du milieu, une très grande majorité des répondants déclare ne pas **connaître quelle pourrait être la hauteur d'une potentielle vague de tsunami dans leur commune/localité/habitation.**

37% d'entre eux estiment que cette vague pourrait atteindre plus de 10 mètres.



15% des répondants déclarent ne pas connaître les **signes annonciateurs d'une catastrophe**, et 58% d'entre eux considère que les changements dans la nature sont le principal signe annonciateur (cf. figure 29).

Figure 29 - Signes annonciateurs d'une catastrophe, toutes zones confondues



Si une grande majorité des répondants (dans les trois communes et aussi bien en zone urbaine que rurale) déclare ne pas savoir quels sont les **signes avant-coureurs d'un tsunami**, certains d'entre eux ont identifié la mer qui se retire comme un signe majeur (indépendamment de la commune et du milieu, cf. figures 30 à 34). Le tremblement de terre n'a été identifié que dans la commune de Petit Goâve et en zone rurale.

Figure 30 - PG: signes annonciateurs d'un tsunami

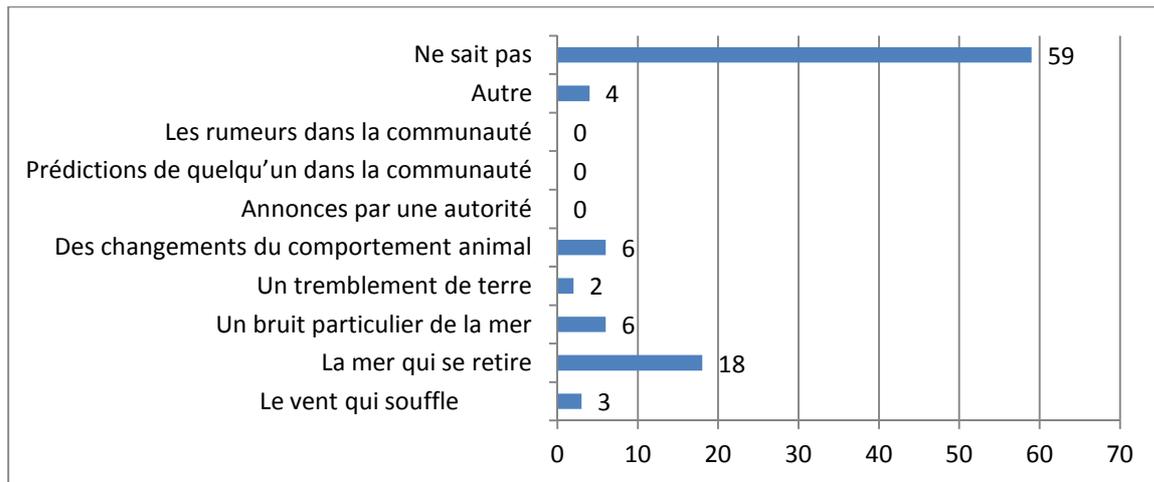


Figure 31 - GG: signes annonciateurs d'un tsunami

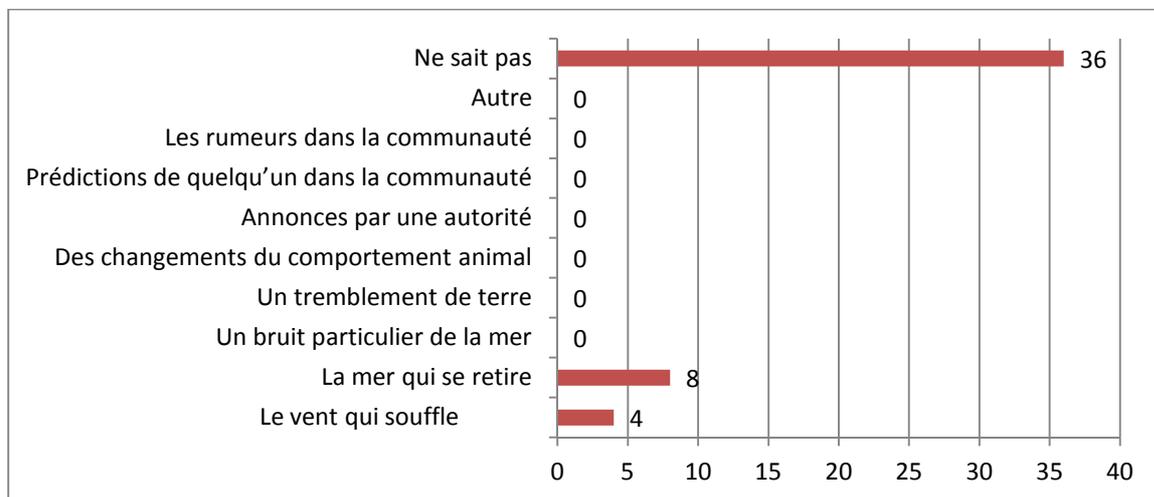


Figure 32 - Jacmel: signes annonciateurs d'un tsunami

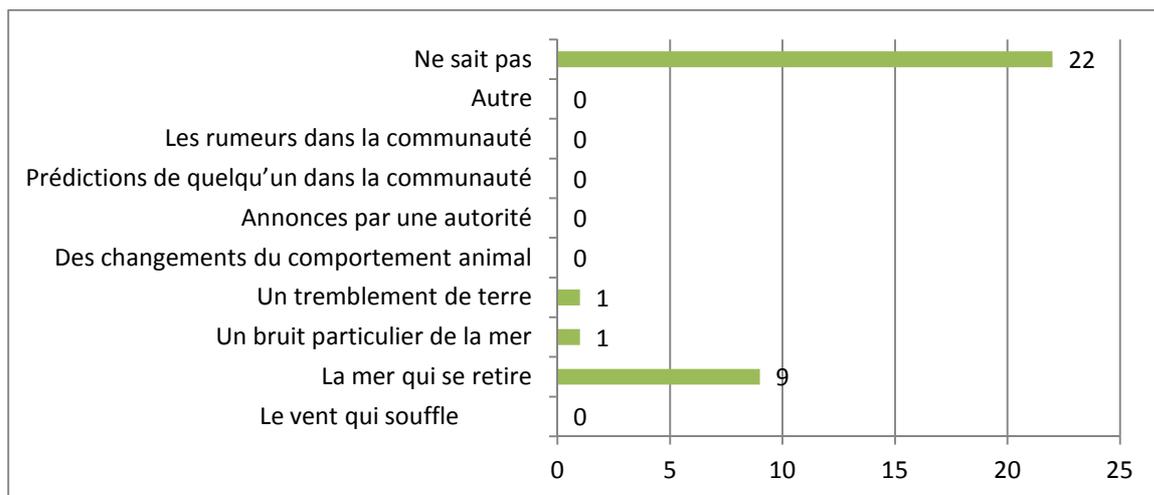


Figure 33 - Zone rurale: signes annonciateurs d'un tsunami

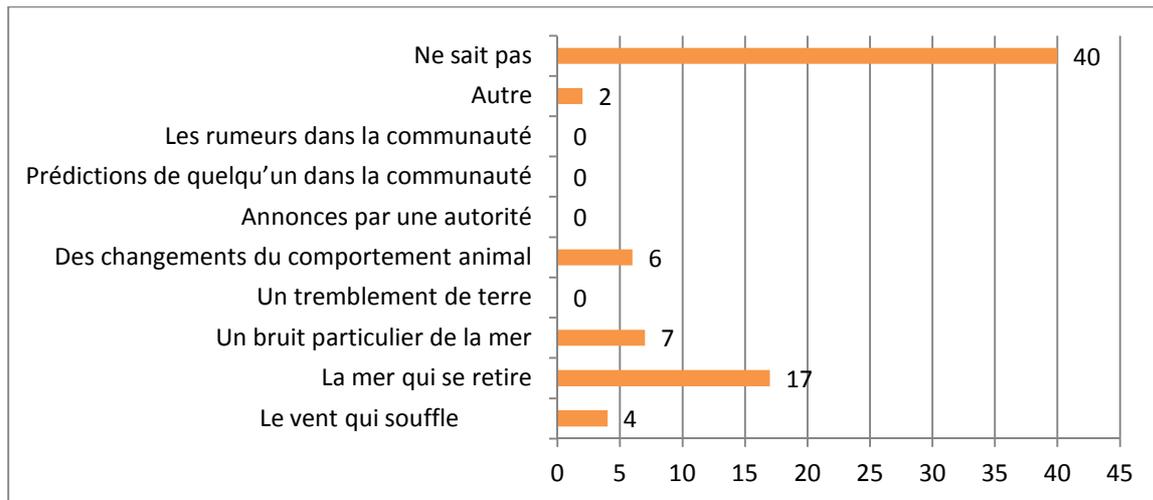


Figure 34 - Zone urbaine: signes annonciateurs d'un tsunami

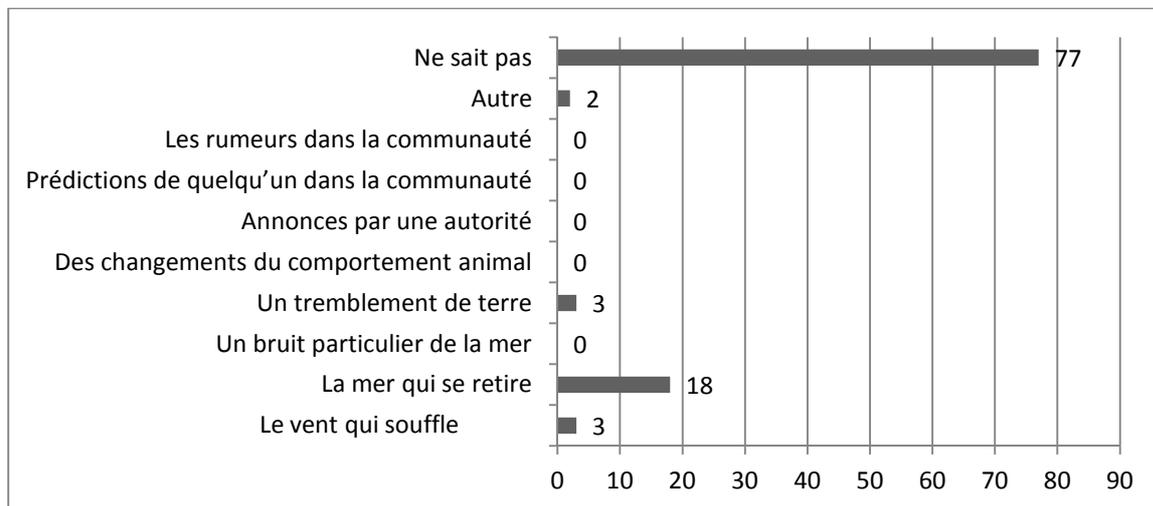
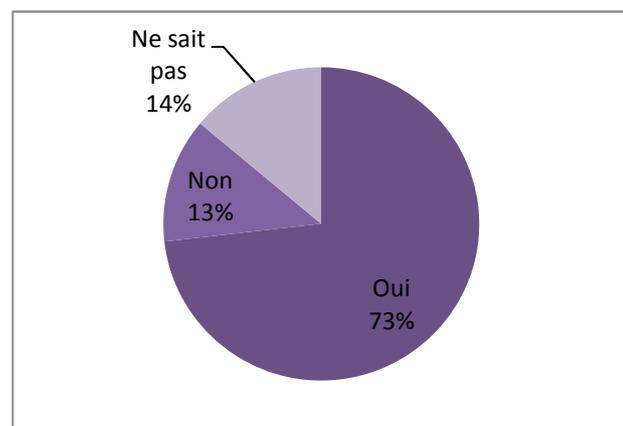


Figure 35 - Possibilité de prévenir une catastrophe

Une très grande majorité de répondants (73%) estime qu'il est **possible de prévenir les catastrophes** (toutes zones et milieux confondus).



## 2.2.2 Connaissances sur l'origine des catastrophes naturelles

Concernant l'**origine des catastrophes naturelles**, 35% des répondants l'attribuent à une origine divine, majoritairement en zone rurale. 21 % déclarent qu'il s'agit d'un phénomène naturel, et 24% déclarent ne pas en connaître l'origine (cf. figures 36 à 40).

Indépendamment de la commune ou du milieu, une très grande majorité de répondants déclare ne pas connaître quelle est l'**origine des tsunamis** (cf. figures 41 à 45).

Figure 36 - PG: origine des catastrophes

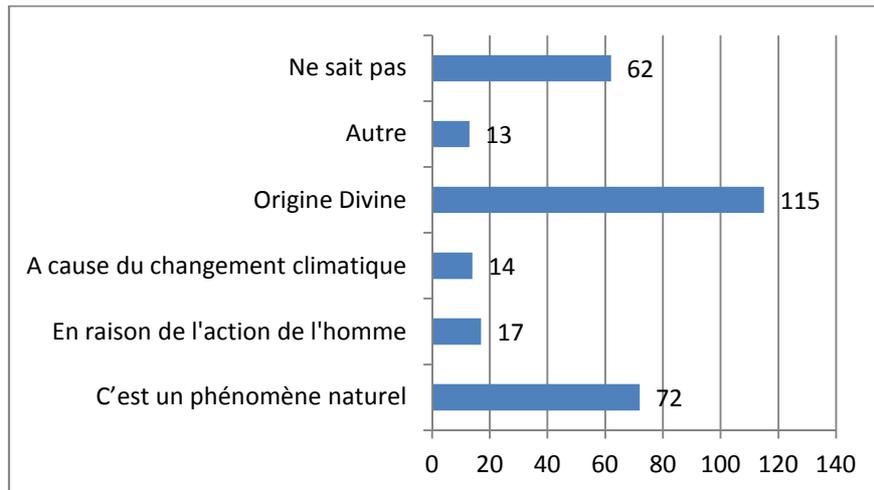


Figure 37 - GG: origine des catastrophes

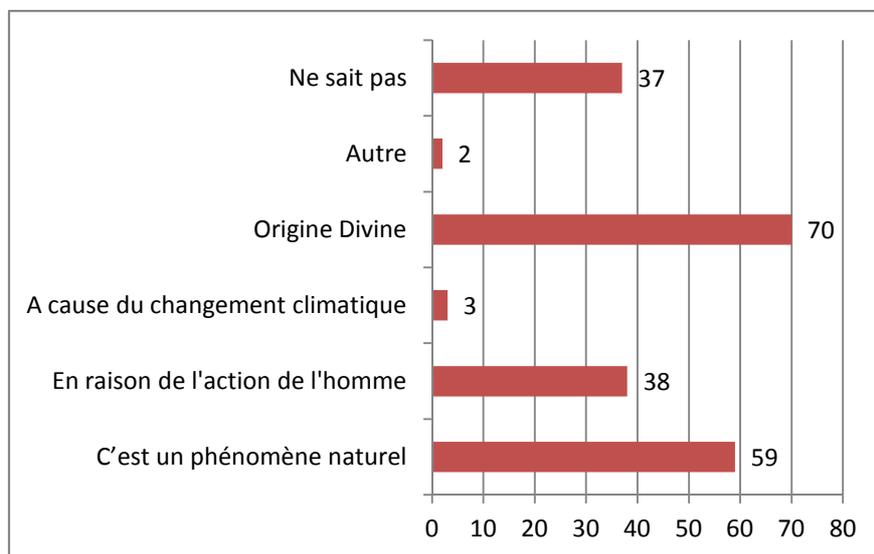


Figure 38 - Jacmel: origine des catastrophes

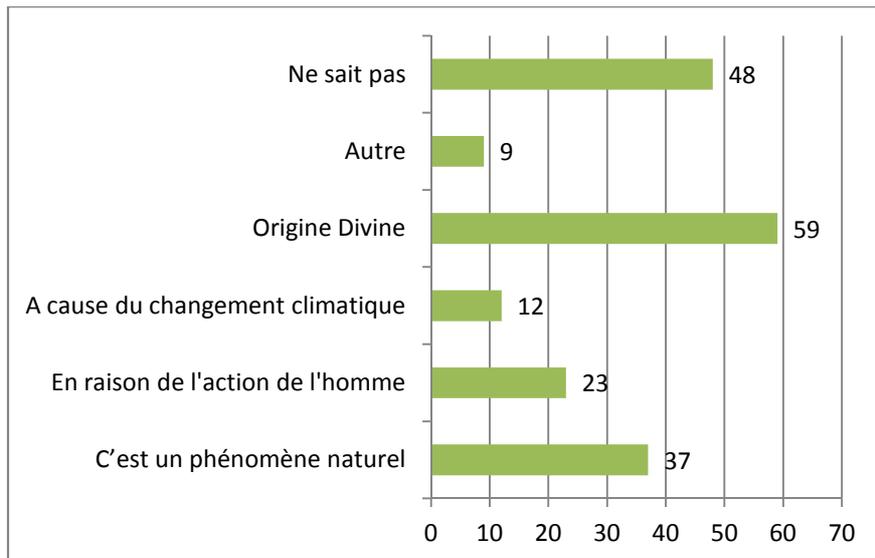


Figure 39 - Zone rurale: origine des catastrophes

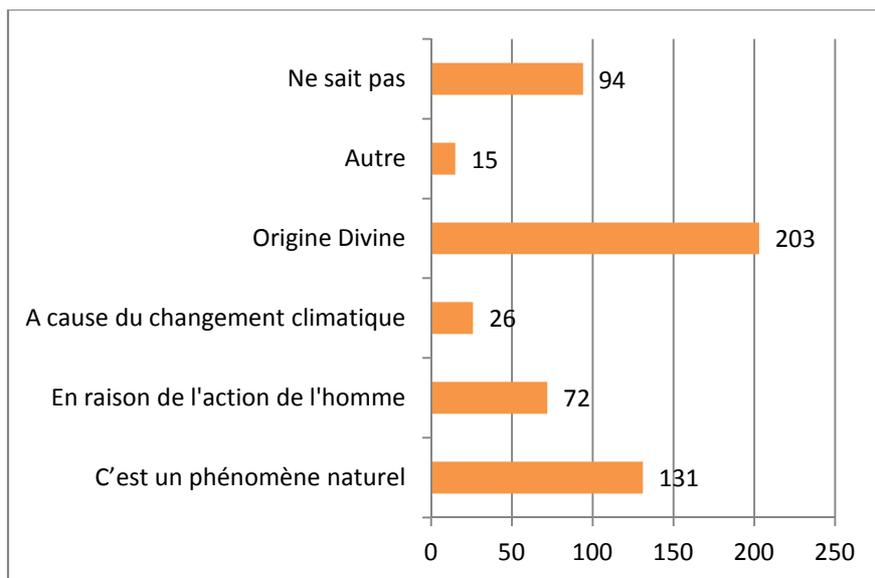


Figure 40 - Zone urbaine: origine des catastrophes

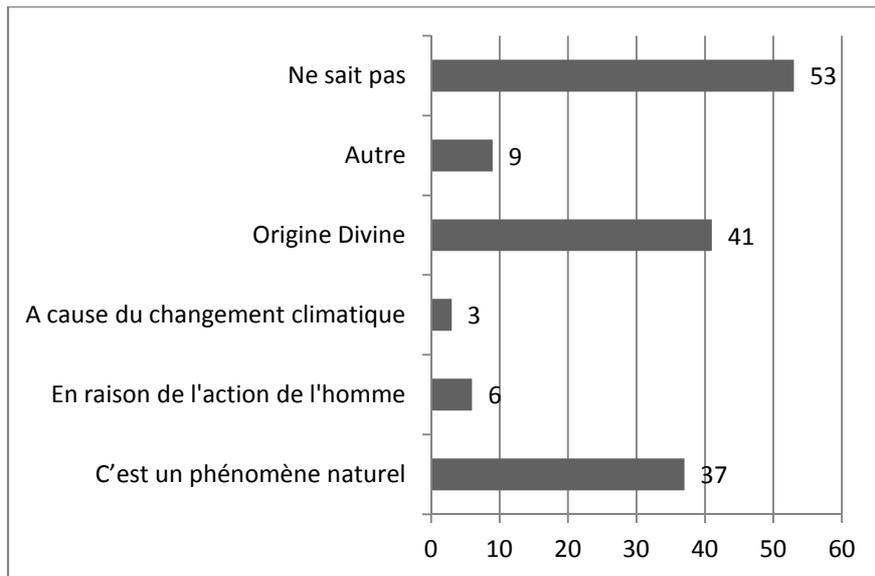


Figure 41 - PG: origine des tsunamis

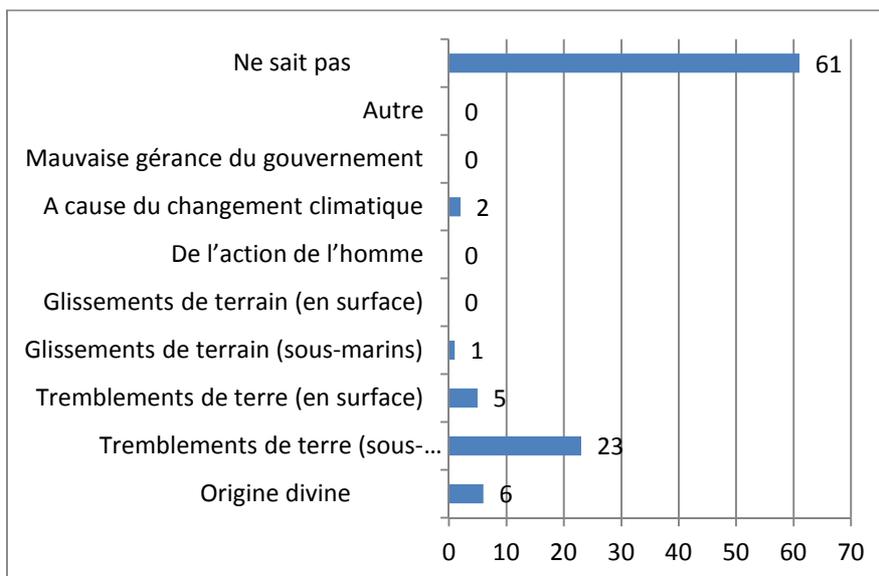


Figure 42 - GG: origine des tsunamis

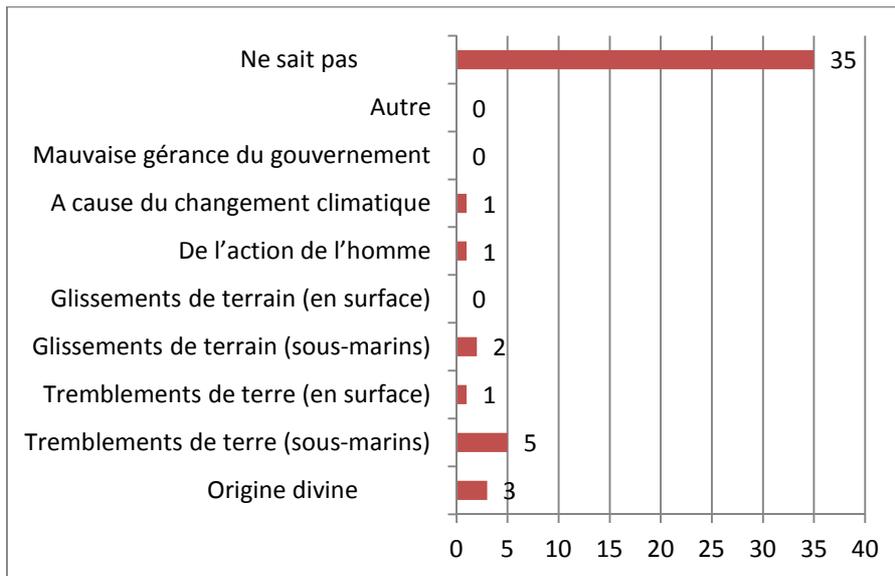


Figure 43 - Jacmel: origine des tsunamis

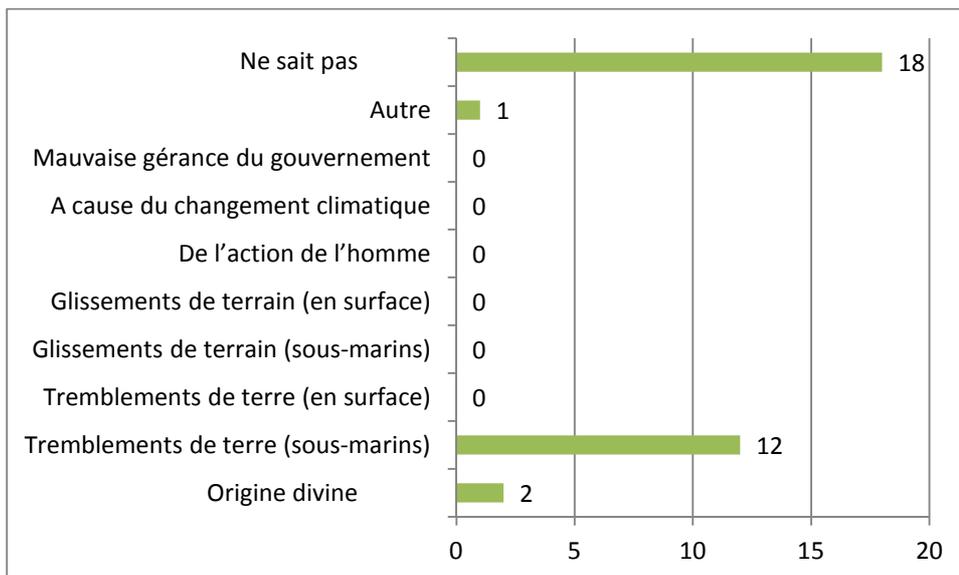


Figure 44 - Zone rurale: origine des tsunamis

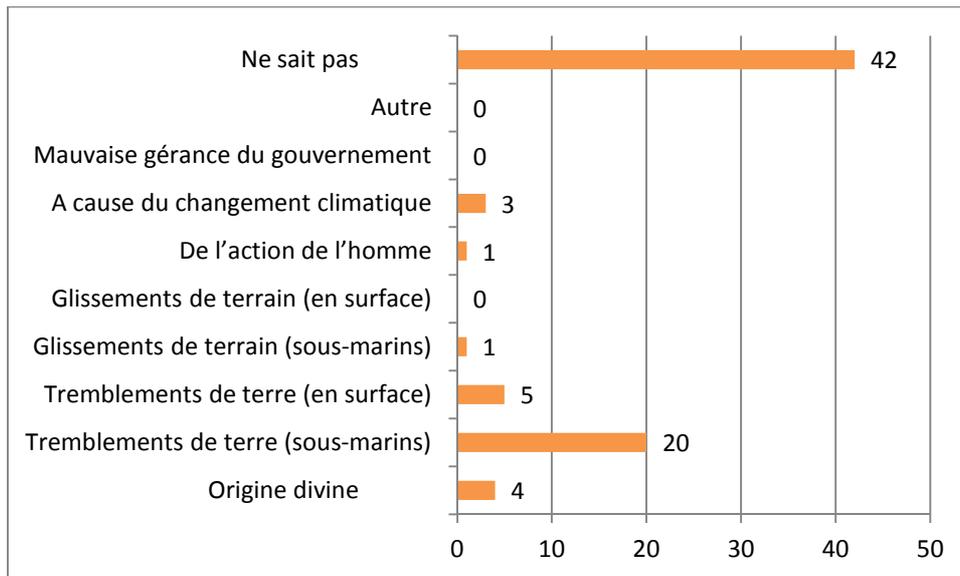
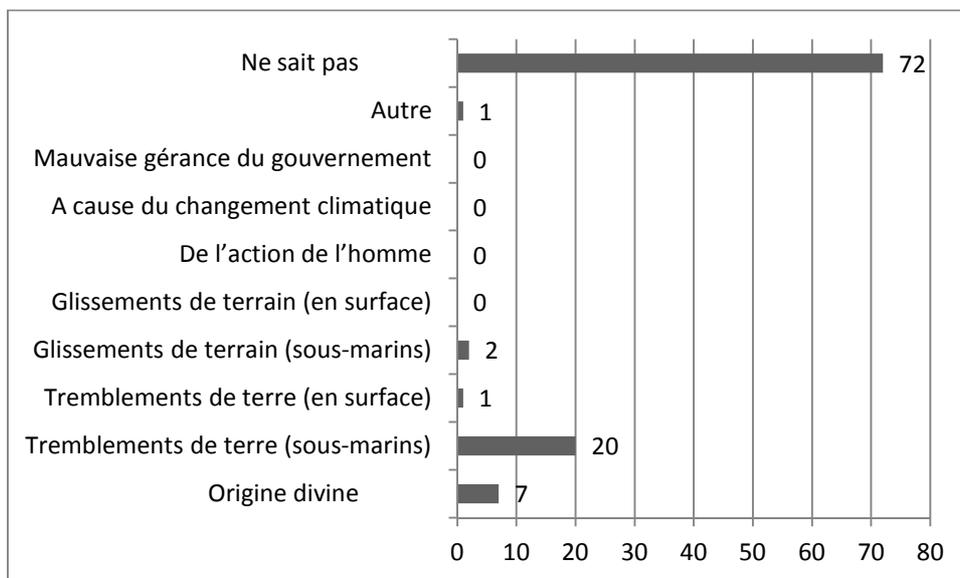


Figure 45 - Zone urbaine: origine des tsunamis



### 2.2.3 Connaissances sur l'impact des catastrophes naturelles

Près de 88% des répondants s'accordent à dire qu'**en cas de catastrophe naturelle, leur vie est très en danger**, indépendamment des communes et du milieu (cf. figure 46). De la même manière, 58% d'entre eux estiment que le **danger que représente une catastrophe naturelle sur la vie de leur famille** est élevé, voire très élevé (25%, cf. figure 47). Les pourcentages de répondants estimant que ce danger est élevé, voire très élevé **vis-à-vis de leurs biens** sont sensiblement les mêmes (respectivement 58% et 26%, cf. figure 47).

Figure 46 - Danger que représente une catastrophe sur la vie de la personne (toutes zones confondues)

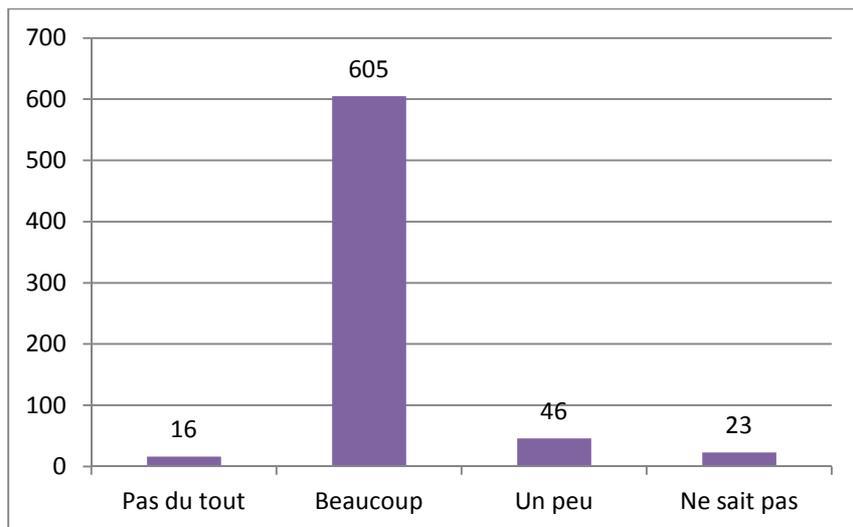
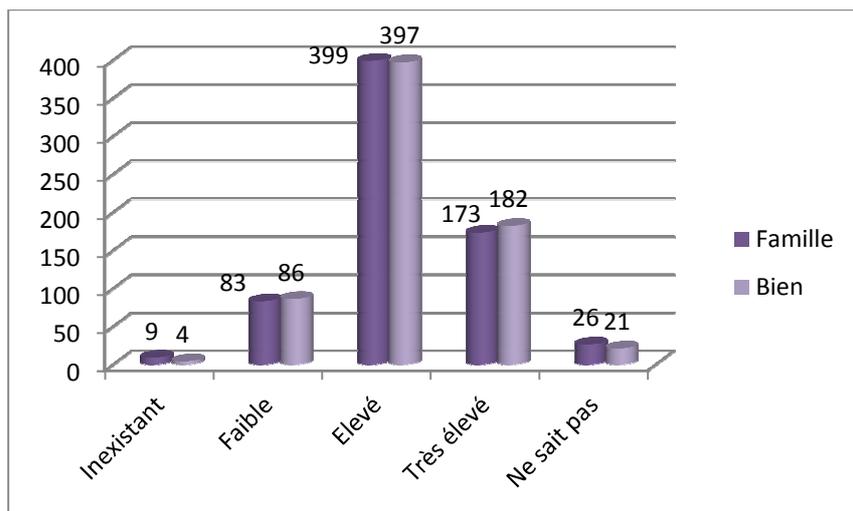
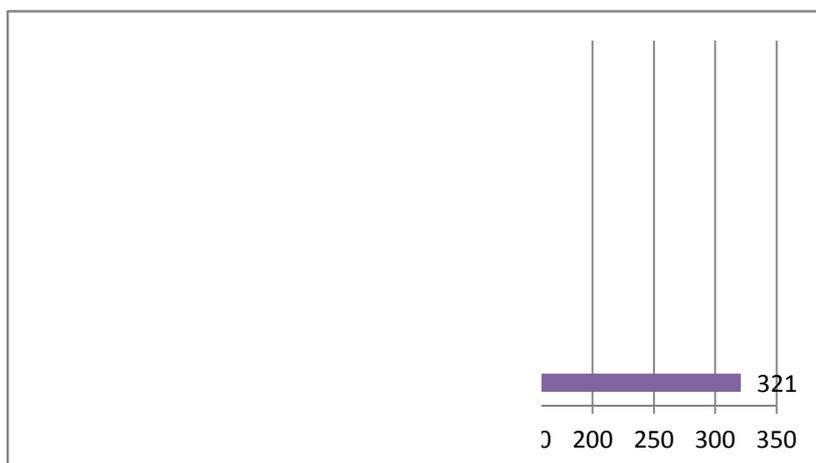


Figure 47 - Danger que représente une catastrophe sur la vie de la famille et sur les biens (toutes zones confondues)



unauté, toutes zones

Une majorité de répondants (près de 47%) estime que tout le monde dans la communauté est égal face aux catastrophes. Les personnes handicapées et les enfants ont été cités comme **groupes les plus vulnérables**, après l'ensemble de la communauté.



## 2.2.4 Connaissances des acteurs intervenant dans le domaine de la gestion des risques de catastrophes naturelles

Alors que 73% des répondants estiment qu'il est possible de prévenir les catastrophes (cf. figure 35), seuls 46% d'entre eux estiment que la communauté a effectivement les **capacités de les prévenir**. De même, 70% des répondants estiment que la communauté n'a pas les **capacités de répondre** à des catastrophes (cf. figures 49 à 53).

Figure 49 - PG: Capacité de la communauté à prévenir et répondre aux catastrophes

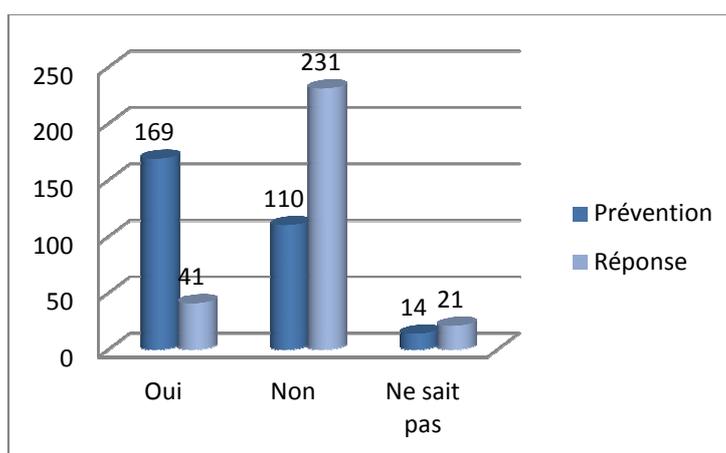


Figure 50 - GG: Capacité de la communauté à prévenir et répondre aux catastrophes

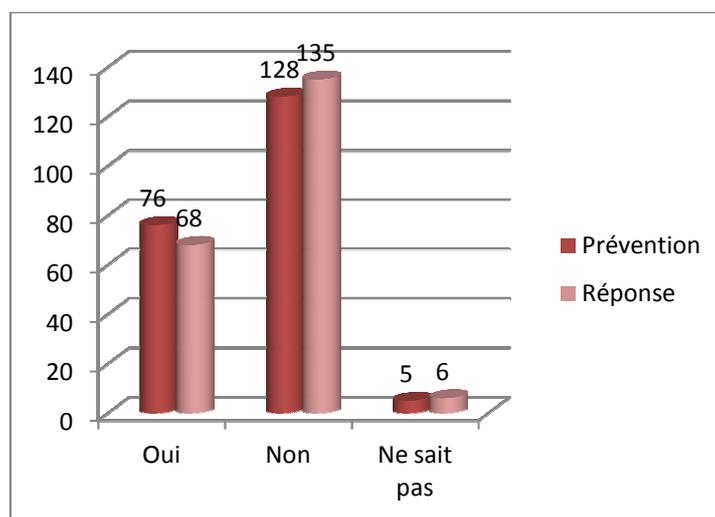


Figure 51 - Jacmel: Capacité de la communauté à prévenir et répondre aux catastrophes

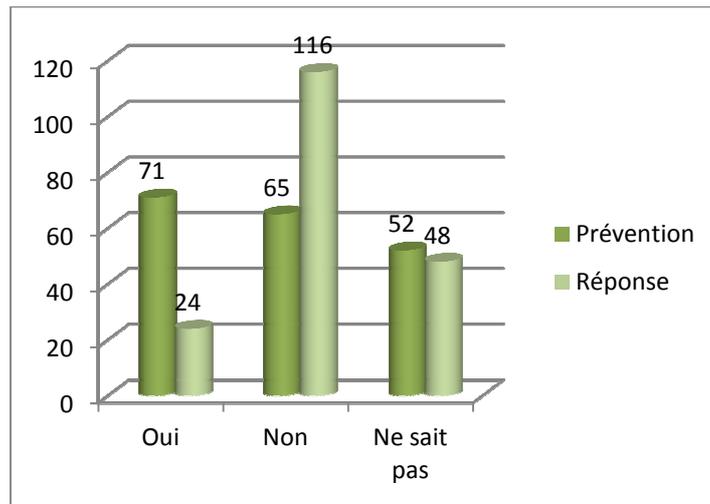


Figure 52 - Zone rurale: Capacité de la communauté à prévenir et répondre aux catastrophes

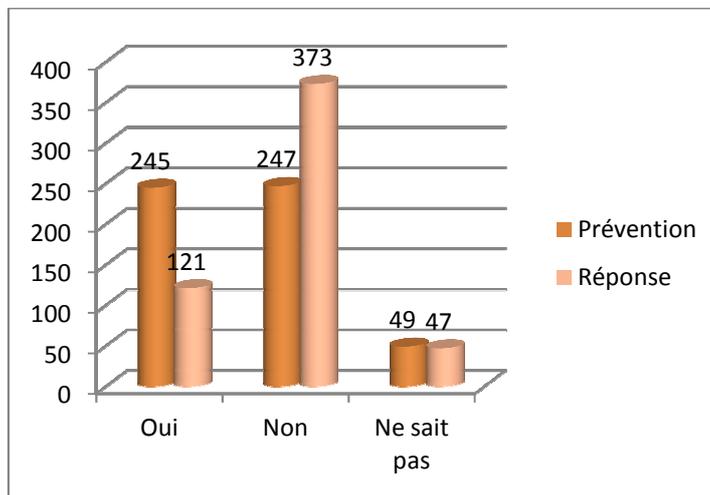
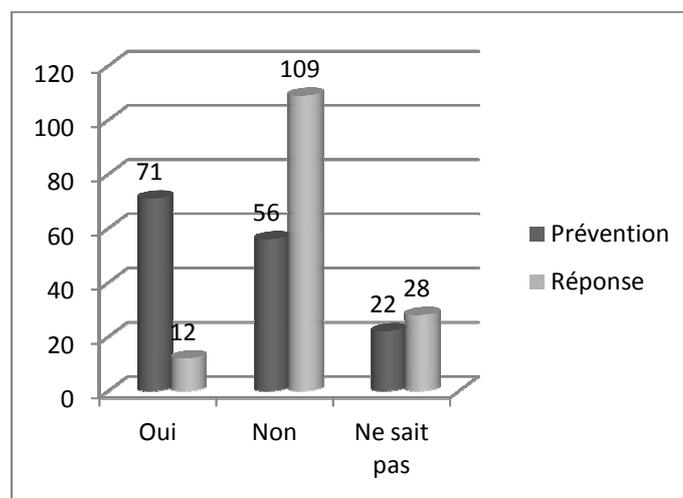


Figure 53 - Zone urbaine: Capacité de la communauté à prévenir et répondre aux catastrophes



Concernant les **acteurs intervenant dans le domaine de la gestion des risques de catastrophes naturelles** dans leur zone, 29% des répondants ont cité la Croix Rouge haïtienne (en particulier à Petit Goâve et en zone urbaine), 21% ont cité les associations locales (notamment à Grand Goâve et en zone rurale) et seulement 19% la DPC, qui a été plus citée en zone rurale qu'urbaine. Enfin, 27% des répondants déclarent ne pas savoir qui intervient dans ce domaine dans leur zone (cf. figures 54 à 58).

Figure 54 – PG: Acteurs intervenant dans la gestion des risques

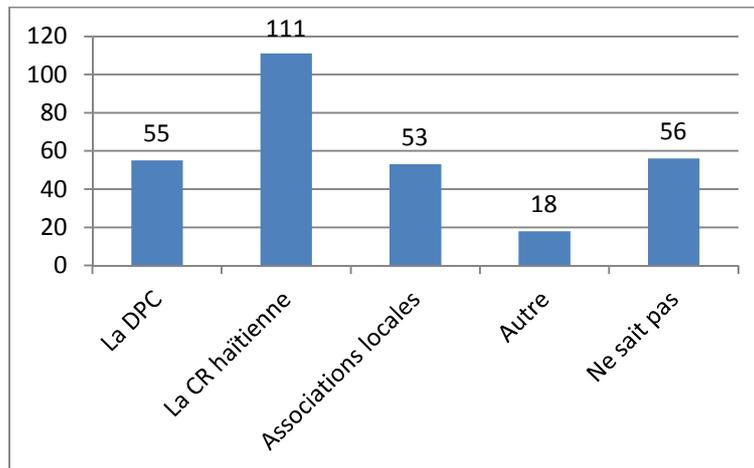


Figure 55 - GG: Acteurs intervenant dans la gestion des risques

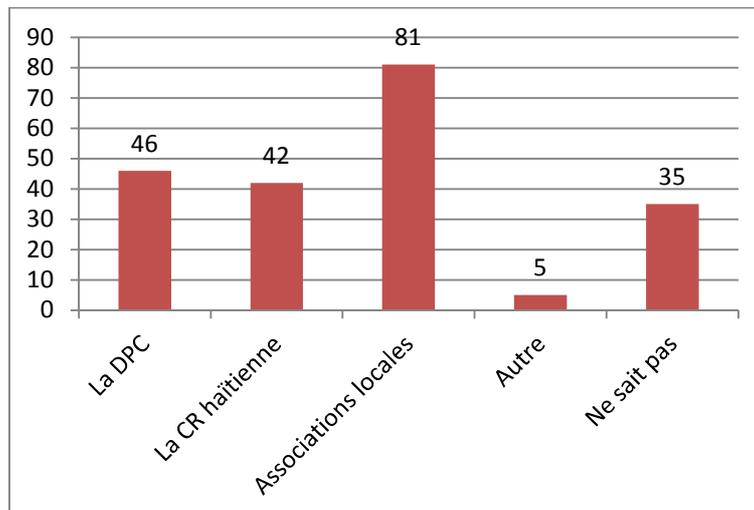


Figure 56 - Jacmel: Acteurs intervenant dans la gestion des risques

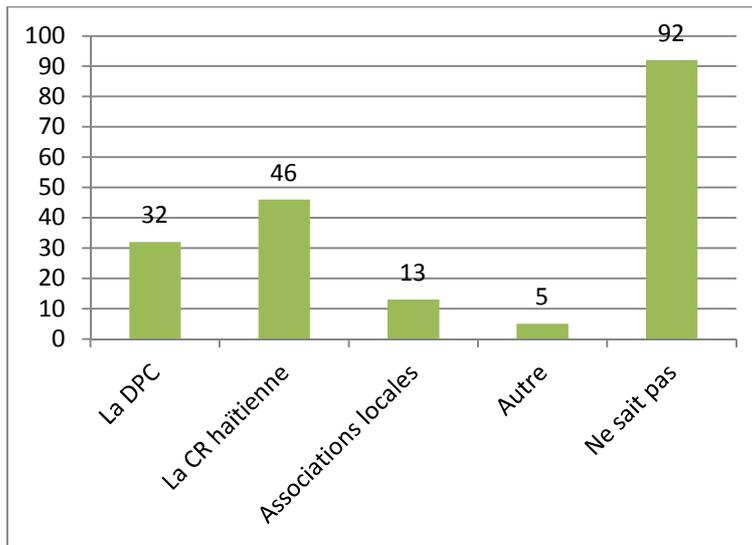


Figure 57 - Zone rurale: Acteurs intervenant dans la gestion des risques

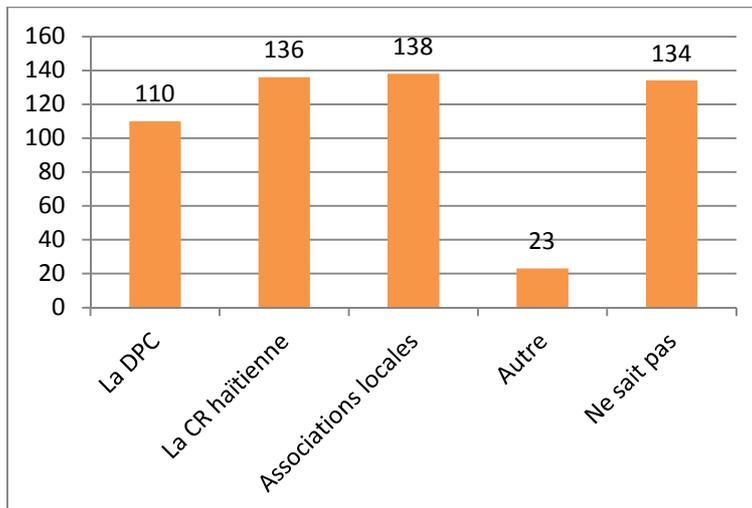
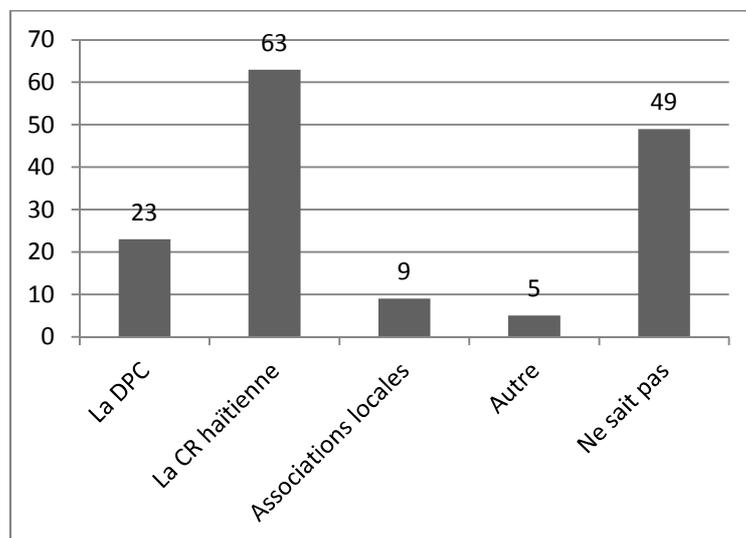
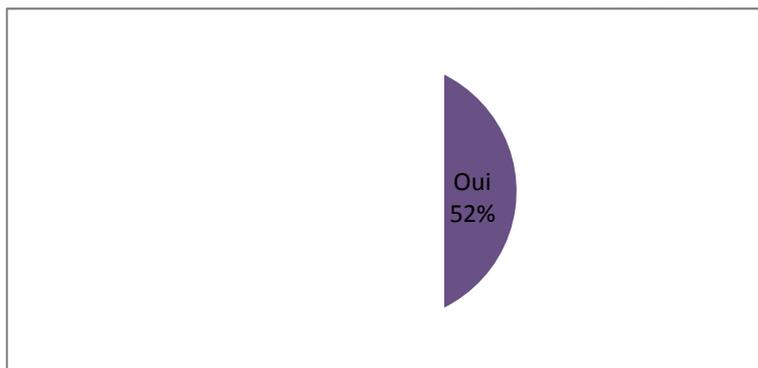


Figure 58 - Zone urbaine: Acteurs intervenant dans la gestion des risques



t CRH. toutes zones confondues



Pourtant, indépendamment de la commune ou du milieu, une majorité de répondants affirme savoir quel est le **mandat de la DPC/Croix Rouge haïtienne** (52% de oui contre 45% de non).

54% des répondants déclarent en revanche ne pas connaître le **mandat des secours locaux/brigades d'intervention**, et 45% les **comités locaux de protection civile**. On constate certaines disparités selon les communes : à Petit Goâve, les rôles des deux groupes semblent relativement bien connus (cf. figure 60), tandis qu'à Grand Goâve, et de manière générale en zone rurale et urbaine (cf. figures 61, 63 et 64), seul le mandat des CLPC semble connu. A Jacmel, aucun des deux groupes ne semble avoir un rôle clair pour les répondants (cf. figure 62).

Figure 60 - PG: connaissance du mandat Brigades d'intervention et CLPC

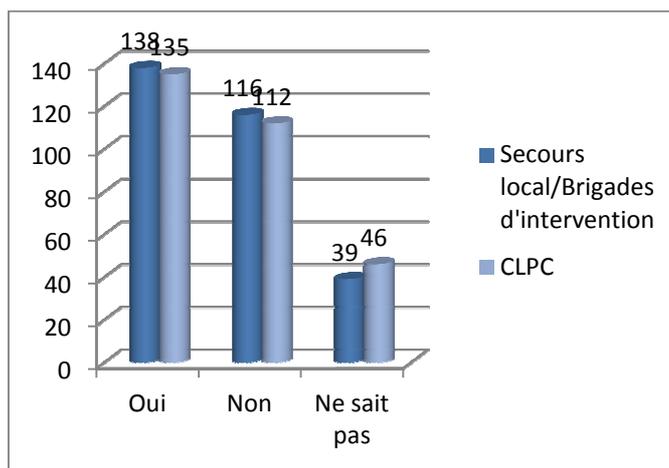


Figure 61 - GG: connaissance du mandat Brigades d'intervention et CLPC

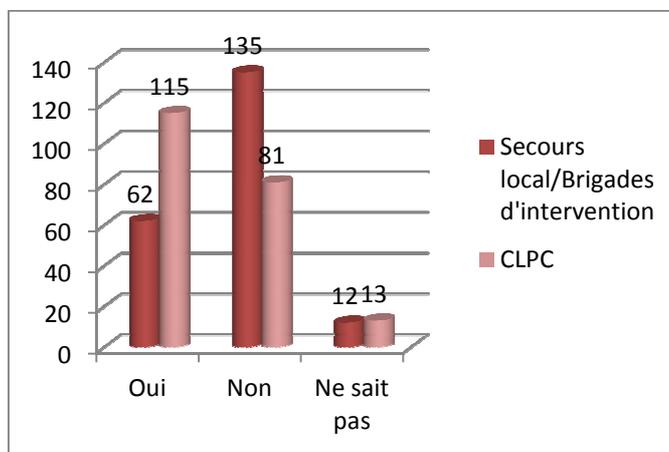


Figure 62 - Jacmel: connaissance du mandat Brigades d'intervention et CLPC

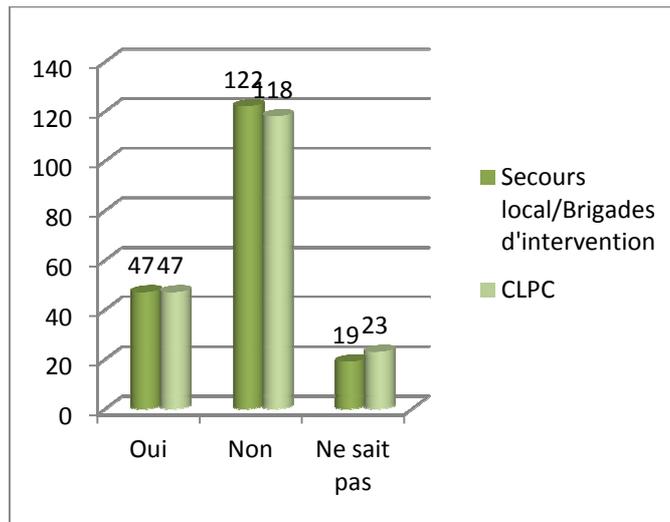


Figure 63 - Zone rurale: connaissance du mandat Brigades d'intervention et CLPC

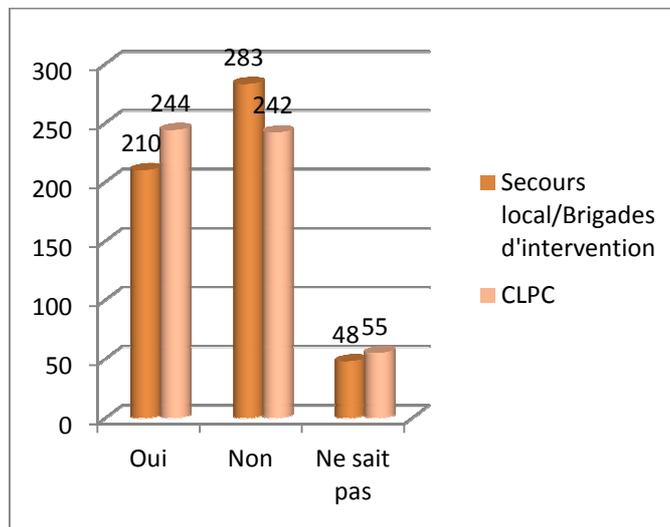
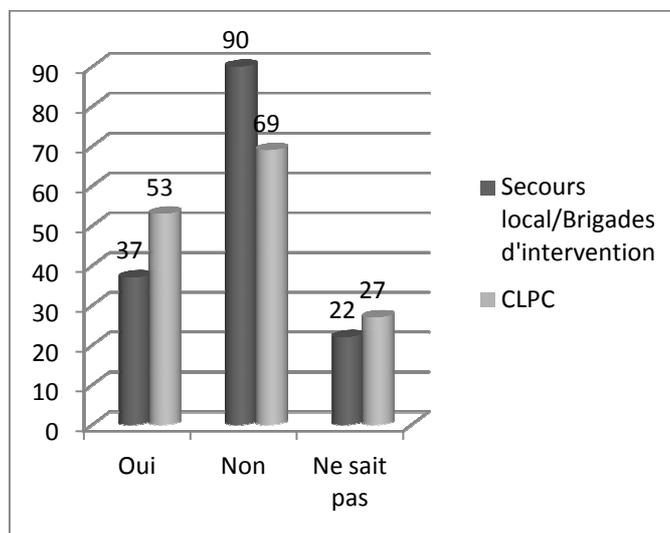


Figure 64 - Zone urbaine: connaissance du mandat Brigades d'intervention et CLPC



33% des répondants déclarent ne pas savoir quels sont les **domaines d'intervention des brigades d'intervention et des CLPC**. Parmi les domaines les plus cités (question à réponses multiples), on trouve : les premiers soins, l'évacuation, et la gestion des abris. On note qu'à Petit Goâve, le système d'alerte précoce a été largement cité, tout comme la recherche au niveau de Grand Goâve.

Figure 65 – PG : Domaines d'intervention des brigades d'intervention et des CLPC

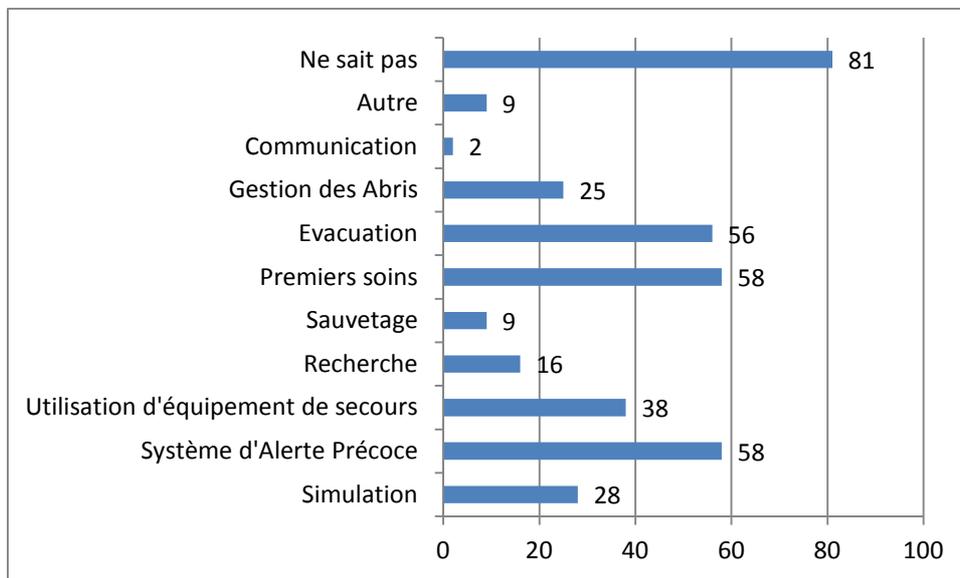


Figure 66 - GG : Domaines d'intervention des brigades d'intervention et des CLPC

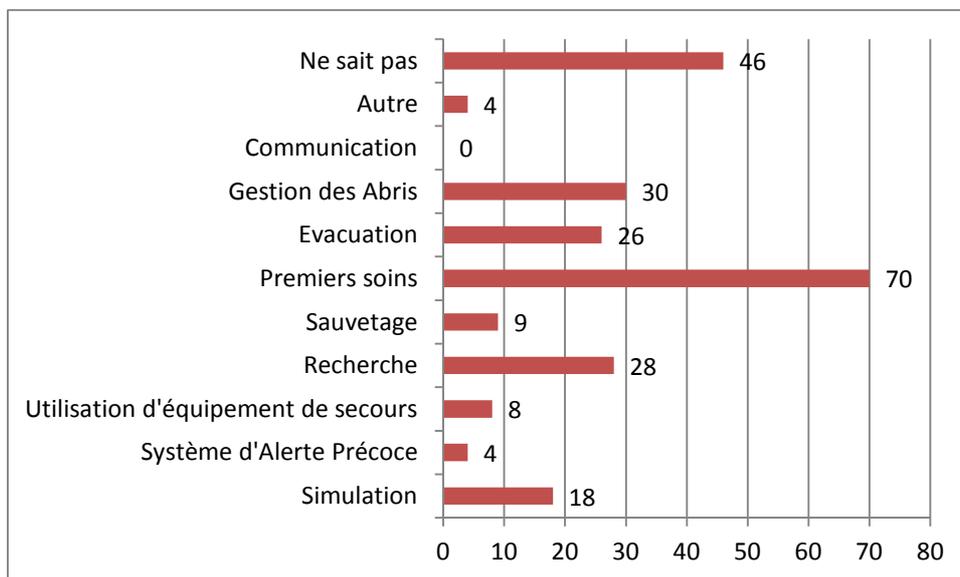


Figure 67 - Jacmel: Domaines d'intervention des brigades d'intervention et des CLPC

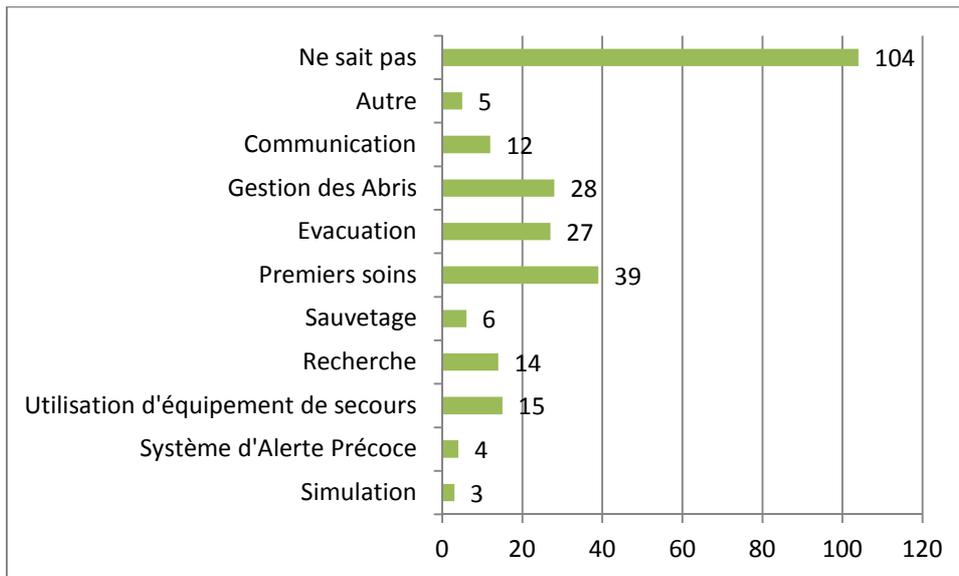


Figure 68 - Zone rurale: Domaines d'intervention des brigades d'intervention et des CLPC

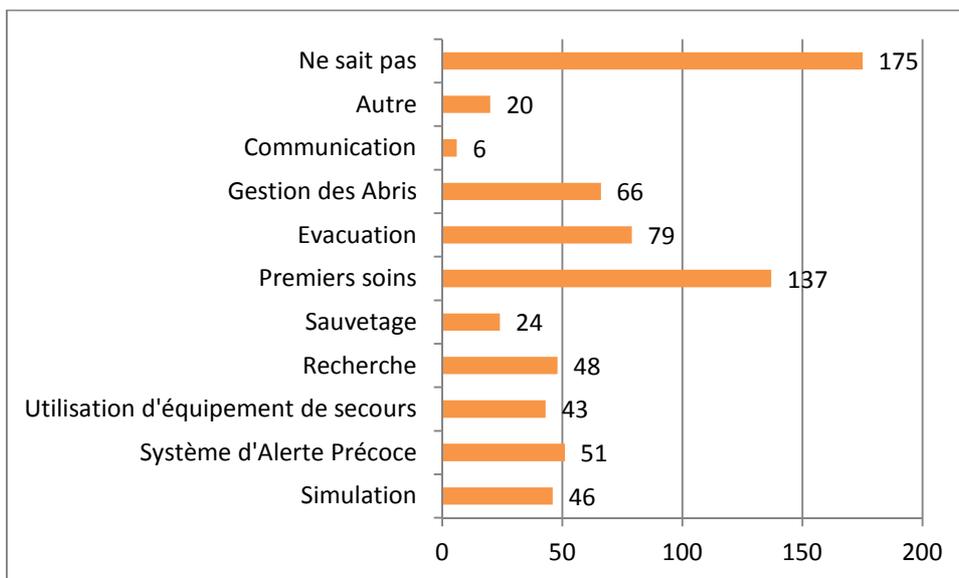
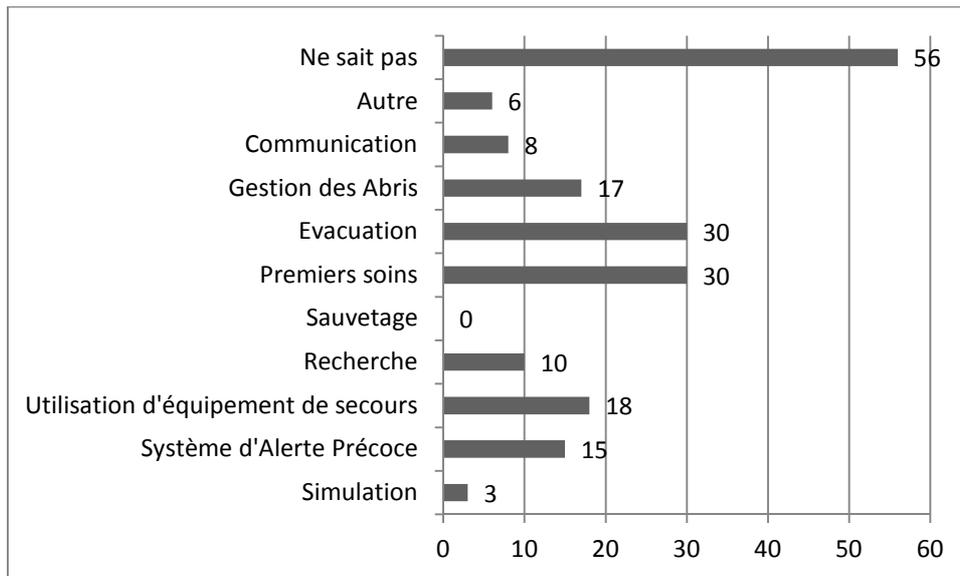


Figure 69 - Zone urbaine: Domaines d'intervention des brigades d'intervention et des CLPC



### 2.2.5 Connaissances des systèmes de gestion des risques de catastrophes naturelles

De façon générale, concernant la **connaissance du plan de contingence et d'évacuation**, une majorité de répondants déclare connaître son plan de contingence, mais peu déclarent connaître leur plan d'évacuation (cf. figures 70 à 74). On constate que dans les communes de Petit Goâve et Jacmel les répondants déclarent avoir une méconnaissance des deux plans, tandis qu'à Grand Goâve, et plus généralement en zone urbaine et rurale, cette méconnaissance ne concerne que le plan d'évacuation.

Figure 70 - PG: connaissance du plan de contingence et d'évacuation

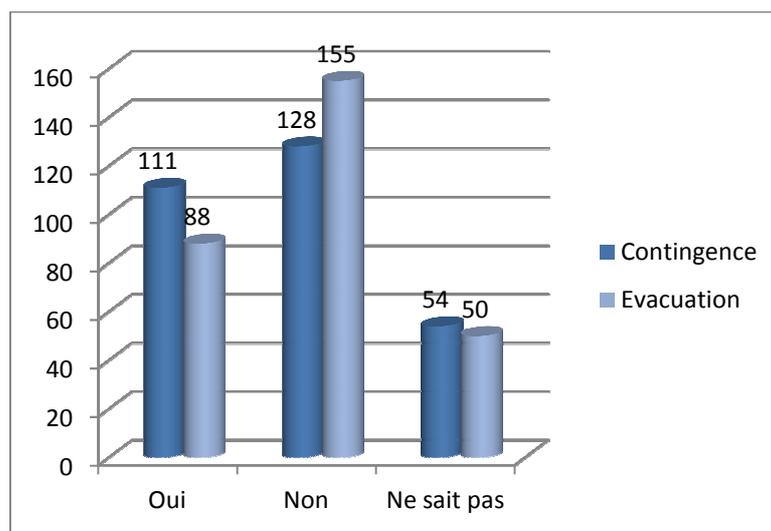


Figure 71 - GG: connaissance du plan de contingence et d'évacuation

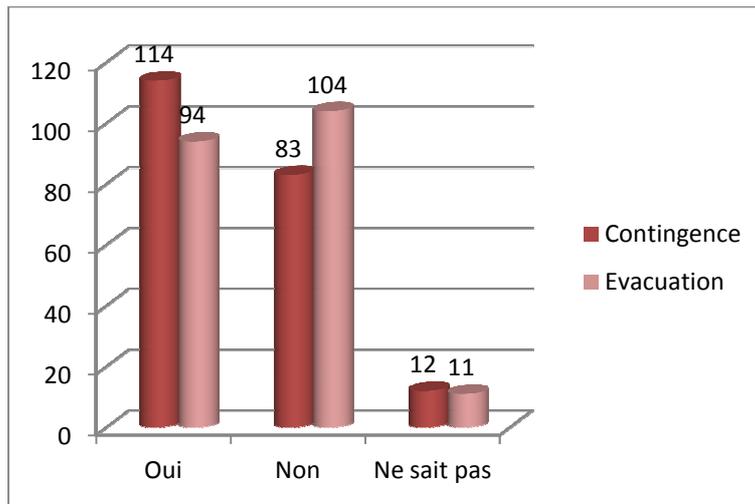


Figure 72 - Jacmel: connaissance du plan de contingence et d'évacuation

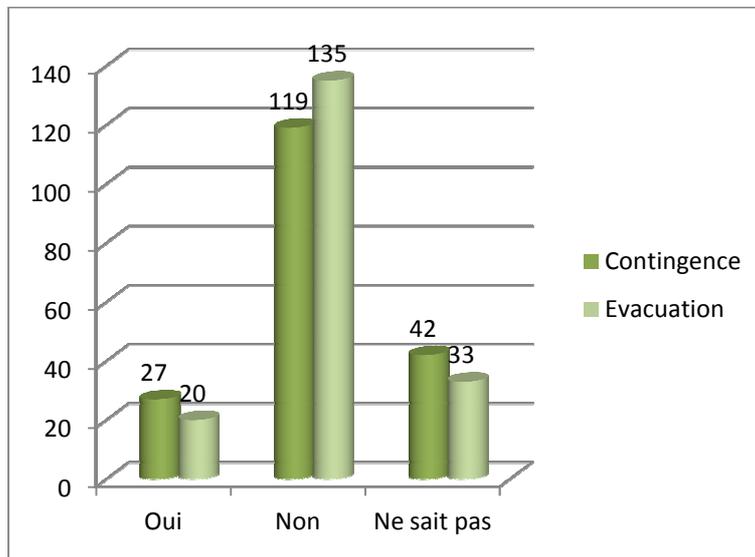


Figure 73 - Zone rurale - PG: connaissance du plan de contingence et d'évacuation

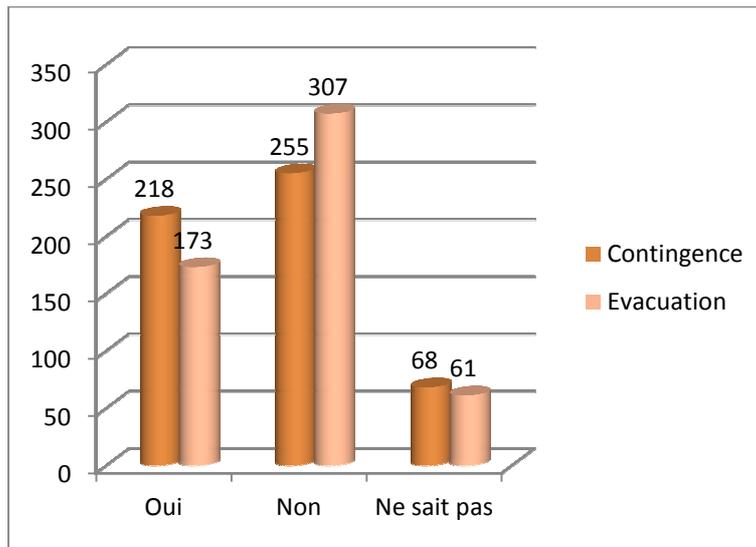
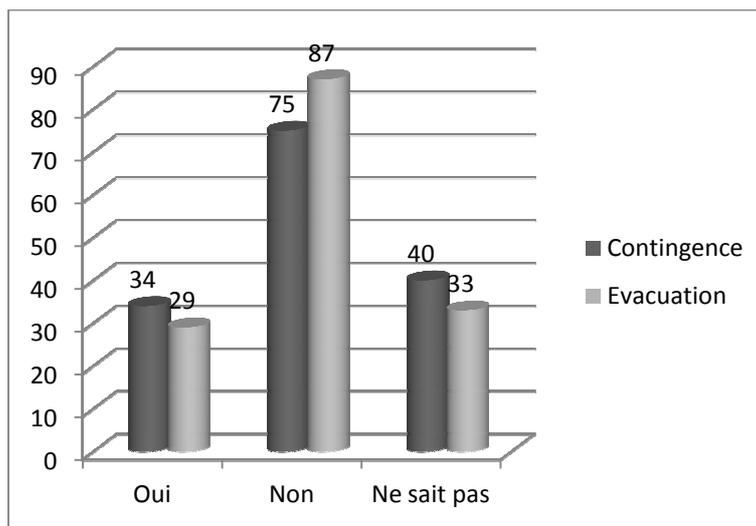


Figure 74 - Zone urbaine: connaissance du plan de contingence et d'évacuation



La **composition du plan d'évacuation** reste largement méconnue, indépendamment des zones et du milieu : 62% des répondants déclarent ne pas savoir quels éléments le composent. Parmi les éléments les plus cités (question à réponses multiples), on trouve : le comité d'évacuation, l'organisation et la préparation des brigades d'intervention rapide et les ressources et capacités disponibles (cf. figure 75).

Figure 75 - Eléments qui composent le plan d'évacuation, toutes zones confondues

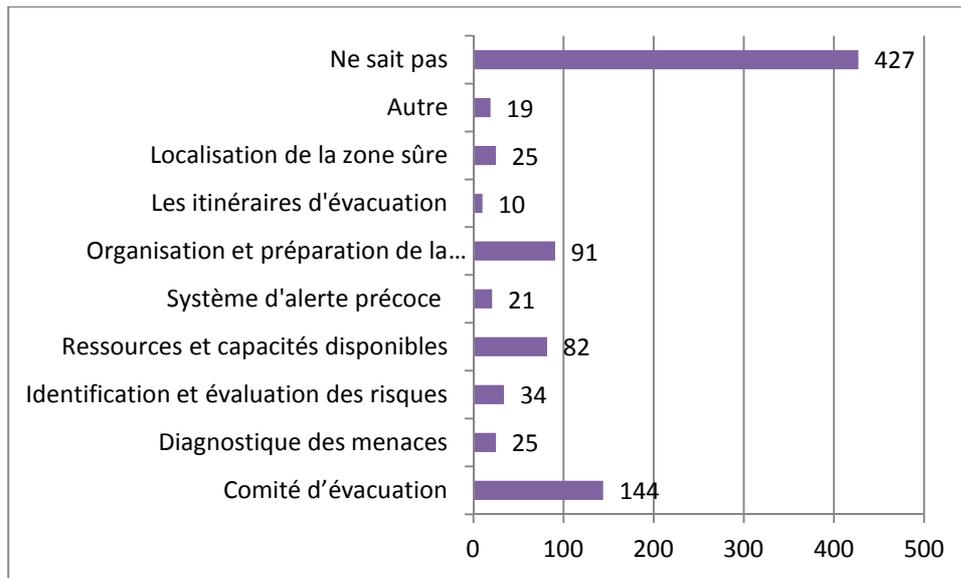


Figure 76 - Souvenir d'une politique publique liée à la gestion des risques, toutes zones confondues

Seuls 29% des répondants déclarent se souvenir d'une **politique publique mise en œuvre dans le cadre de la gestion des risques de catastrophes naturelles et ayant eu un impact dans leur commune**, et 3% d'entre eux s'en souviennent de façon approximative.

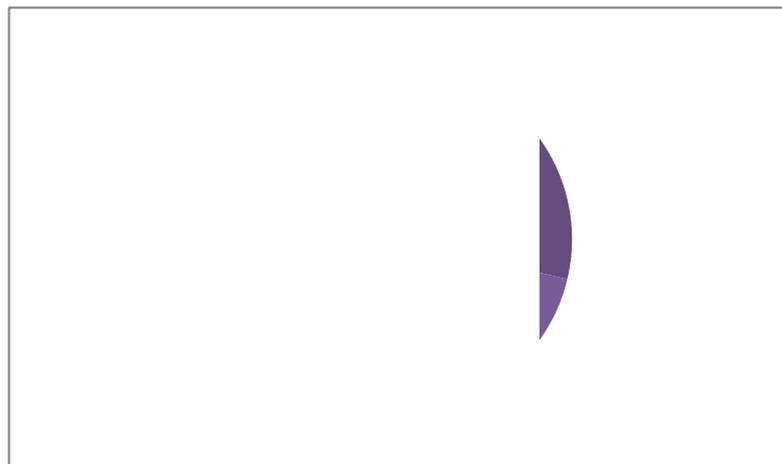
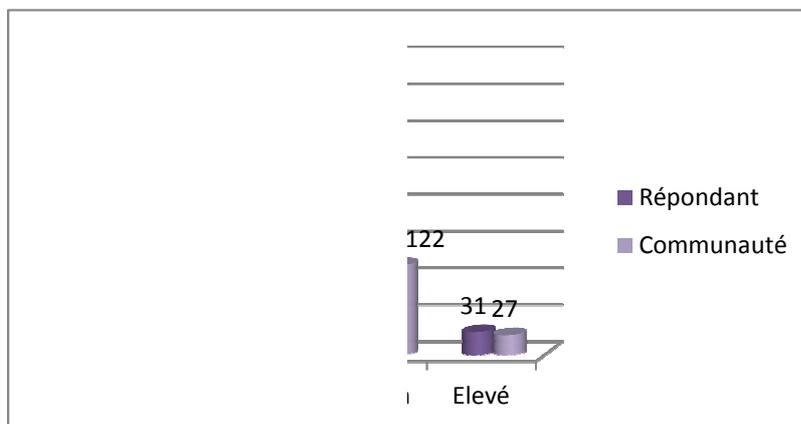


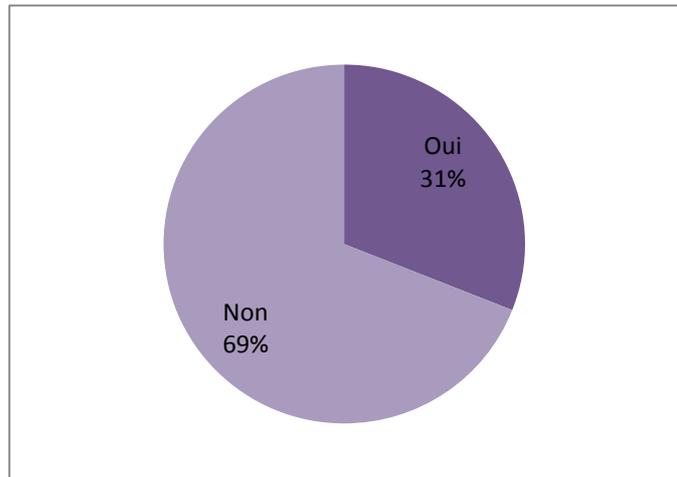
Figure 77 - Connaissance du système d'alerte précoce, toutes zones confondues



55% des répondants estiment que leur niveau personnel de **connaissance du système d'alerte précoce**, tout comme celui de la communauté, est faible.

Figure 78 - Connaissance des codes d'alerte, toutes zones confondues

Près de 70% des répondants (69%) déclarent ne pas connaître les **codes d'alerte en cas de catastrophe**, indépendamment des zones et du milieu.

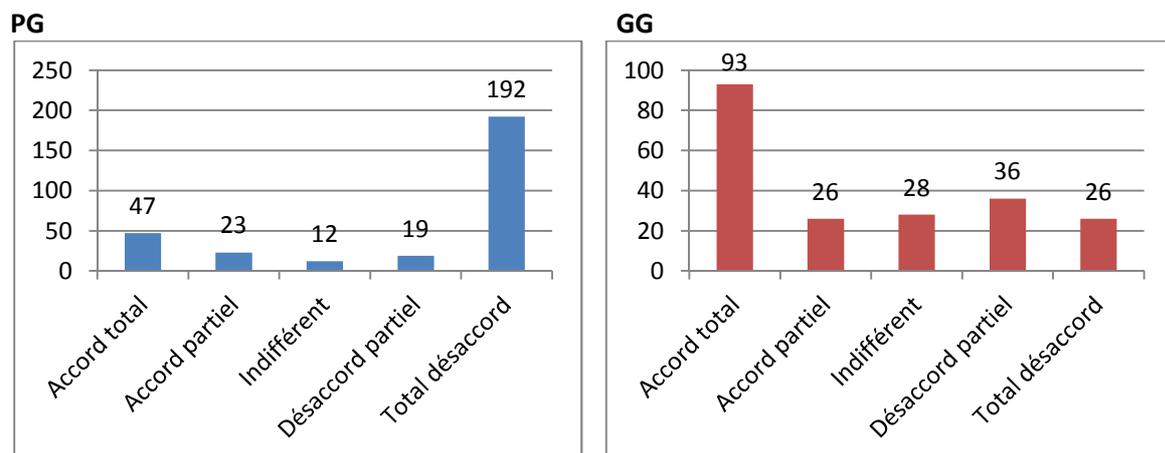


## 2.3 Attitudes

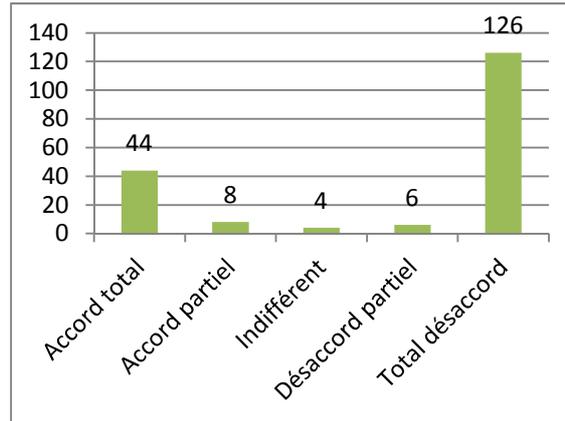
### 2.3.1 Attitudes vis-à-vis des risques de catastrophes naturelles

Une majorité de répondants déclare être en total désaccord avec la proposition suivante : « **En cas de catastrophe, je ne m'inquiète pas, c'est toujours la même chose, rien ne se passe.** » dans les communes de Petit Goâve et de Jacmel, et généralement en zones rurales et urbaines. Dans la commune de Grand Goâve en revanche, près de 45% des répondants s'affirment en accord total avec ladite proposition, bien qu'ils estiment que le danger que représente une catastrophe naturelle sur leur propre vie, sur celles de leur famille et sur leurs biens est élevé (cf. figures 46 et 47).

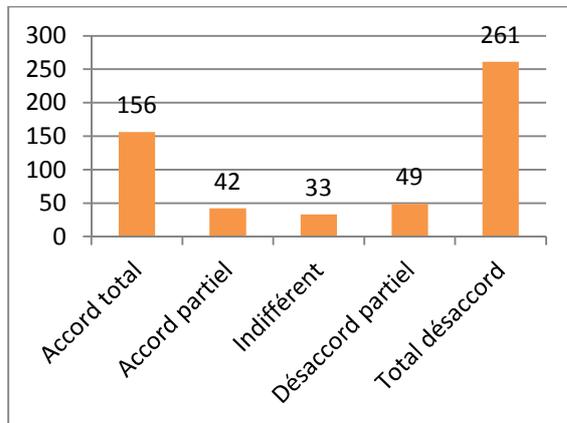
Figure 79



### Jacmel



### Zone rurale



### Zone urbaine

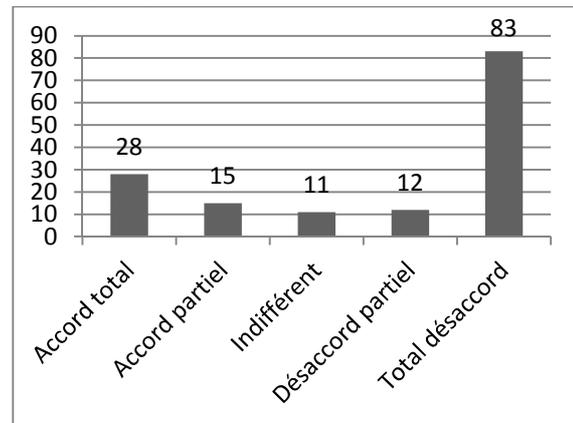
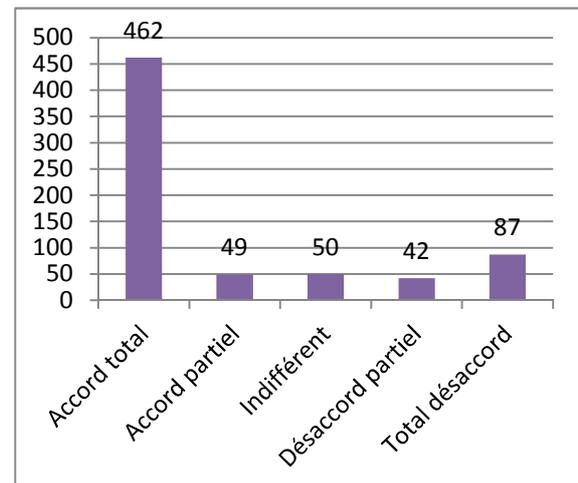


Figure 80



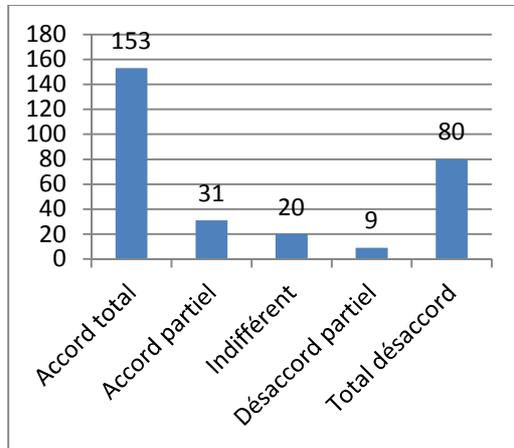
Une grande majorité de répondants, indépendamment de la commune ou du milieu, s'accorde à dire que dans sa famille, ils ont peur parce qu'ils ne savent pas **quoi faire au moment d'une catastrophe**.

Il est intéressant de constater que dans la commune de Grand Goâve, 43% des répondants partagent cette opinion, alors qu'ils étaient 45% à affirmer ne pas s'inquiéter en cas de catastrophe naturelle (cf. figure 79).

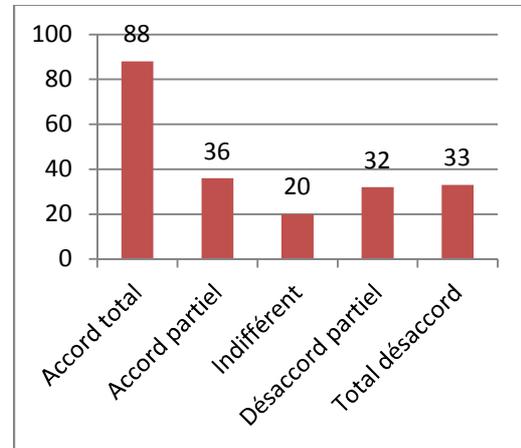
Un nombre élevé de répondants estiment qu'ils sont **responsables des dégâts causés par certaines catastrophes naturelles** dans toutes les communes, à l'exception de la zone urbaine où 44% des répondants ne se sentent pas responsables de ces dégâts.

Figure 81

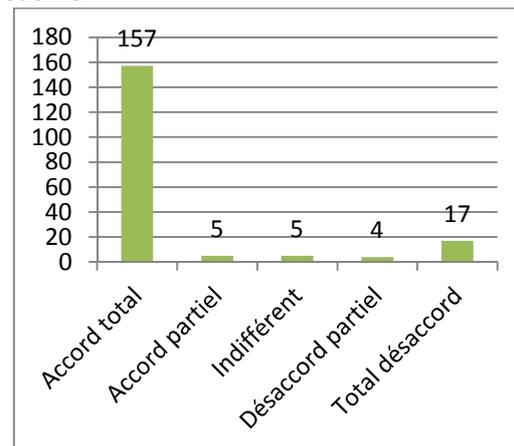
PG



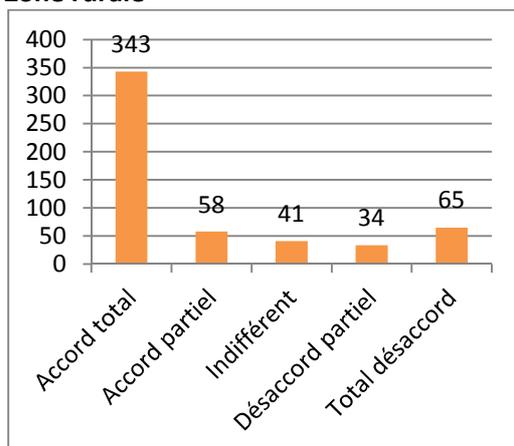
GG



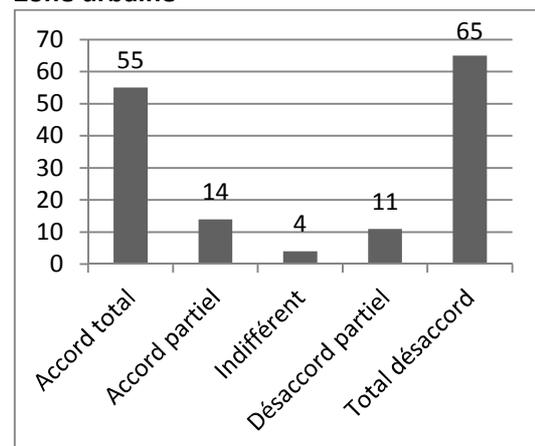
Jacmel



Zone rurale

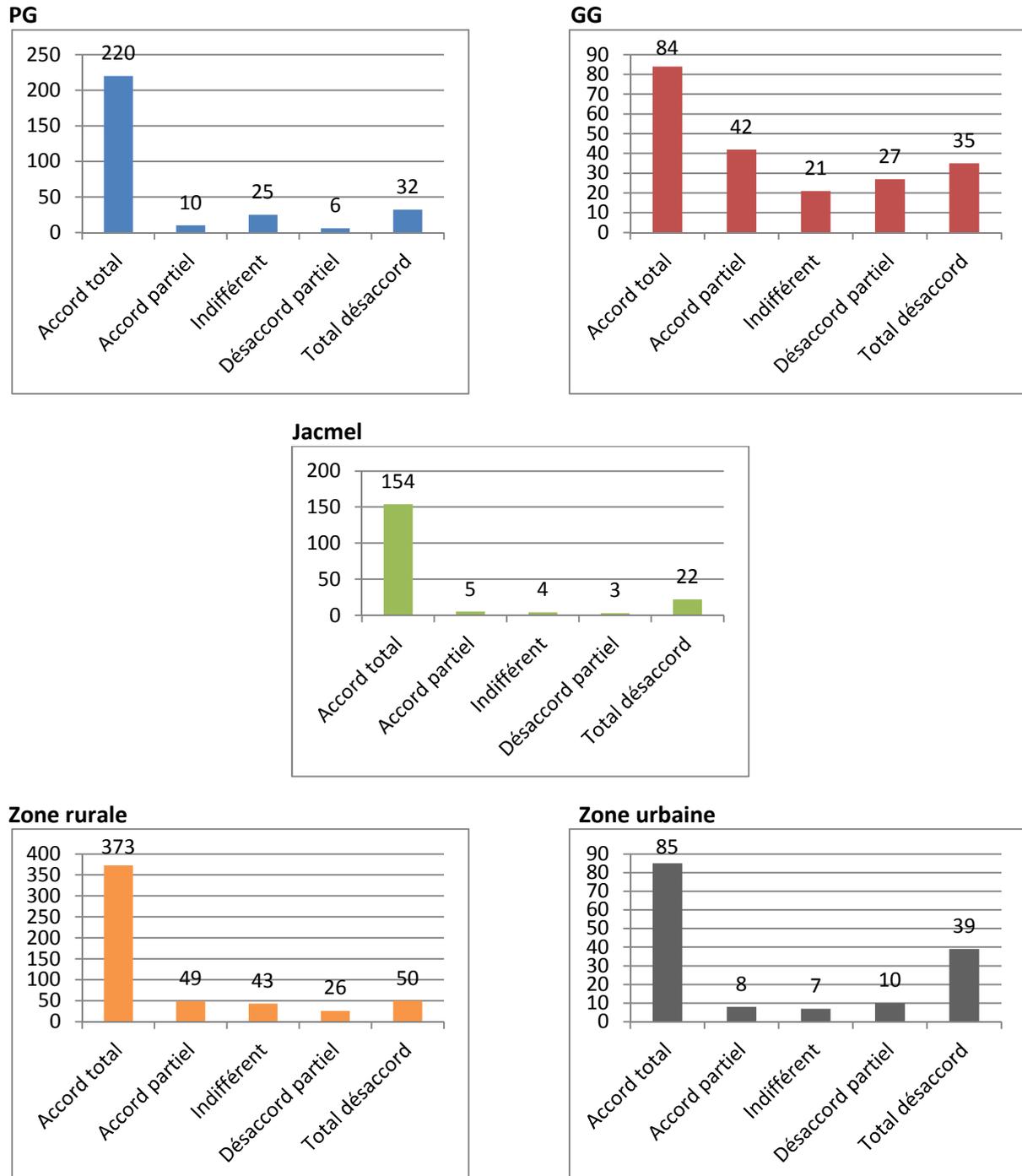


Zone urbaine



Une grande majorité de répondants estime que les **dégâts subis en cas de catastrophes naturelles dépendent de ses erreurs** dans toutes les communes et aussi bien en milieu rural qu'urbain. On note qu'en zone urbaine seuls 26% des répondants ne partagent pas cette opinion, alors qu'ils étaient 44% à estimer ne pas être responsable des dégâts causés par certaines catastrophes naturelles (cf. figure 81).

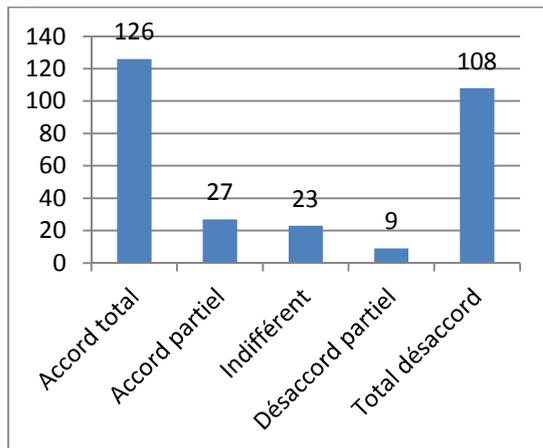
Figure 82



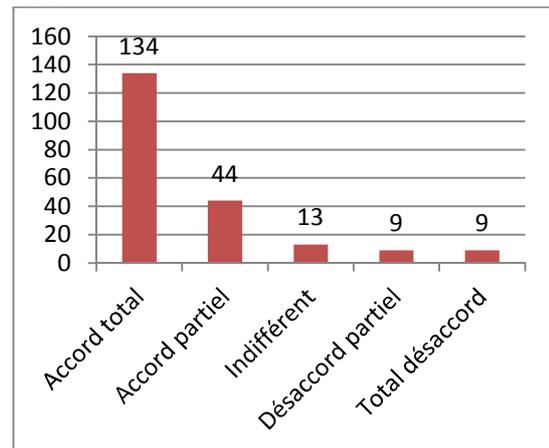
Indépendamment de la commune ou du milieu, une grande majorité des répondants estime avoir compris lors des dernières catastrophes pouvoir faire beaucoup pour réduire ses pertes. Il est intéressant de noter qu'à Petit Goâve et en zone urbaine, respectivement 37% et 42% des répondants sont en total désaccord avec cette proposition (« **Au cours des dernières catastrophes j'ai compris que je peux faire beaucoup pour réduire mes pertes** »).

Figure 83

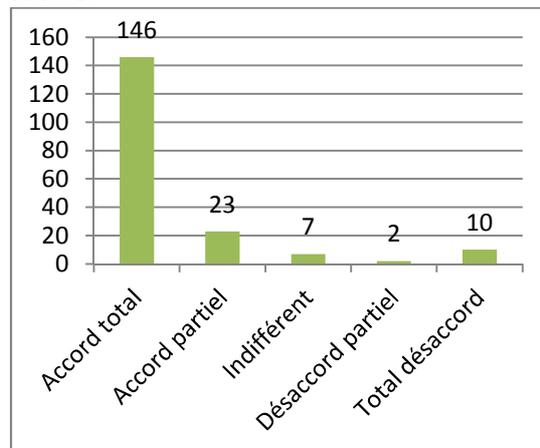
**PG**



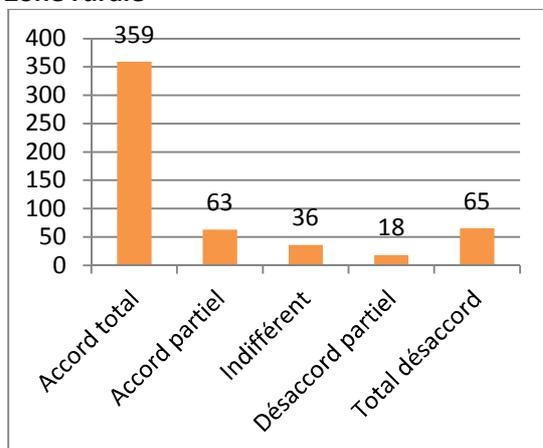
**GG**



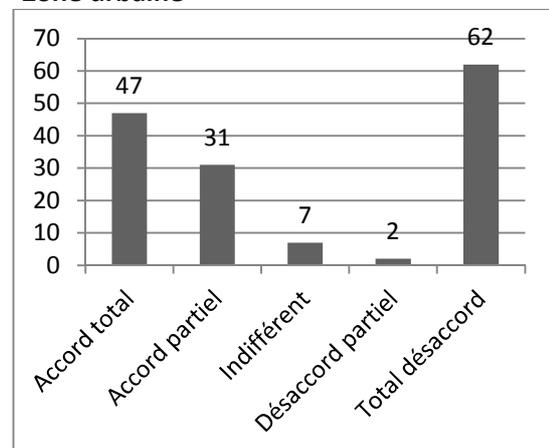
**Jacmel**



**Zone rurale**



**Zone urbaine**



Les résultats sont plus disparates concernant la possibilité d'évacuer avant l'arrivée d'un tsunami : si une majorité de répondants estime que c'est effectivement possible en zone rurale, et dans les communes de Grand Goâve et de Jacmel, les résultats s'inversent en zone urbaine et dans la commune de Petit Goâve où une majorité de répondants déclare être en total désaccord avec la proposition qui leur a été faite («**Je pense qu'il est possible d'évacuer avant l'arrivée d'un tsunami.** »).

Figure 84

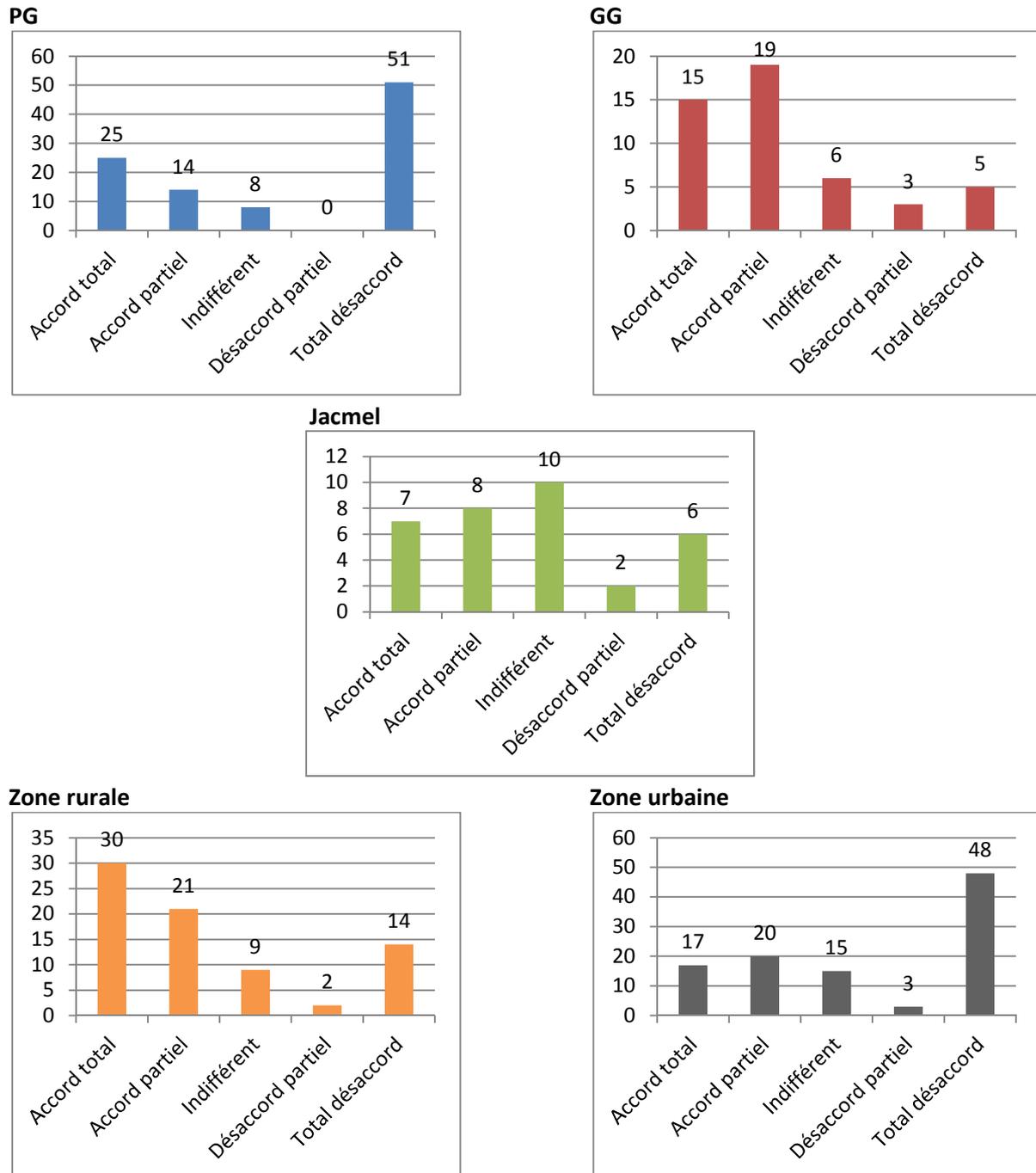
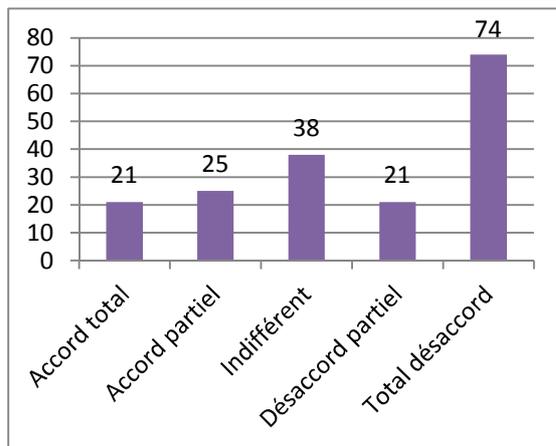


Figure 85

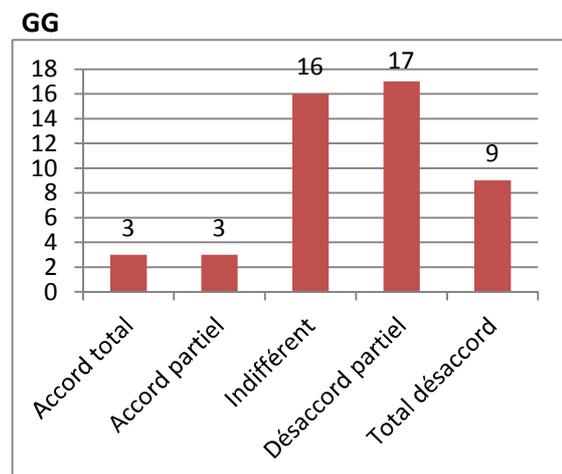
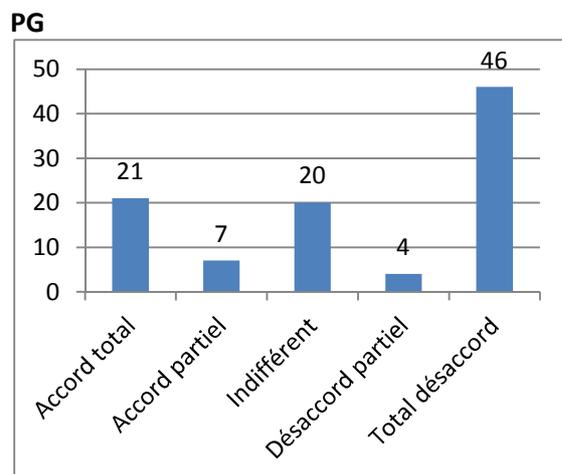


Si une majorité de répondants est en total désaccord avec la proposition « **Un tsunami c'est trop destructeur. Il n'y a rien que je puisse faire pour me préparer.** », notamment à Petit Goâve, il ne s'agit que de 41% d'entre eux. 21% déclarent être indifférents à cette proposition et 12% totalement d'accords.

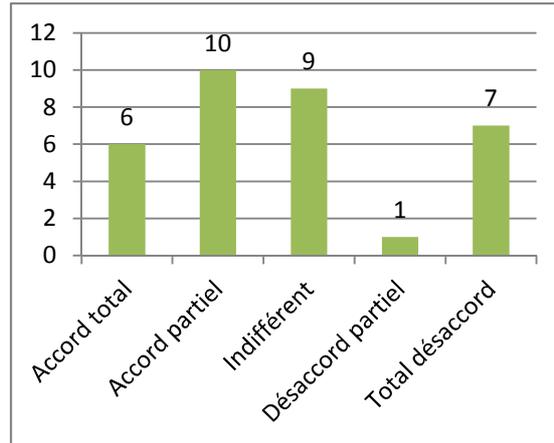
Les résultats sont totalement disparates concernant la **possibilité de s'éloigner de la côte et d'atteindre un endroit sûr lors de l'arrivée d'un tsunami** : si à Petit Goâve et en zone urbaine de façon générale, et relativement à Grand Goâve (majorité de désaccords partiels) une majorité de répondants estime ne pas être en mesure de s'éloigner de la côte et d'atteindre un endroit sûr lors de l'arrivée d'un tsunami, une majorité de répondants dans la commune de Jacmel et en zone rurale de façon générale, estime au contraire que cette possibilité existe.

Une proportion assez élevée de répondants se déclare indifférent à la proposition faite, dans toutes les communes et dans tous les milieux.

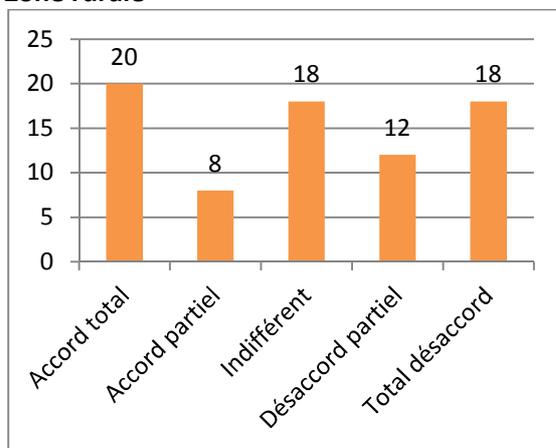
Figure 86



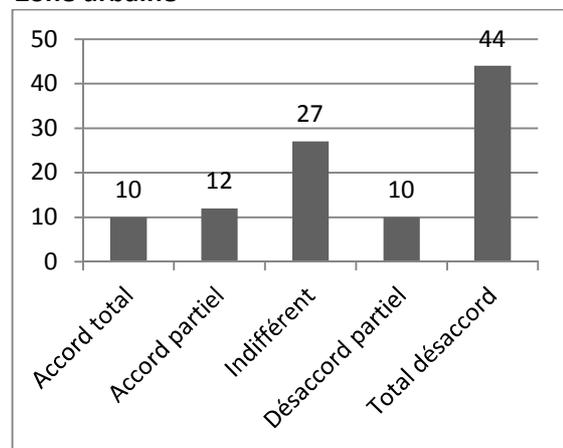
**Jacmel**



**Zone rurale**



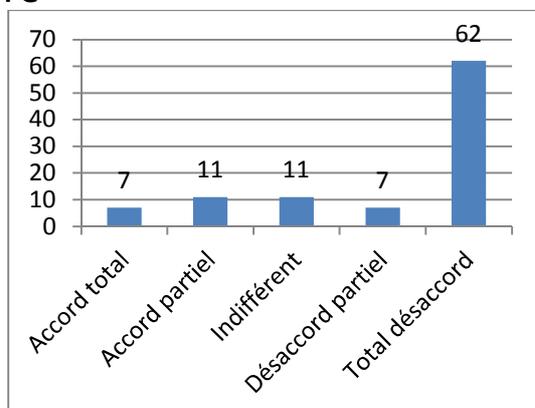
**Zone urbaine**



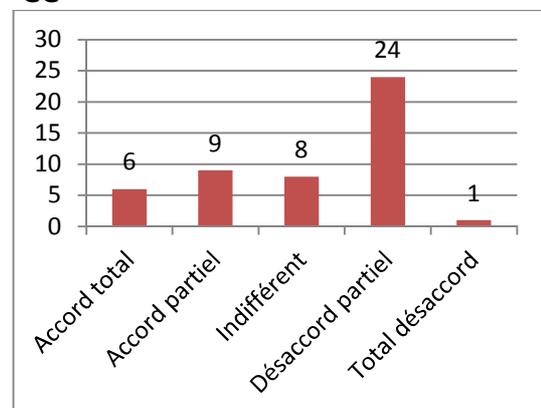
Une majorité de répondants dans les trois communes, et aussi bien en zone rurale qu'urbaine, est en désaccord (total ou partiel) avec la proposition suivante : « **Une vague de tsunami de trois mètres n'est pas dangereuse.** ». On peut constater qu'une proportion plus grande de répondants est au contraire en accord (total ou partiel) avec ladite proposition dans la commune de Jacmel et en zone rurale.

Figure 87

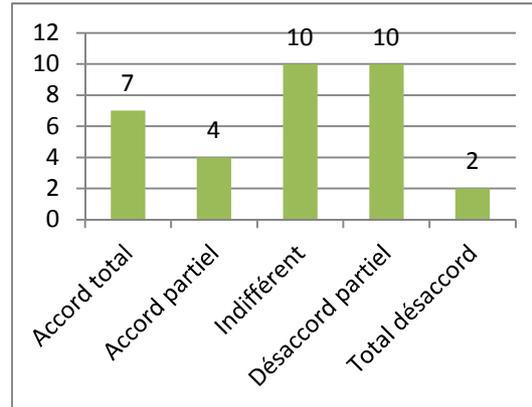
**PG**



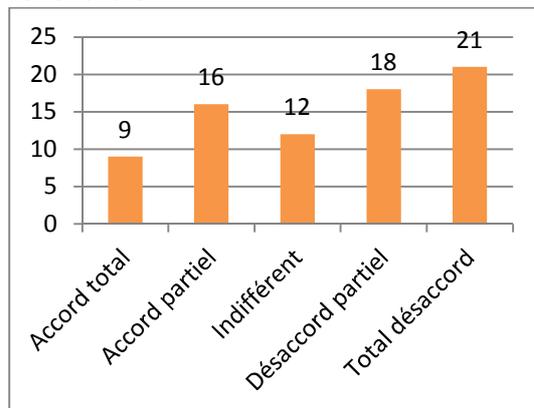
**GG**



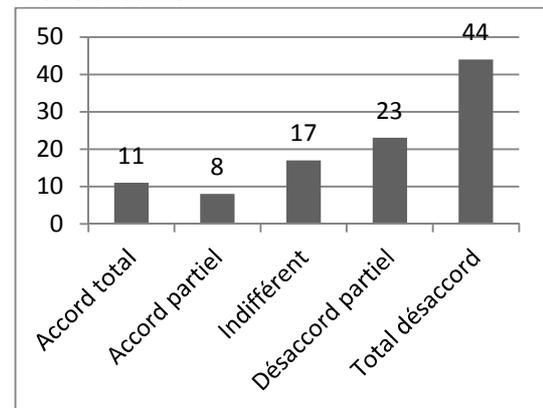
Jacmel



Zone rurale



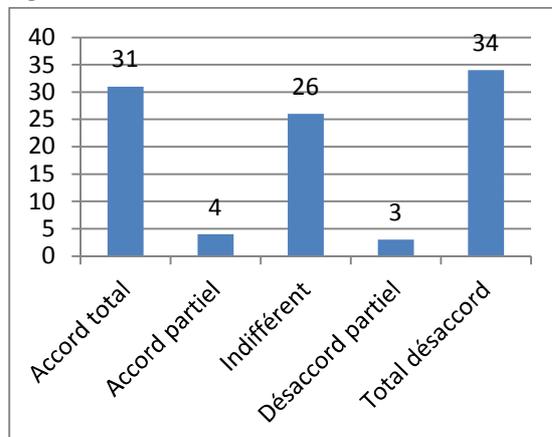
Zone urbaine



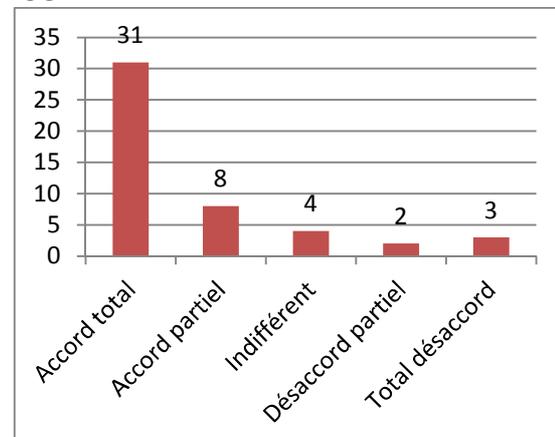
Considérant la **possibilité de sauver sa vie en courant lorsqu'une vague de tsunami arrive**, une majorité des répondants des communes de Petit Goâve et Jacmel, et de façon plus générale en zone urbaine, estime que ce n'est pas possible (ou sont indifférents à la proposition faite, en particulier en zone urbaine). En revanche, dans la commune de Grand Goâve et de façon plus générale en zone rurale, une majorité de répondants estime que c'est tout à fait possible.

Figure 88

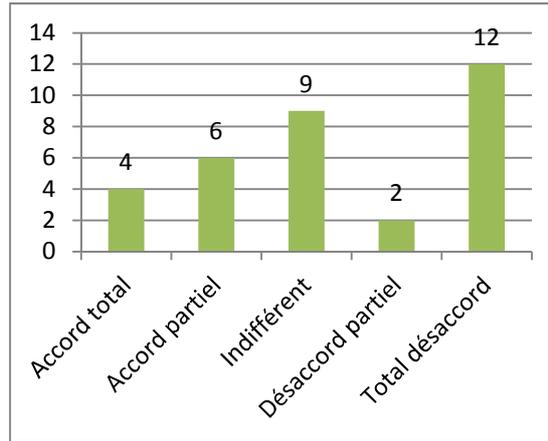
PG



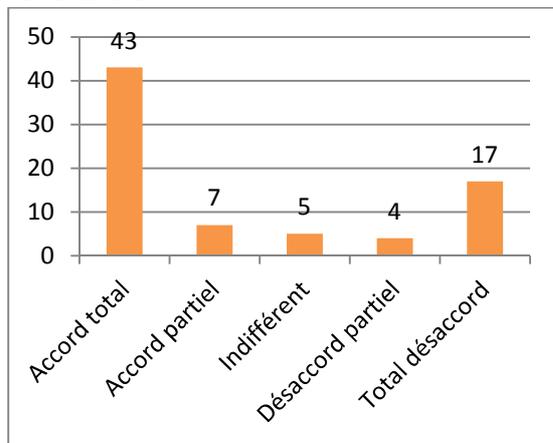
GG



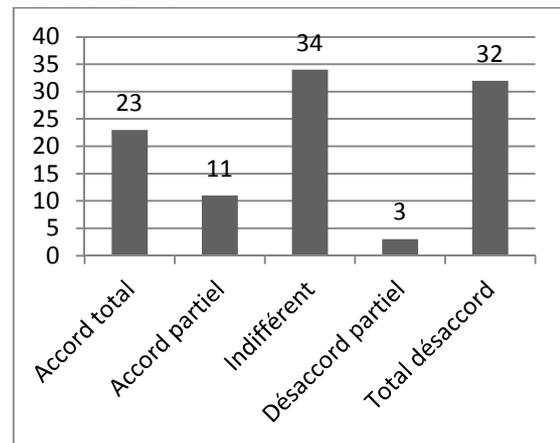
**Jacmel**



**Zone rurale**



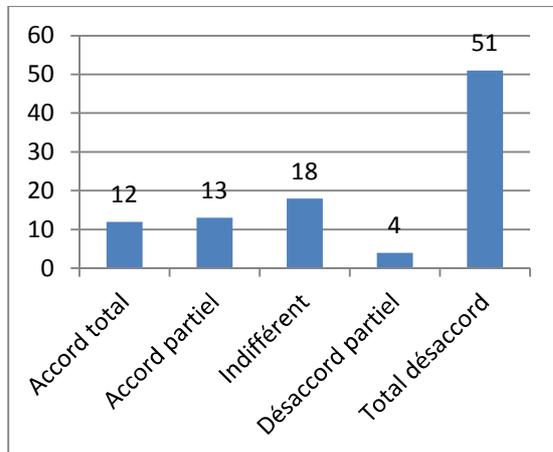
**Zone urbaine**



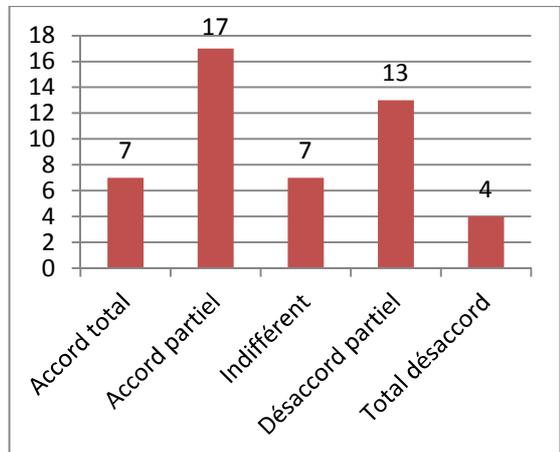
Conformément aux résultats de la question précédente (cf. figure 88), une majorité des répondants des communes de Petit Goâve et Jacmel, et de façon plus générale en zone urbaine et rurale, estime qu'il n'est pas **possible d'échapper à un tsunami en nageant**. En revanche, dans la commune de Grand Goâve, une majorité de répondants estime que c'est tout à fait possible.

Figure 89

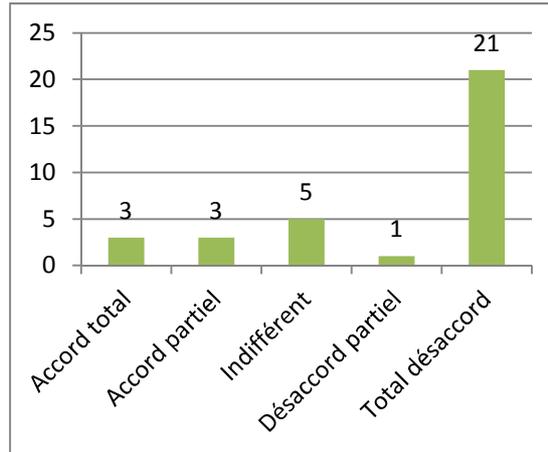
**PG**



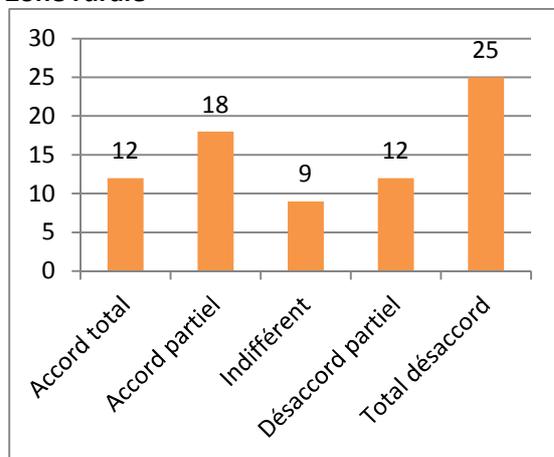
**GG**



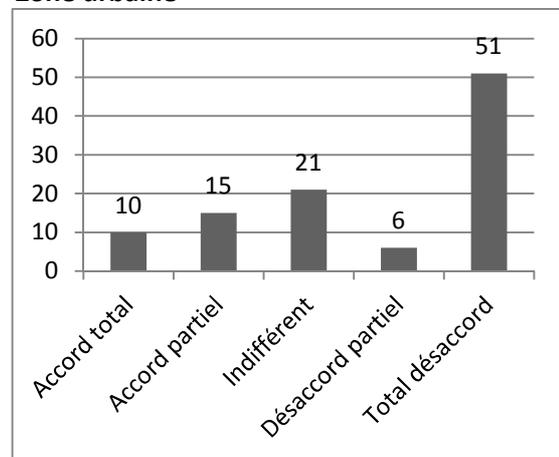
Jacmel



Zone rurale

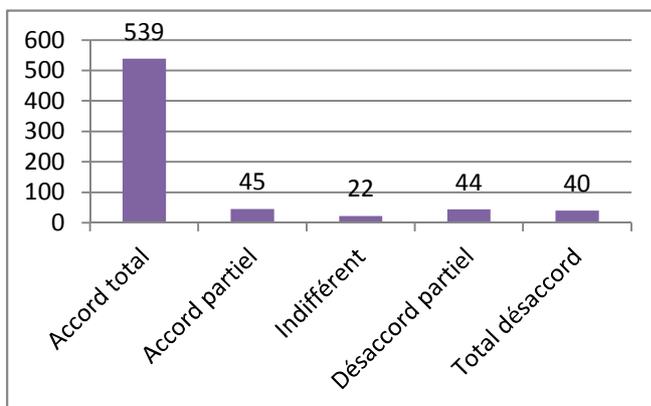


Zone urbaine



2.3.2 Attitudes liées aux acteurs intervenant dans le domaine de la gestion des risques de catastrophes naturelles

Figure 90



Indépendamment de la commune ou du milieu, une très grande majorité de répondants s'accorde à dire qu'il est nécessaire que les **femmes participent à l'élaboration, et à la mise en œuvre du plan d'évacuation.**

De la même manière, une très grande majorité de répondants, toutes communes et zones confondues, s'accorde à dire que la **participation des femmes dans des brigades d'intervention** leur donne/donnerait confiance.

Figure 91

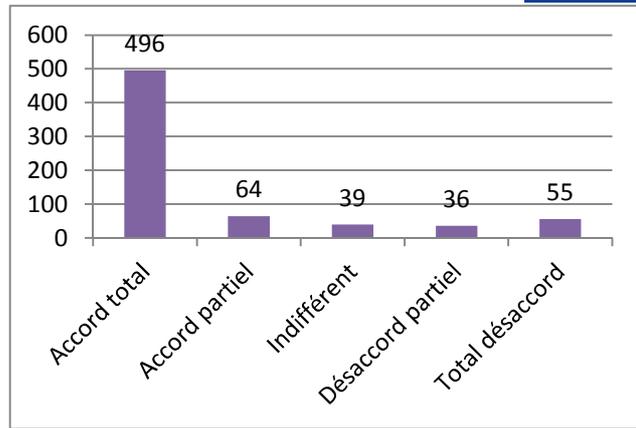
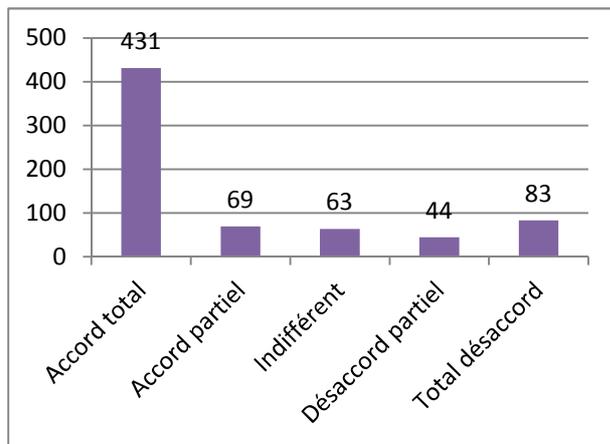


Figure 92



En revanche, une très grande majorité de répondants, indépendamment de la commune ou du milieu, s'accorde à dire qu'il n'est pas nécessaire que **les enfants participent à l'élaboration, la mise en œuvre du plan d'évacuation.**

Une très grande majorité de répondants (toutes communes et milieux confondus) dit/dirait se sentir plus sûr si la **DPC/CRH ou tout autre groupe formé les dirigeait au moment de l'évacuation.**

Figure 93

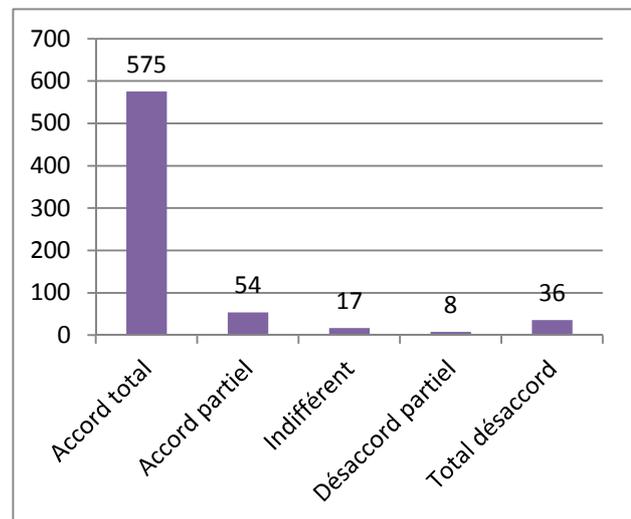
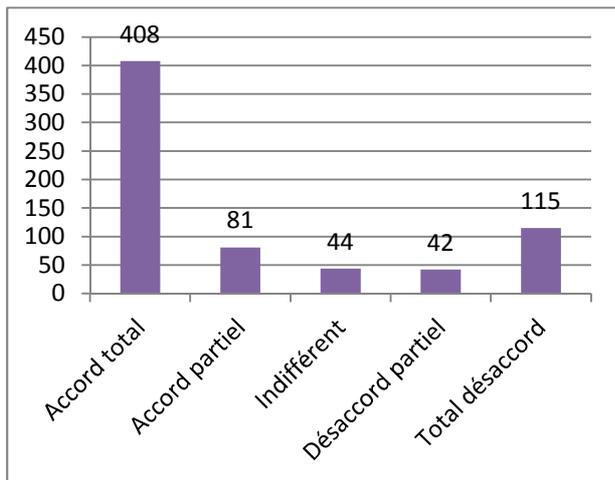


Figure 94



De la même manière, une très grande majorité de répondants (indépendamment de la commune ou du milieu) déclare qu'elle se sent/sentirait plus sûr si **le CASEC/ASEC ou d'autres représentants de la communauté nous dirigeait au moment de l'évacuation.**

Cependant, il est intéressant de constater qu'une proportion plus importante de répondants est en désaccord total avec cette proposition qu'avec la précédente.

Une très grande majorité de répondants, toutes communes et milieux confondus, déclare que le **système d'alerte précoce mis en place par l'Etat** leur donne confiance.

Figure 95

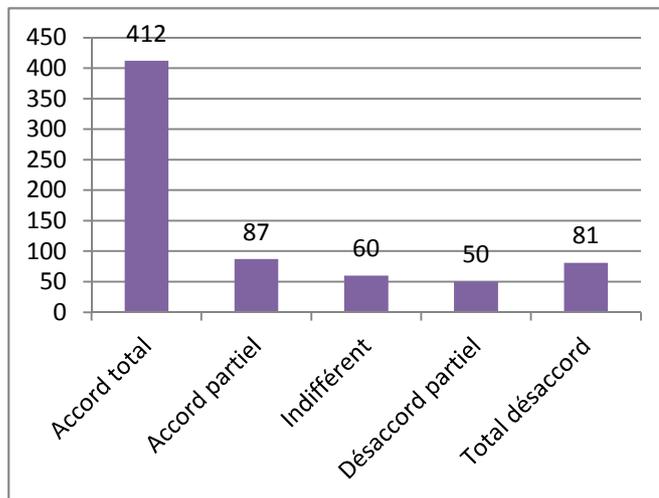
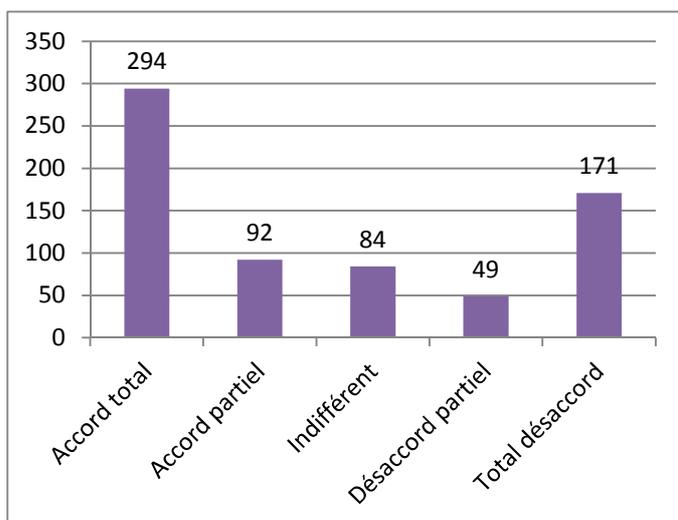


Figure 96



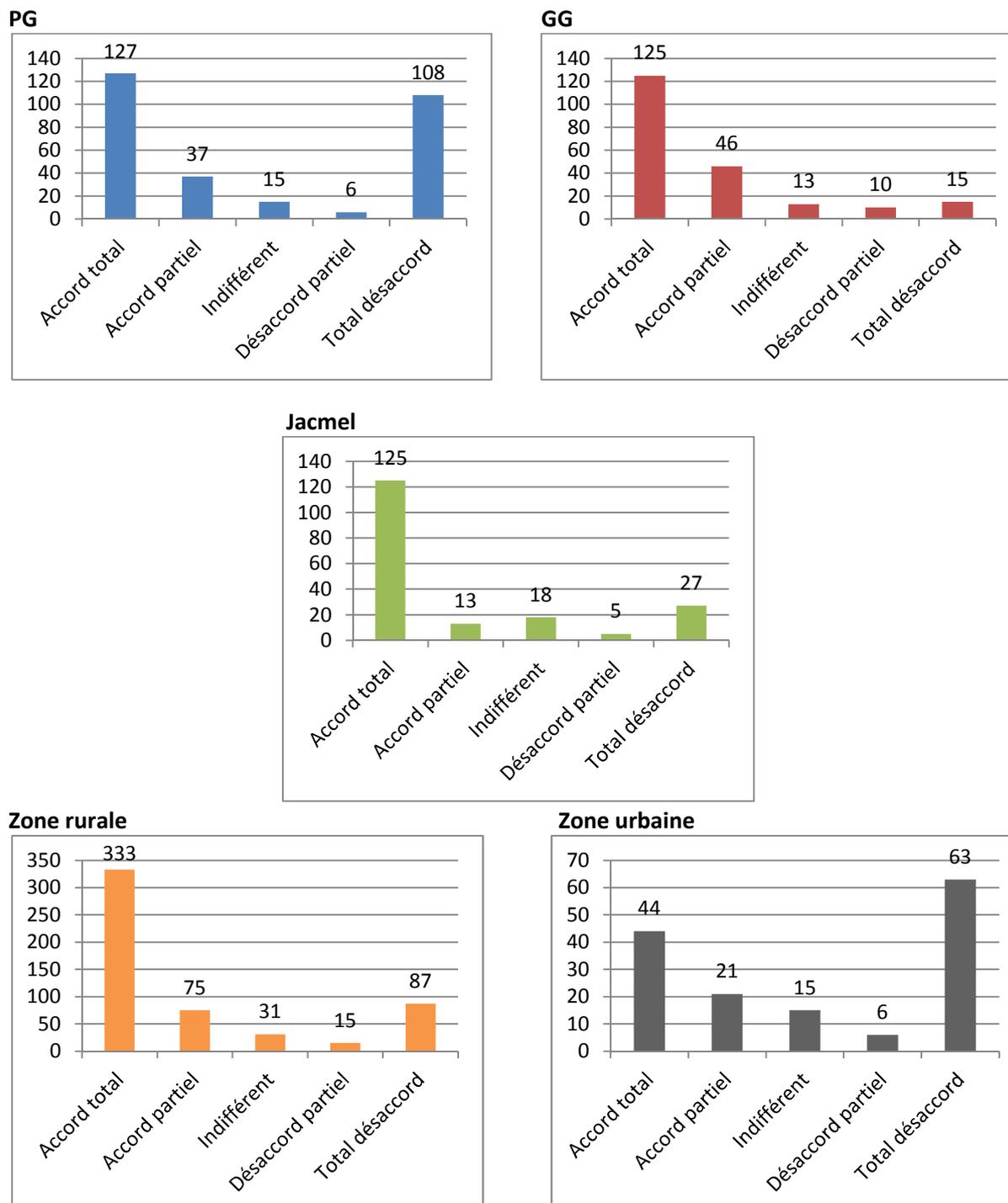
De la même manière, une grande majorité de répondants, indépendamment de la commune ou de la zone, déclare que le **système d'alerte précoce mis en place par la communauté** leur donne confiance.

Il est toutefois intéressant de constater qu'une proportion plus importante de répondants est en désaccord total avec cette proposition qu'avec la précédente.

### 2.3.3 Attitudes vis-à-vis des systèmes de gestion des risques de catastrophes naturelles

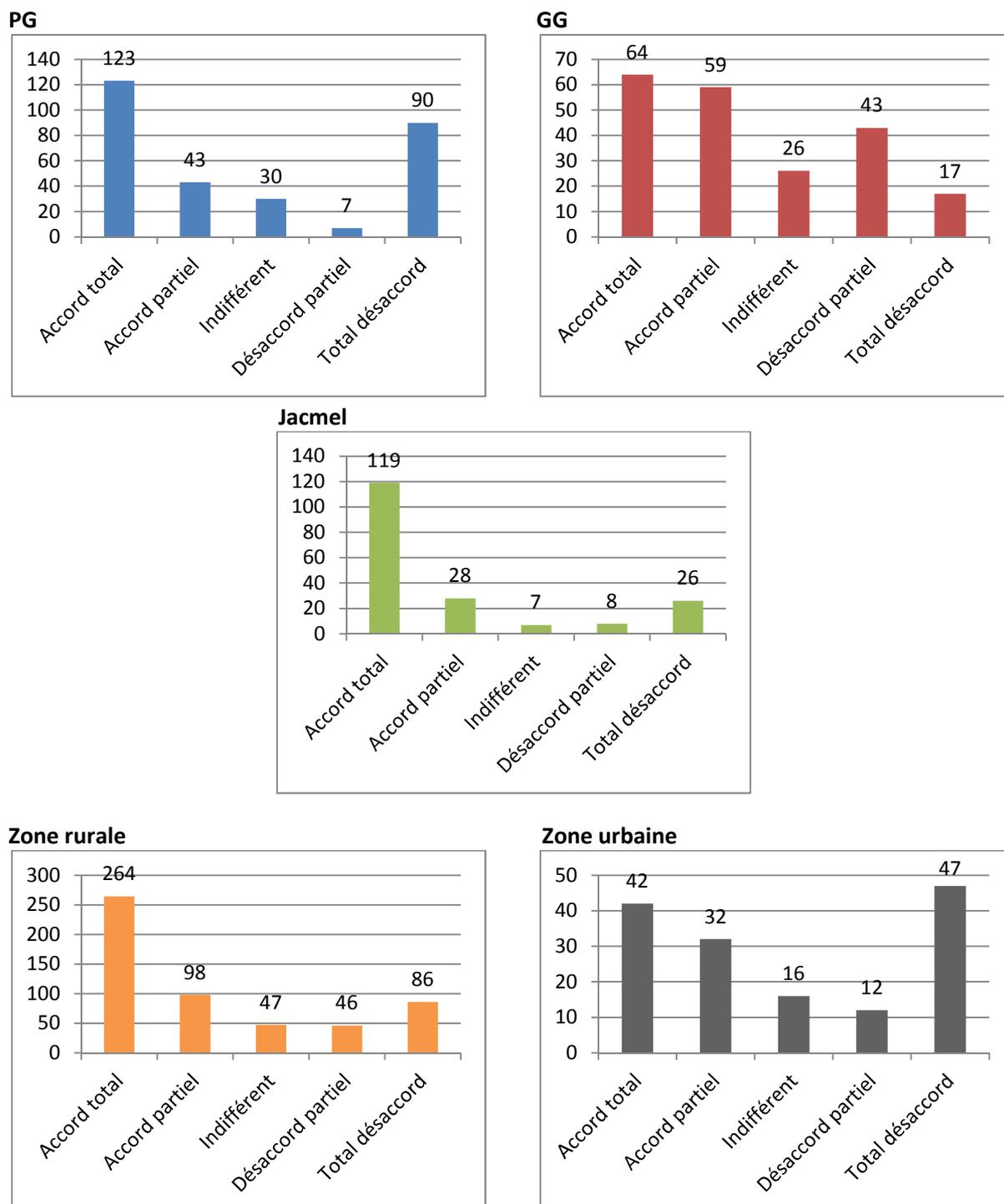
Une très grande majorité de répondants, dans toutes les trois communes et en zone rurale, déclare qu'**avoir un plan d'évacuation leur donne/donnerait confiance en cas de catastrophe naturelle**. On constate toutefois une majorité de répondants en zone urbaine, et une proportion assez élevée dans la commune de Petit Goâve, en total désaccord avec la proposition faite.

Figure 97



Une majorité de répondants, dans toutes les trois communes et en zone rurale, estime que **les opérations d'évacuation gérées par la Protection Civile leur donnent confiance**. On constate toutefois une majorité de répondants en zone urbaine, et une proportion assez élevée dans la commune de Petit Goève, en total désaccord avec la proposition faite.

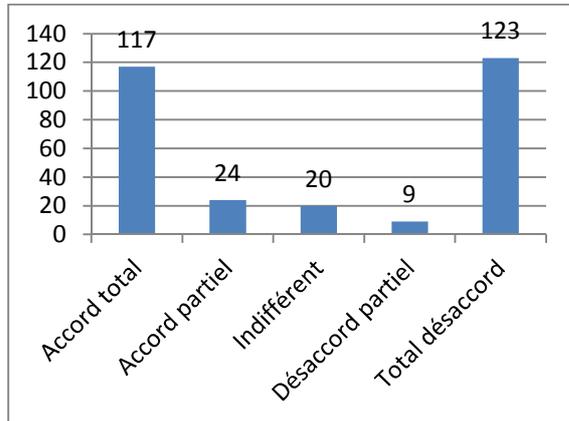
Figure 98



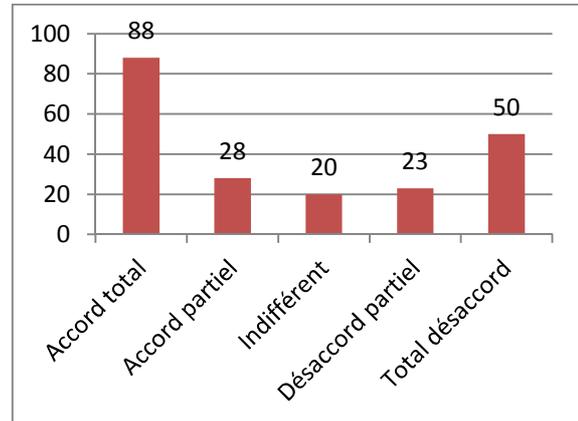
Si l'on peut constater qu'une majorité de répondants est en désaccord total avec la proposition suivante : « **Je n'aime pas évacuer lorsqu'il y a des avertissements dans ma commune/localité/habitation** », aussi bien à Petit Goâve qu'à Jacmel et en zone rurale et urbaine, une proportion élevée de répondants sont en accord total avec ladite proposition, indépendamment de la commune ou du milieu, et en particulier à Grand Goâve.

Figure 99

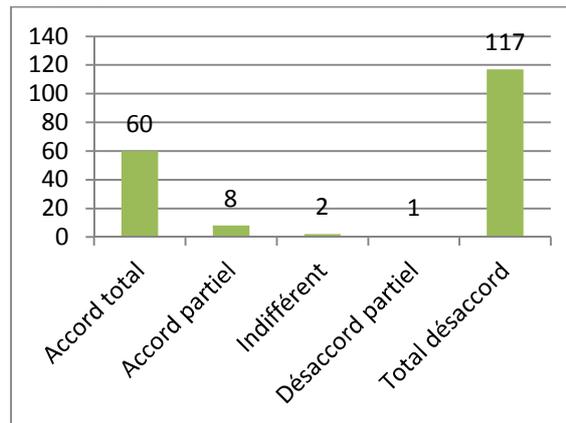
**PG**



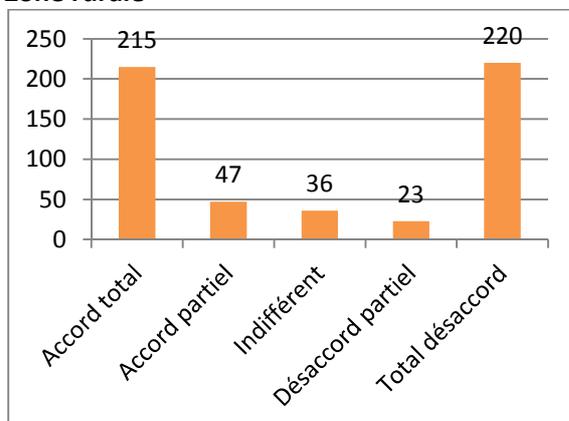
**GG**



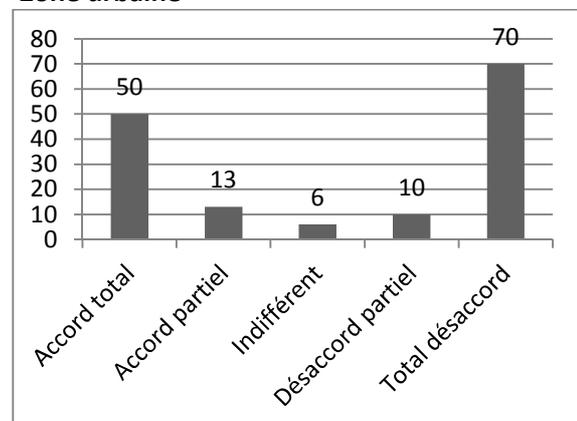
**Jacmel**



**Zone rurale**

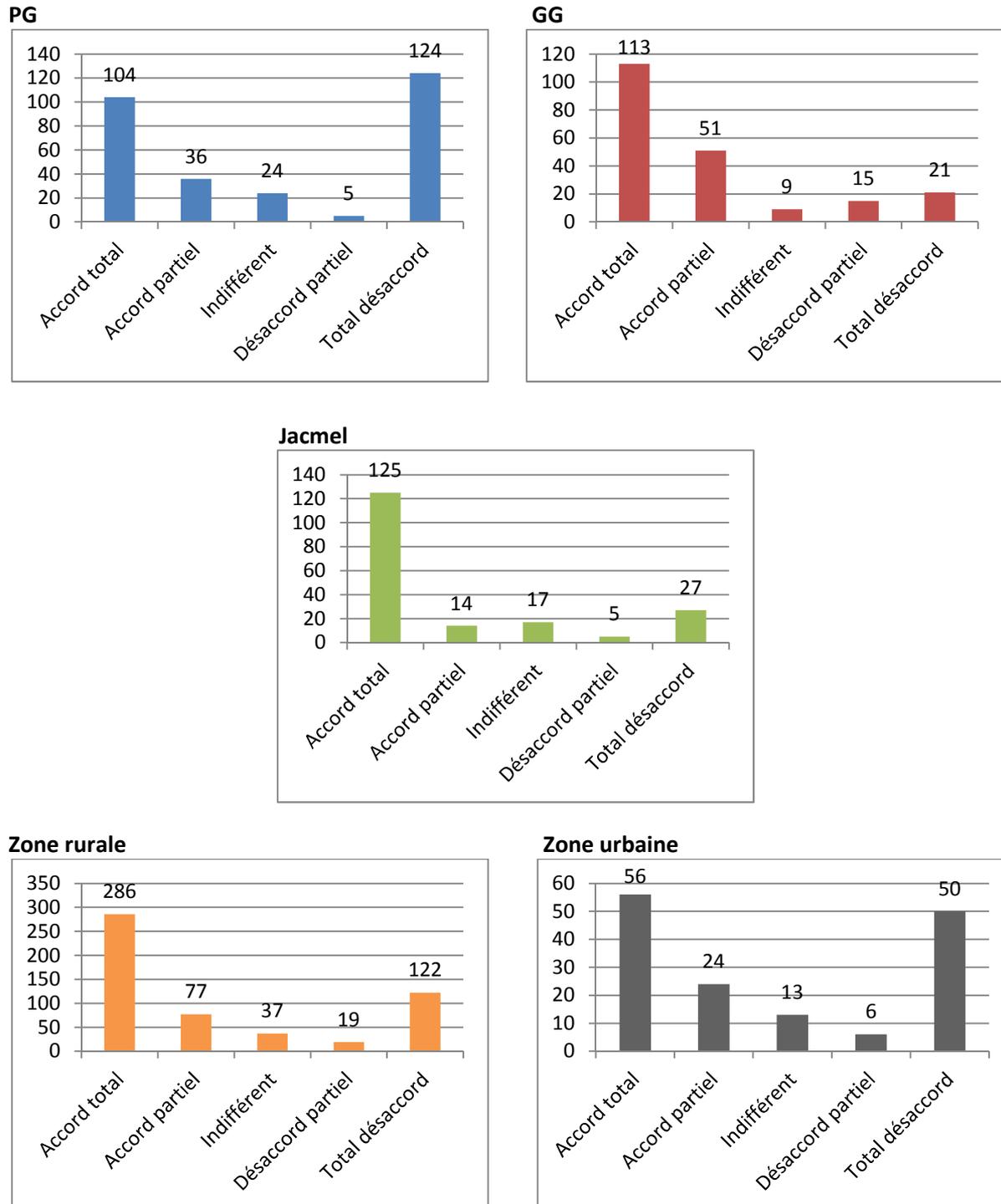


**Zone urbaine**



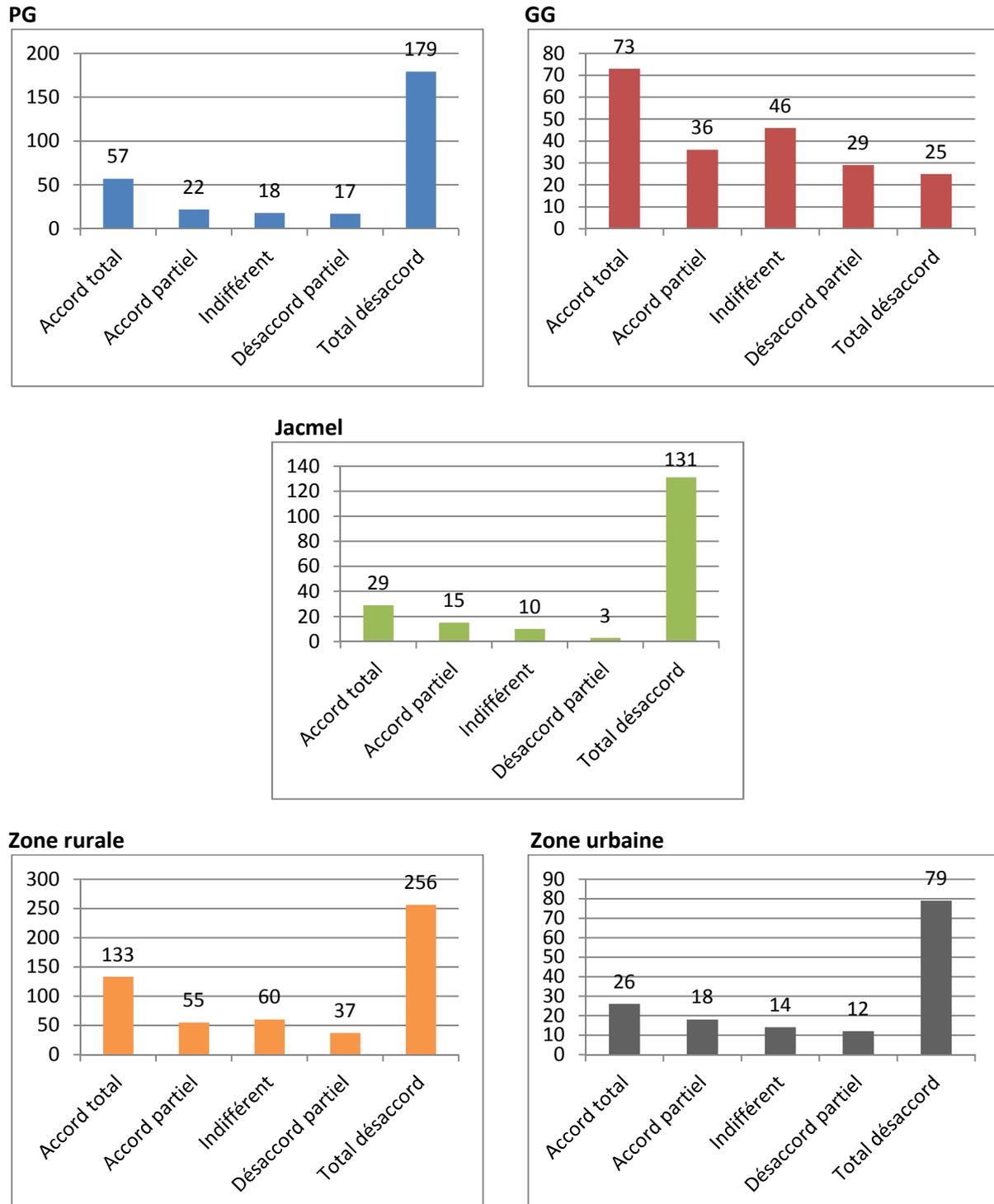
Une grande majorité des répondants s'accorde à dire qu'**avoir un système d'alerte précoce les tranquillise face aux menaces** dans toutes les communes, à l'exception de Petit Goâve où une majorité de répondants estime le contraire. Il est intéressant de comparer ces résultats avec ceux de la figure 76, où 55% des répondants déclaraient avoir un faible niveau de connaissance du système d'alerte précoce.

Figure 100



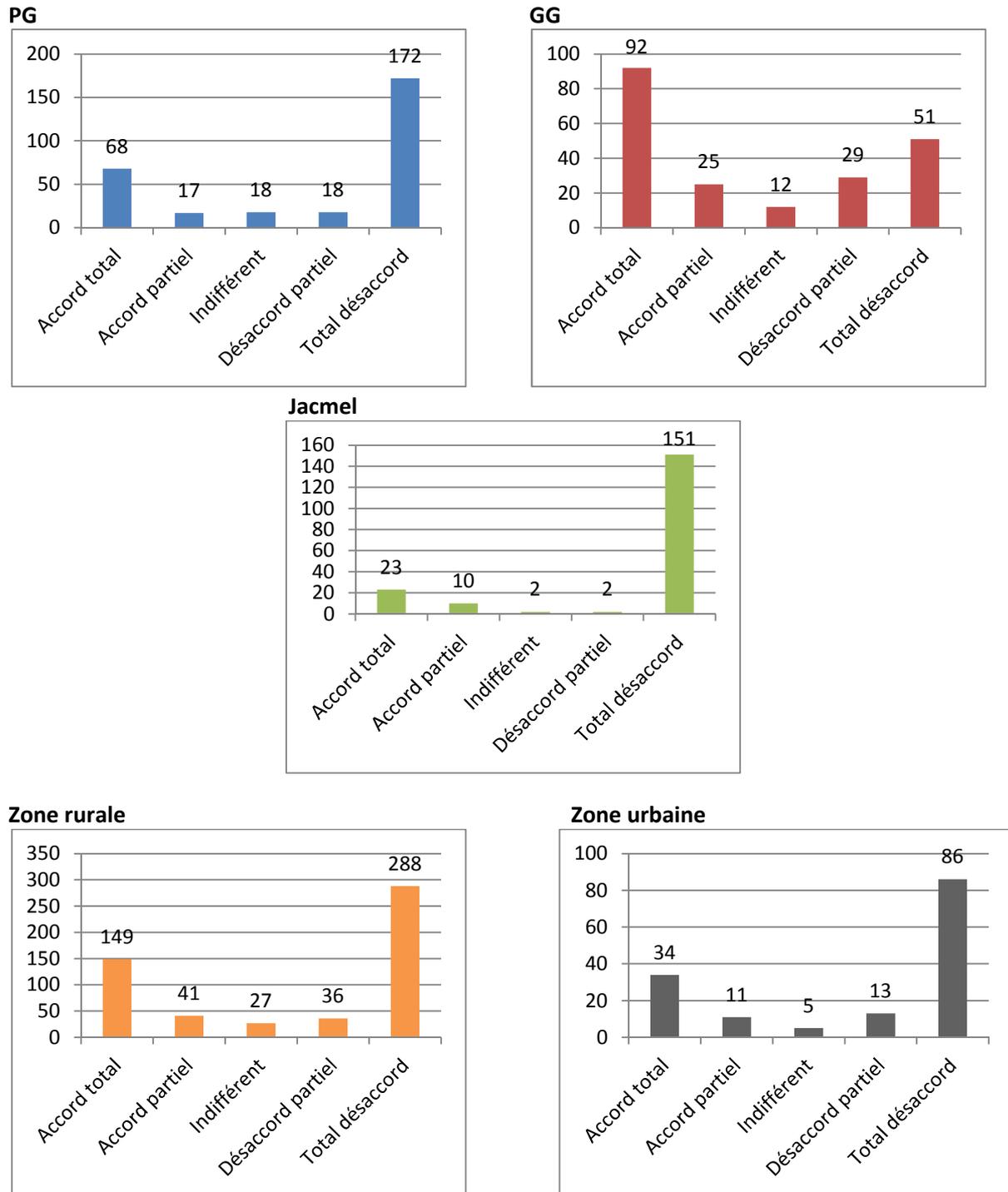
Une grande majorité de répondants des communes de Petit Goâve et Jacmel, ainsi qu'en zone rurale et urbaine, désapprouve la proposition suivante : « **Les simulacres et simulations d'évacuation en cas de catastrophes naturelles sont une perte de temps.** ». Seuls les répondants de la commune de Grand Goâve font exception : en effet, une majorité de répondants approuve ladite proposition.

Figure 101



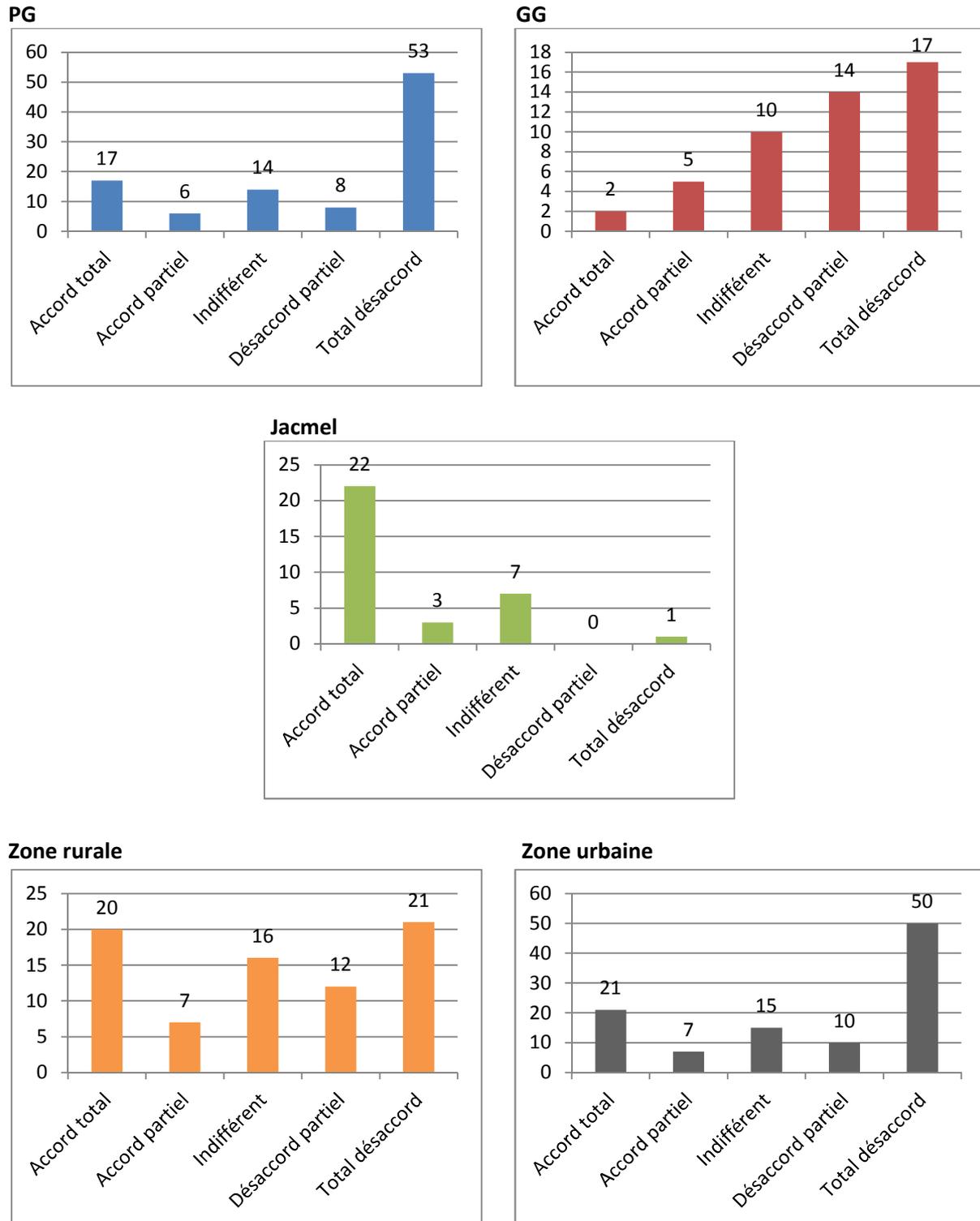
De même, si une grande majorité de répondants des communes de Petit Goâve et Jacmel, ainsi qu'en zone rurale et urbaine, désapprouve la proposition suivante : « **Je ne tiens pas à faire ou à participer à des plans d'urgence, car rien ne se passe.** », les répondant de Grand Goâve font encore exception car une majorité d'entre eux approuve ladite proposition. Il est intéressant de comparer ces résultats avec ceux des figures 79 et 80, pour lesquelles 45% des répondants de Grand Goâve affirmaient ne pas s'inquiéter en cas de catastrophe naturelle (cf. figure 79), alors que 43% d'entre eux déclaraient avoir peur en cas de catastrophe naturelle parce qu'ils ne savent pas quoi faire (cf. figure 80).

Figure 102



Une majorité de répondants estime qu'il n'est pas **possible de prévenir les communautés qu'un tsunami peut atteindre les côtes d'Haïti**, à travers un système d'alerte dans toutes les communes et dans tous les milieux, à l'exception des répondants de la commune de Jacmel (et de façon légèrement moindre en zone rurale) qui estiment le contraire.

Figure 103



### 2.3.4 Attitudes quant aux media de communication pour la gestion des risques de catastrophes naturelles

Figure 104

48% des répondants, indépendamment de la commune ou du milieu, se déclarent en total désaccord avec la proposition suivante : « **Les informations par Radio/TV sont moins fiables que celles de ma communauté.** », et estiment donc que les informations données à la radio ou à la télévision sont tout aussi ou plus fiables que celles de leur communauté. 24% des répondants estiment quant à eux que les informations transmises via la radio ou la télévision sont effectivement moins fiables que celles de leur communauté, en particulier à Grand Goâve et à Jacmel.

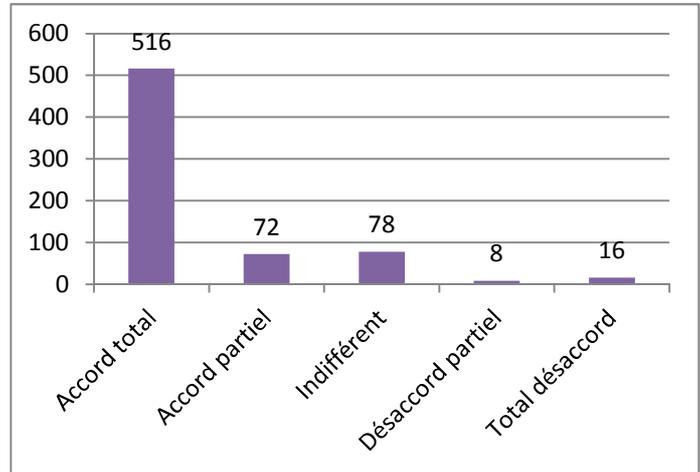
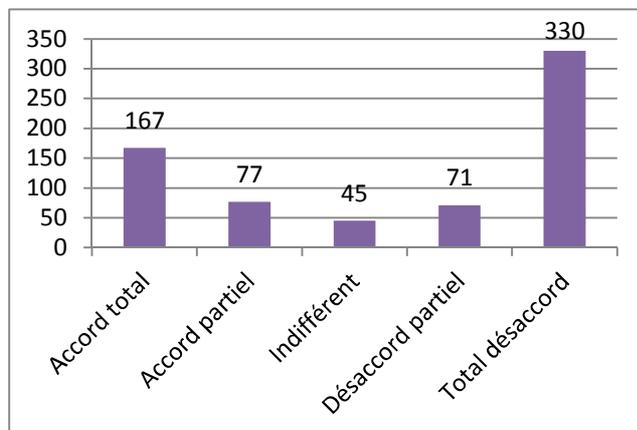


Figure 105

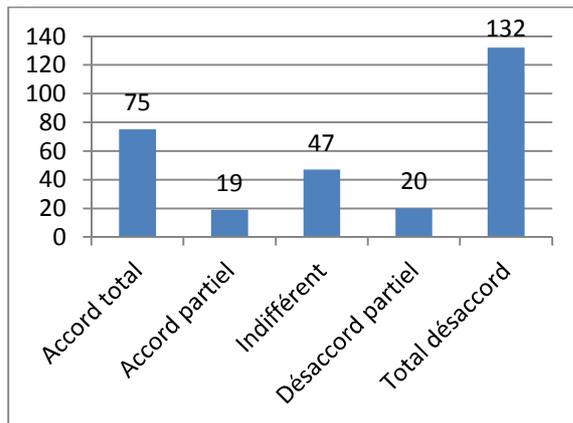


Une très grande majorité de répondants, toutes communes et zones confondues, déclare faire **confiance aux messages diffusés à la radio sur les menaces de catastrophes naturelles.**

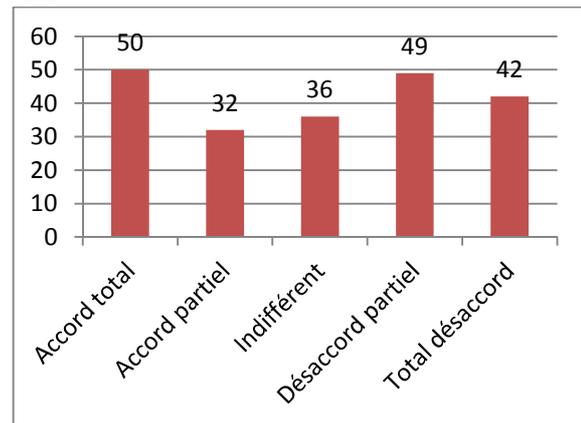
Si une majorité de répondants estime qu'un **message d'alerte provenant d'une autorité religieuse n'est pas plus sérieux qu'un message provenant de la radio/DPC/CASEC/ASEC** dans la commune de Petit Goâve, et d'une façon générale en zone urbaine et rurale, dans les communes de Jacmel et de Grand Goâve, la majorité des répondants estime au contraire qu'un message provenant d'une autorité religieuse est plus sérieux qu'un message provenant de la radio/DPC/CASEC/ASEC.

Figure 106

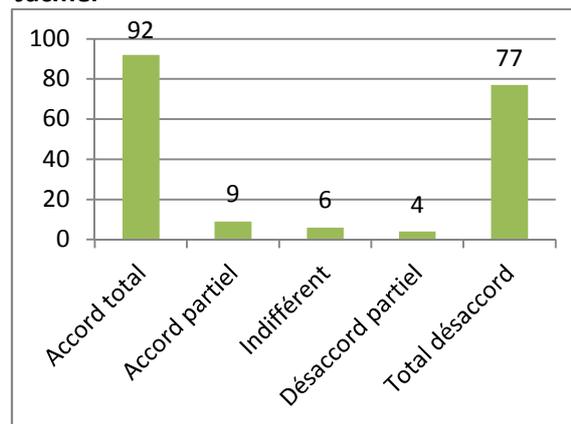
**PG**



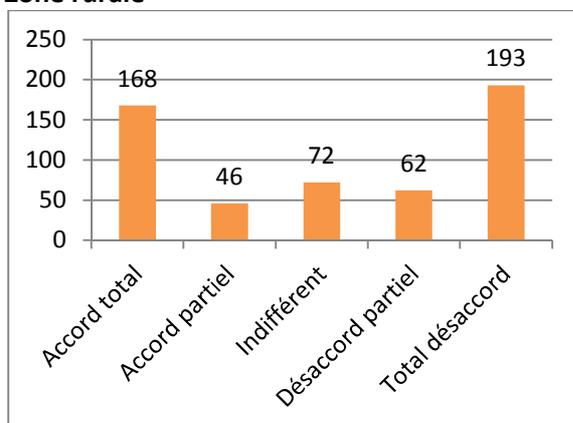
**GG**



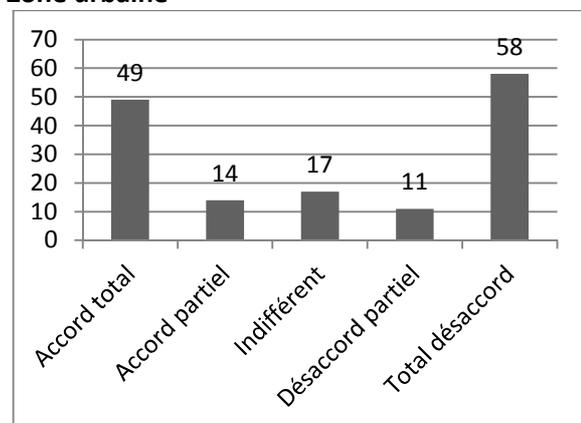
**Jacmel**



**Zone rurale**



**Zone urbaine**



## 2.4 Pratiques

En réponse à la question « **Qui dirige l'évacuation dans la communauté** », les quatre principaux acteurs cités, toutes communes et zones confondues, sont : la DPC/CRH, les CASECS/ASECS/la mairie, les chefs de ménage et les comités d'évacuation.

Il est intéressant de constater que les chefs de ménage sont cités comme acteur majeur de l'évacuation dans la commune de Grand Goâve et plus généralement en zone rurale, alors que c'est un acteur moindre en zone urbaine et dans les autres deux communes. Aussi, la DPC et la CRH sont cités comme acteurs majeurs par rapport aux CASECS/ASECS et à la mairie partout, sauf à Grand Goâve et en zone rurale de façon plus générale.

Figure 107 - PG: qui dirige l'évacuation

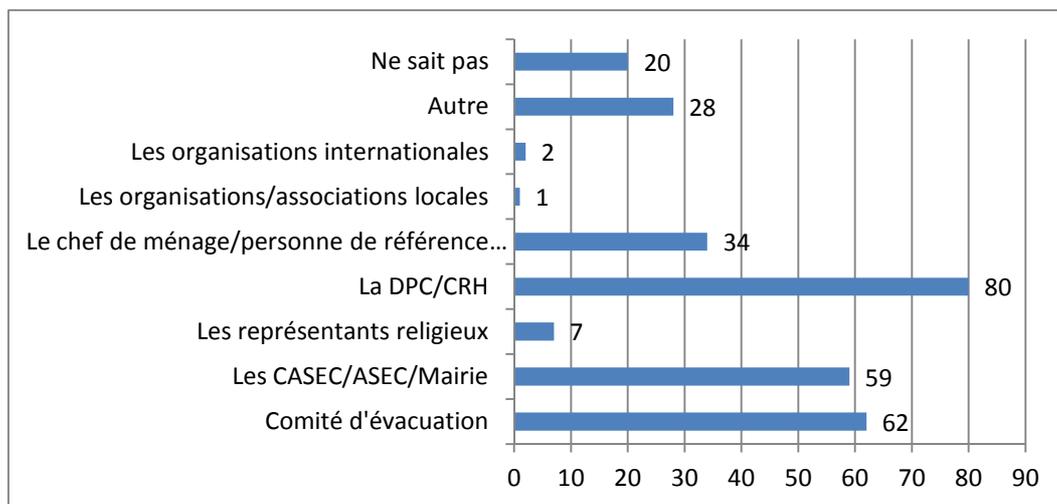


Figure 108 - GG: qui dirige l'évacuation

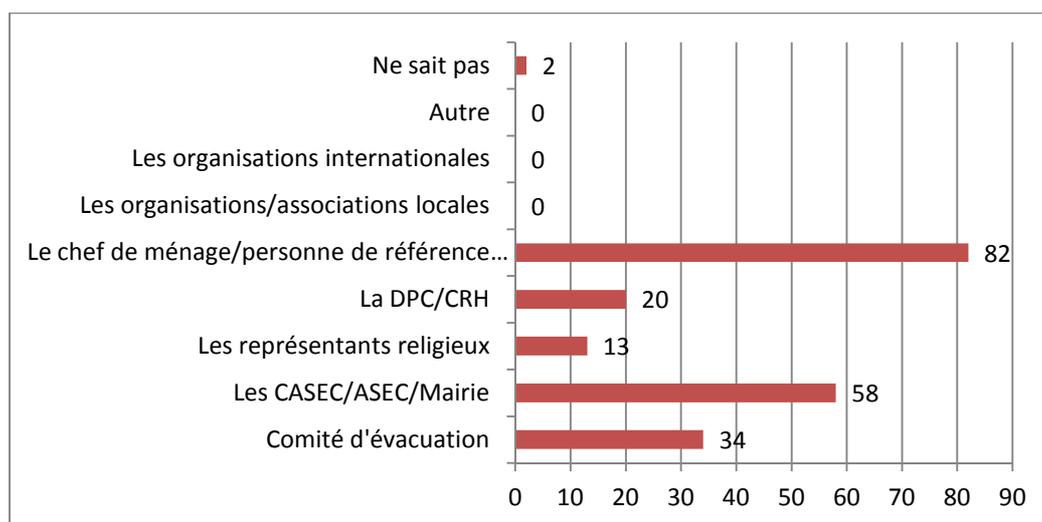


Figure 109 - Jacmel: qui dirige l'évacuation

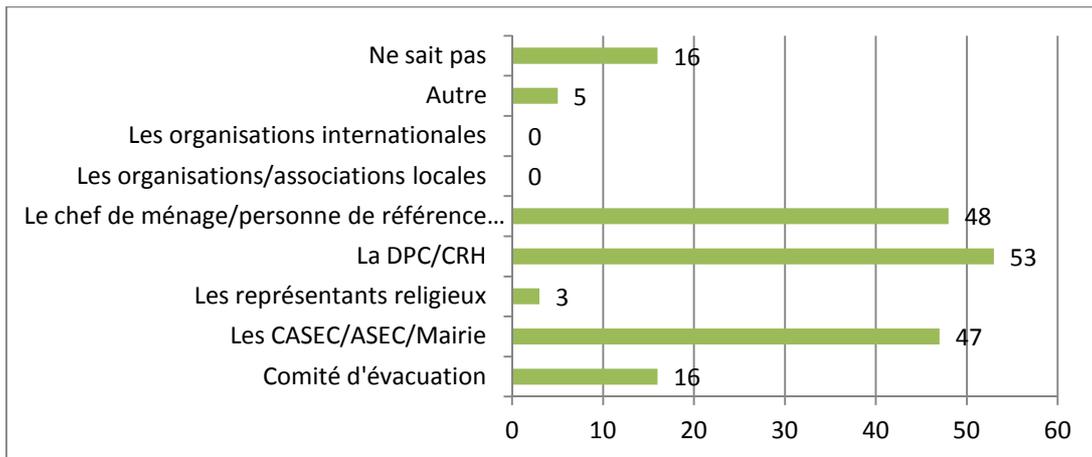


Figure 110 - Zone rurale: qui dirige l'évacuation

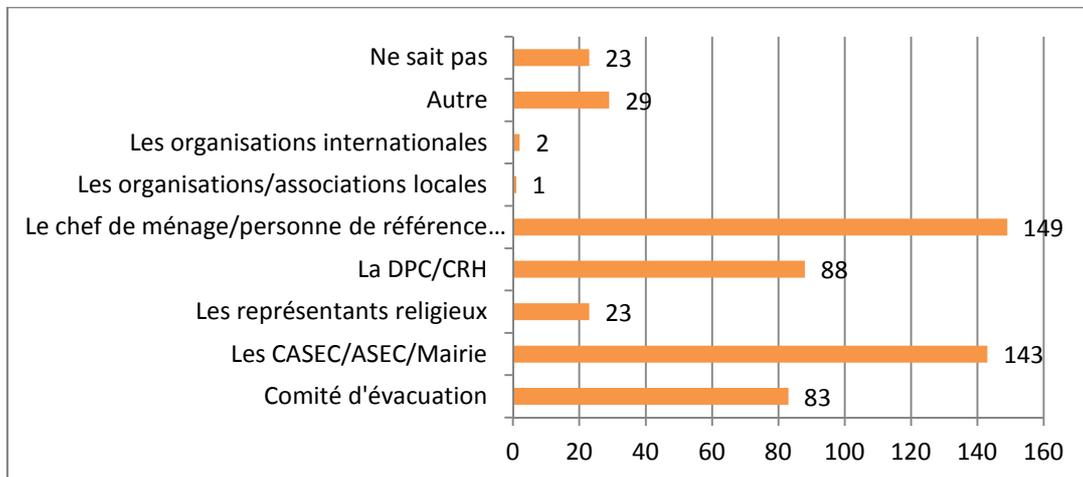
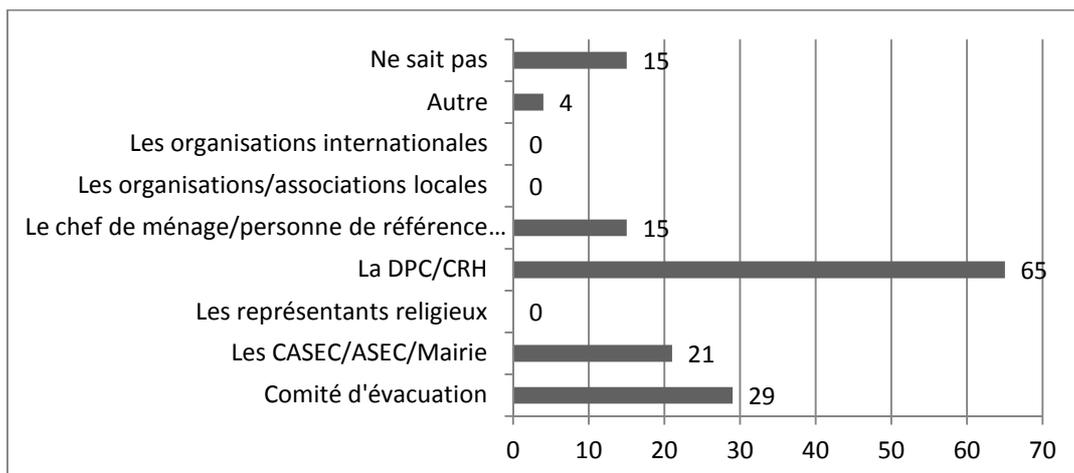
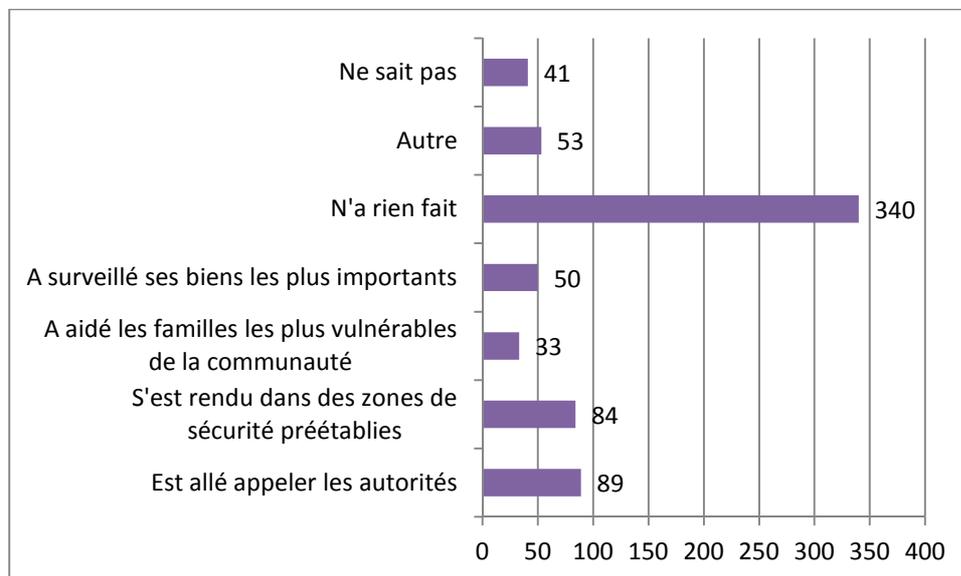


Figure 111 - Zone urbaine: qui dirige l'évacuation



49% du total de répondants déclarent n'avoir rien fait **tout de suite après l'impact de la dernière catastrophe naturelle**. Ces résultats confirment ceux de la figure 80, pour laquelle une très grande majorité de répondants déclarait avoir peur en cas de catastrophe naturelle car ils ne savent pas quoi faire.

Figure 112 - Action suite à la dernière catastrophe, toutes zones confondues



A la question « **Qui dirige l'évacuation dans la famille ?** », la première réponse donnée par une très grande majorité de répondants indépendamment de la commune ou de la zone est le père, vient ensuite la réponse « tout le monde ». Le troisième acteur cité varie selon la commune/la zone : à Petit Goâve et en zone urbaine de façon plus générale (cf. figures 113 et 117) il s'agit de la mère, en revanche à Grand Goâve, Jacmel, et en zone rurale plus généralement (cf. figures 114 à 116), il s'agit des personnes âgées.

Figure 113 - PG: qui dirige l'évacuation dans la famille

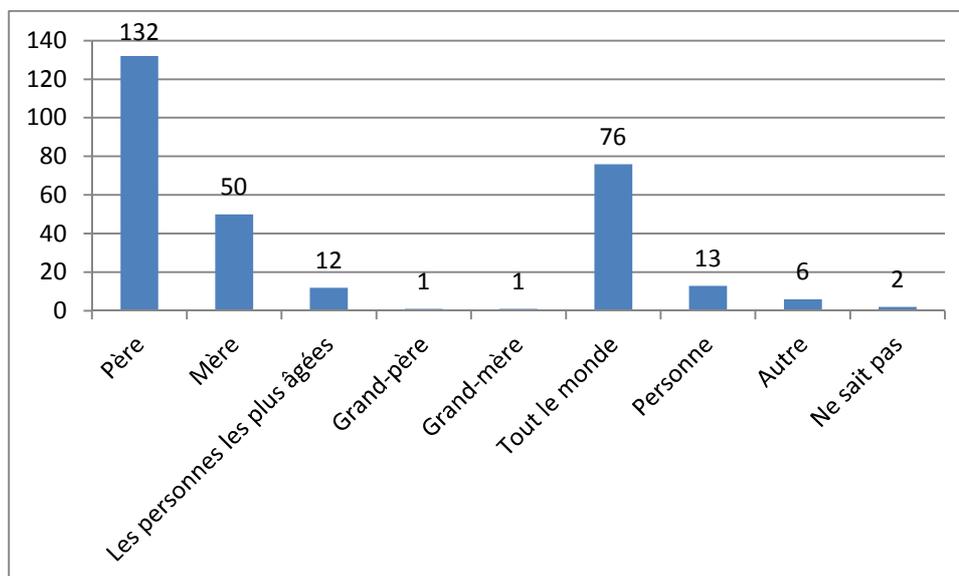


Figure 114 - GG: qui dirige l'évacuation dans la famille

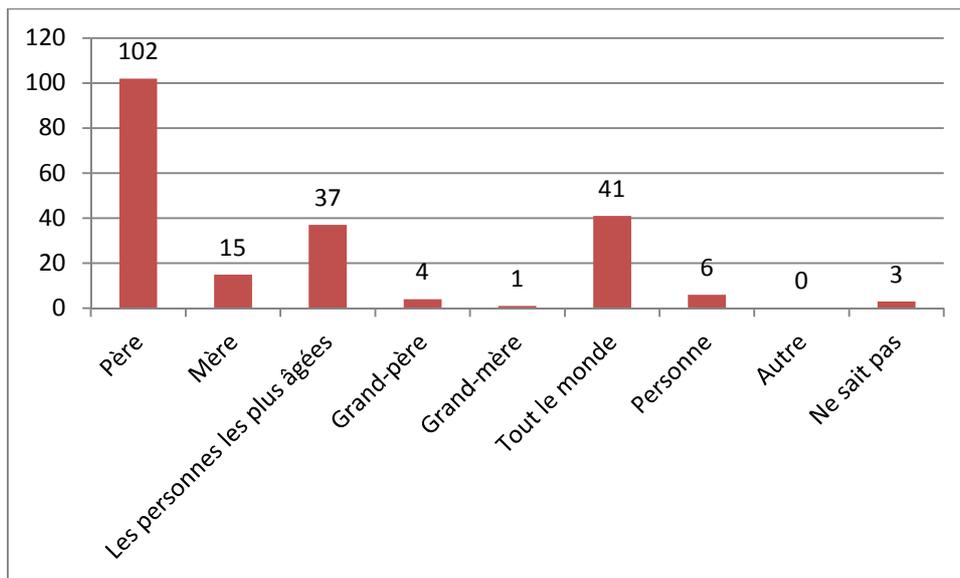


Figure 115 - Jacmel: qui dirige l'évacuation dans la famille

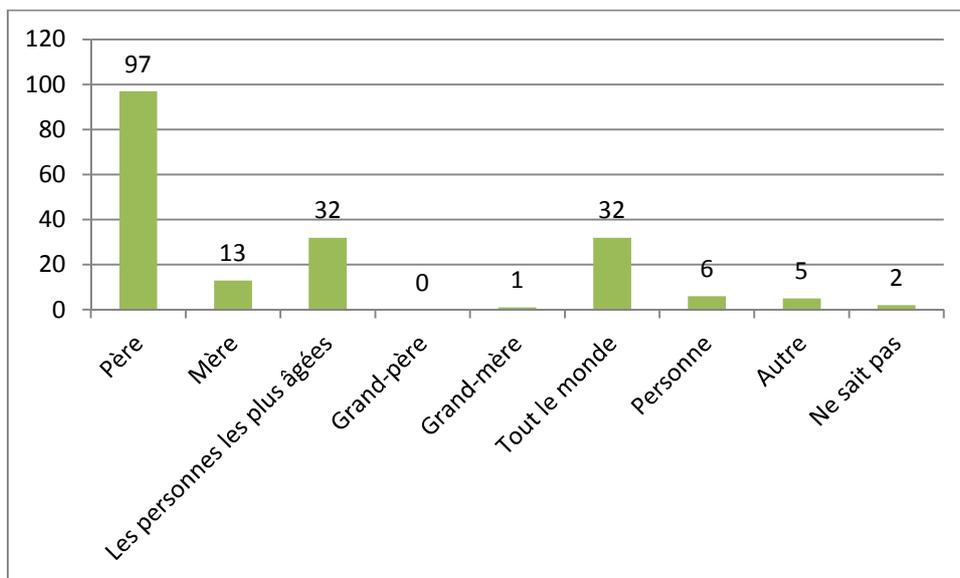


Figure 116 - Zone rurale: qui dirige l'évacuation dans la famille

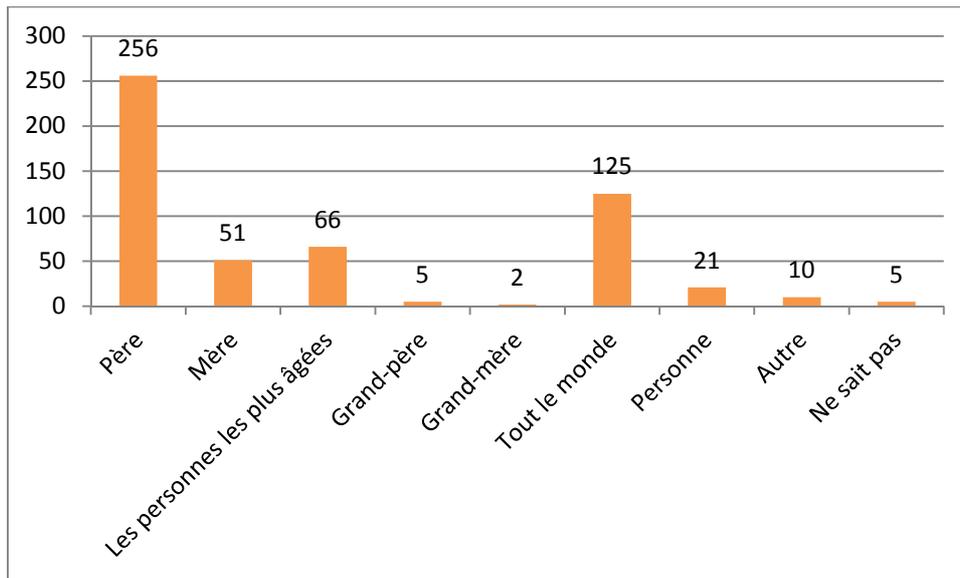


Figure 117 - Zone urbaine: qui dirige l'évacuation dans la famille

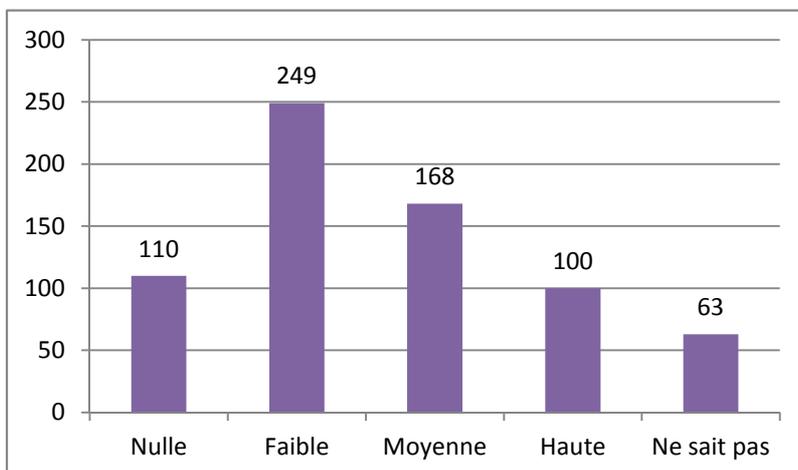
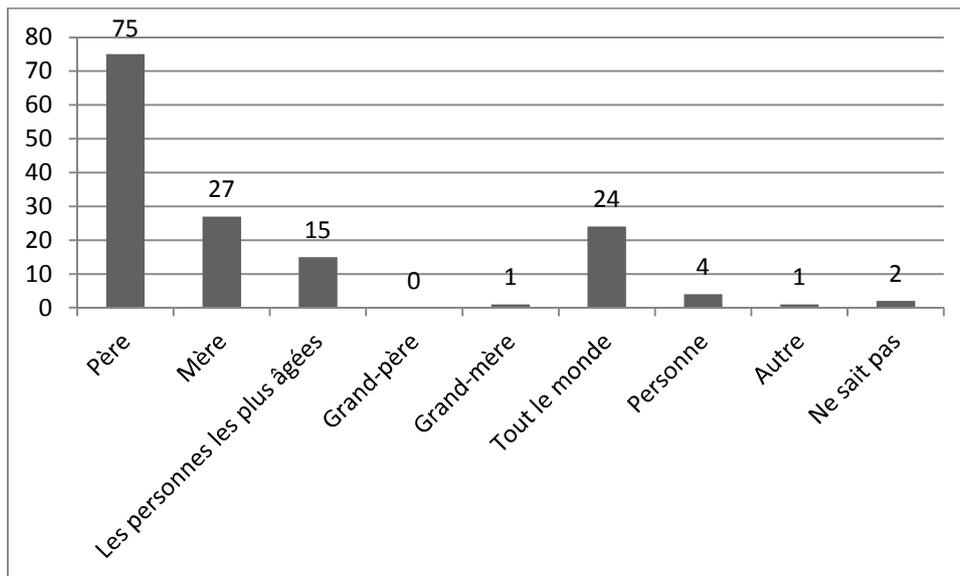


Figure 118 - Respect des droits des femmes lors de la préparation aux urgences, toutes zones confondues

60% des répondants estiment que les **droits des femmes** sont faiblement ou moyennement respectés lors de la préparation aux urgences (respectivement 36% et 24% des répondants).

Figure 119 - Participation des femmes à la préparation aux urgences, toutes zones confondues

Indépendamment de la commune ou de la zone, une très grande majorité de répondants s'accordent à dire que la **participation des femmes à la préparation aux urgences** est importante (35%), voire très importante (22%).

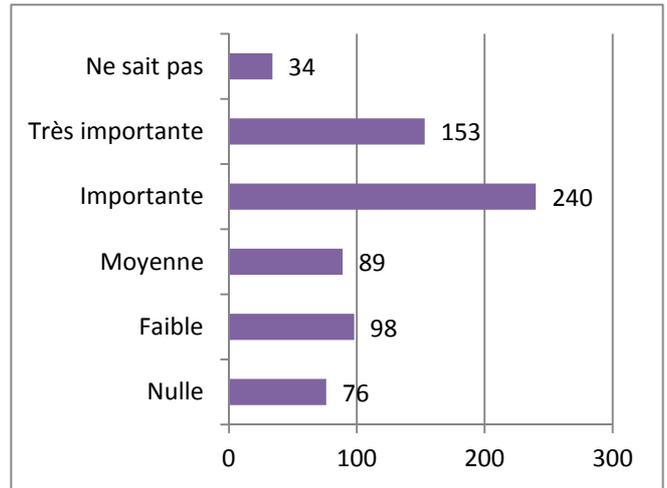
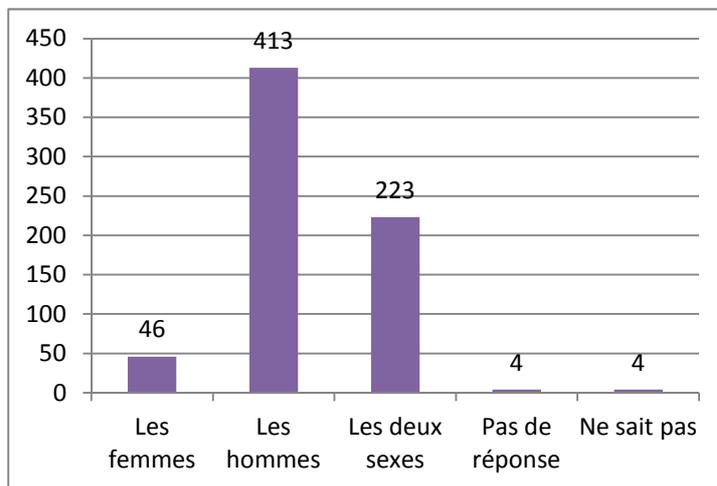


Figure 120 - Qui prend les devants en cas d'évacuation, toutes zones confondues



60% des répondants déclarent que ce sont les hommes qui prennent **les devants en cas d'évacuation**, conformément aux résultats des figures 113 à 117.

Figure 121 - Prise en compte des besoins des femmes et des enfants par l'aide humanitaire lors de l'urgence

40% des répondants estiment que les **besoins des femmes et des enfants** sont peu pris en considération par l'aide humanitaire en cas d'urgence. 24% d'entre eux estiment que ces besoins ne sont pas du tout pris en compte, et 22% qu'ils sont « beaucoup » considérés.

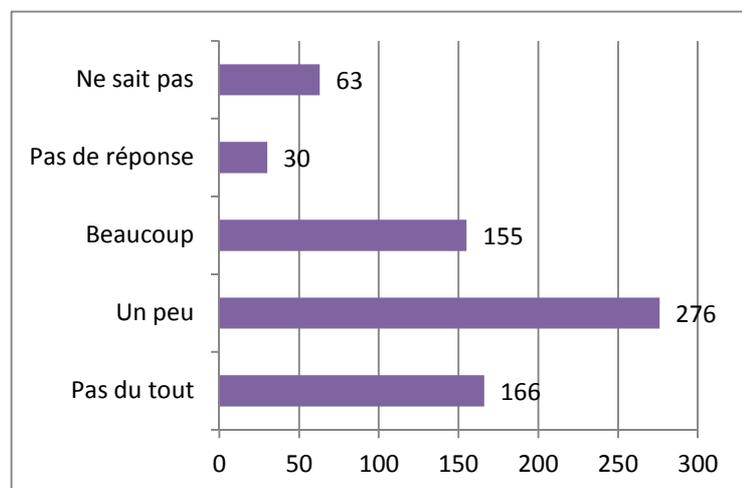
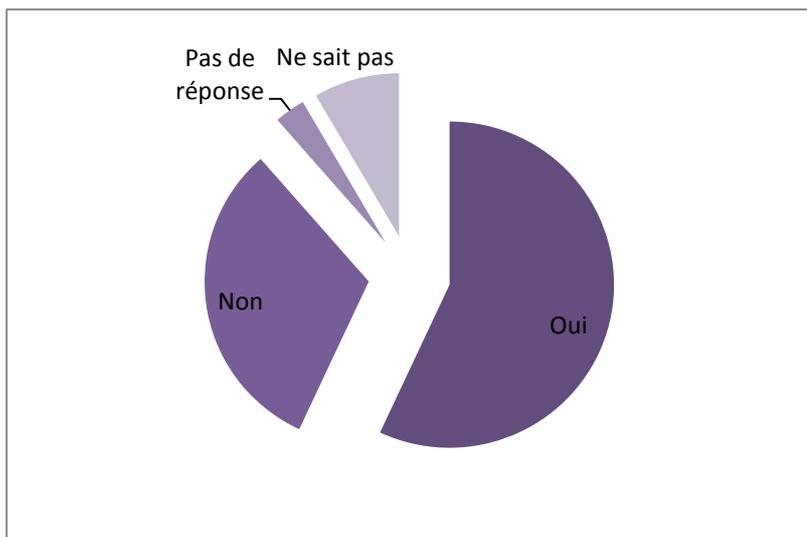


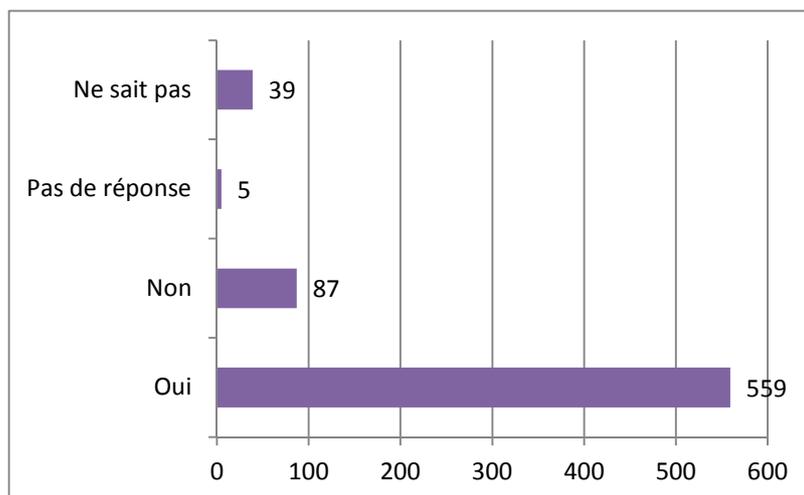
Figure 122 - Participation des femmes à l'élaboration des plans d'urgence/d'évacuation, toutes zones confondues



Une majorité de répondants (environ 57%) déclare que les **femmes participent à la formulation des plans d'urgence/d'évacuation**, contre 32% qui déclarent le contraire. Il est intéressant de constater qu'une plus grande proportion estimait précédemment qu'il est nécessaire que les femmes participent à l'élaboration, et à la mise en œuvre du plan d'évacuation. Il semblerait donc que bien que nécessaire selon eux, cette participation n'est pas encore

effective partout.

Figure 123 - Réception des messages d'alerte dans la communauté, toutes zones confondues



Une très grande majorité de répondants (81%) estime que toute la **communauté reçoit les messages d'alerte**.

Figure 124 - Eviter des pratiques qui augmentent les effets des catastrophes naturelles, toutes zones confondues



94% des répondants déclarent **éviter des pratiques qui augmentent les effets des catastrophes naturelles**. Il est intéressant de comparer ces résultats avec ceux de la figure 80 où si un nombre élevé de répondants estimaient qu'ils sont responsables des dégâts causés par certaines catastrophes naturelles 44% des répondants de la zone urbaine disaient ne pas se sentir responsables de ces dégâts.

Les résultats sont plus disparates selon la commune/le milieu, concernant les **actions qu'entreprennent les répondants afin de limiter les dommages des catastrophes naturelles dans le futur**. Aussi bien à Petit Goâve, qu'à Grand Goâve, et en milieu urbain et rural, une majorité de répondants déclare avoir changé ou vouloir changer ses habitudes, à Jacmel, et de façon relative à Grand Goâve, la majorité affirme s'impliquer plus dans les activités de prévention, sensibilisation de la Protection civile. Enfin, on peut noter une proportion relativement importante de répondants qui déclarent avoir confiance en dieu pour leur protection (en particulier à Grand Goâve, à Jacmel et plus généralement en zone urbaine).

Figure 125 - PG: actions individuelles pour limiter les dommages des catastrophes naturelles

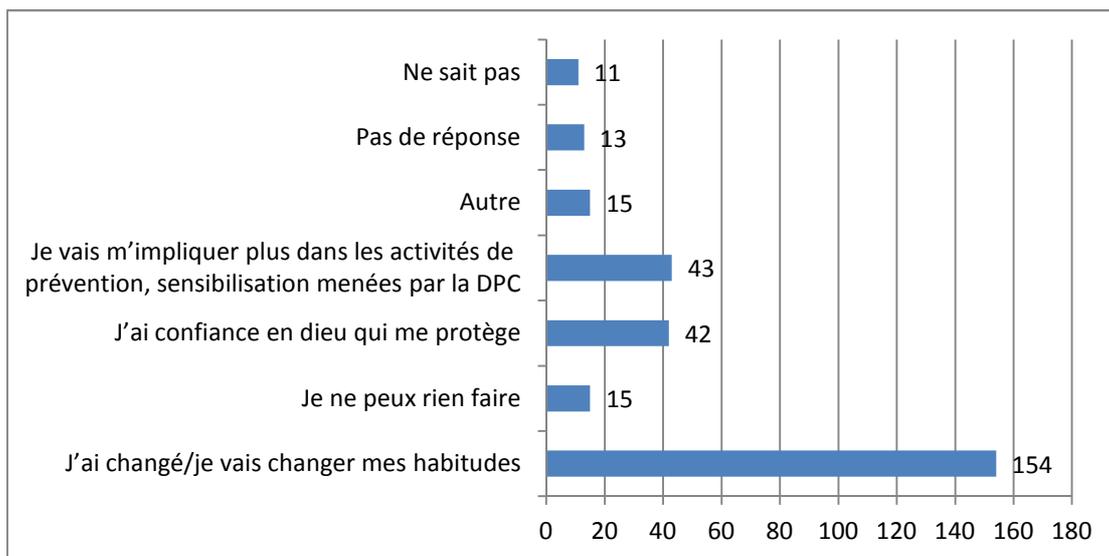


Figure 126 - GG: actions individuelles pour limiter les dommages des catastrophes naturelles

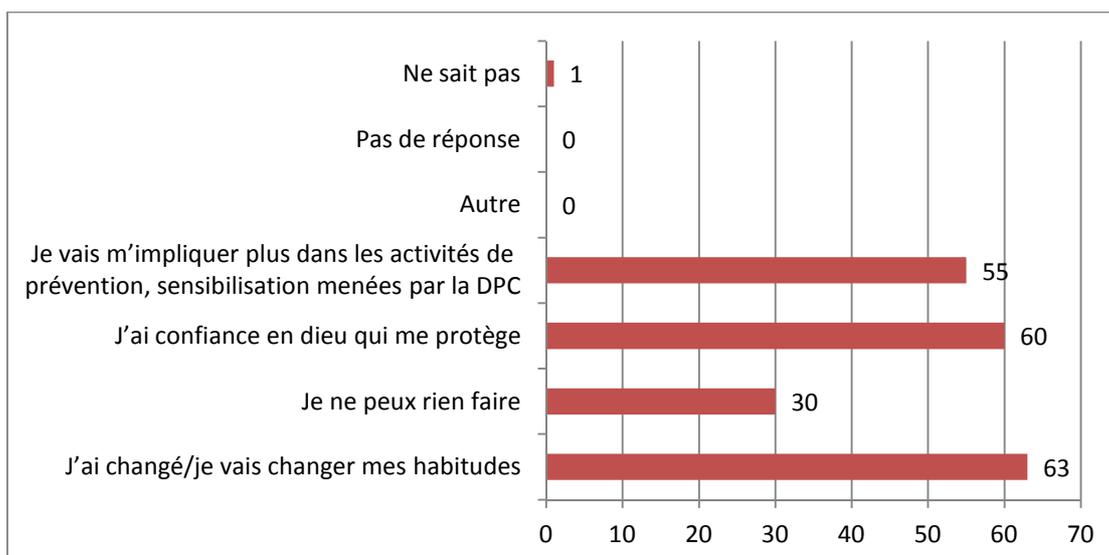


Figure 127 - Jacmel: actions individuelles pour limiter les dommages des catastrophes naturelles

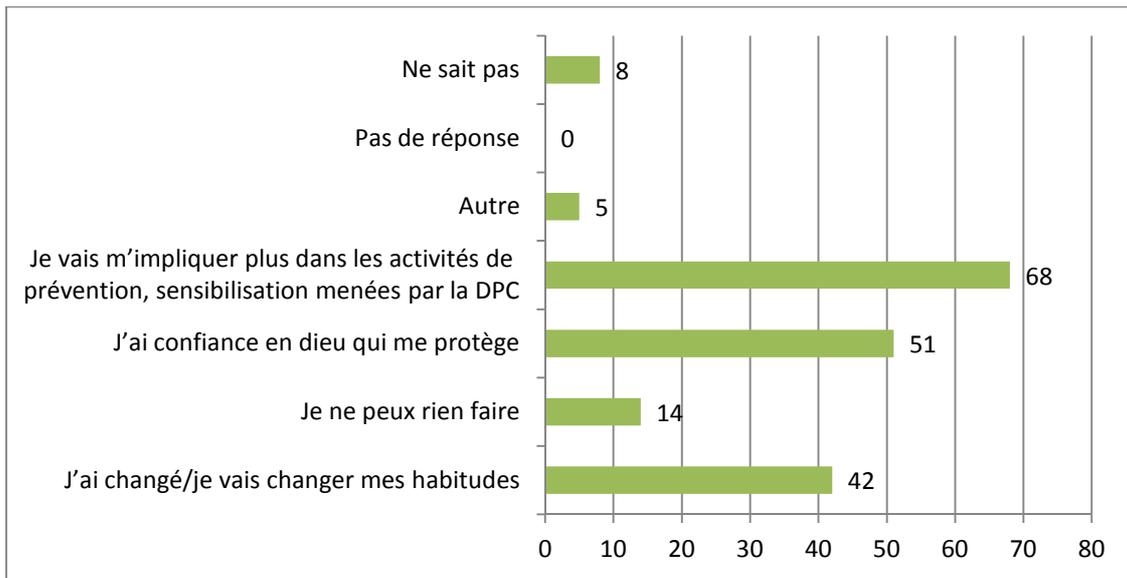


Figure 128 - Zone rurale: actions individuelles pour limiter les dommages des catastrophes naturelles

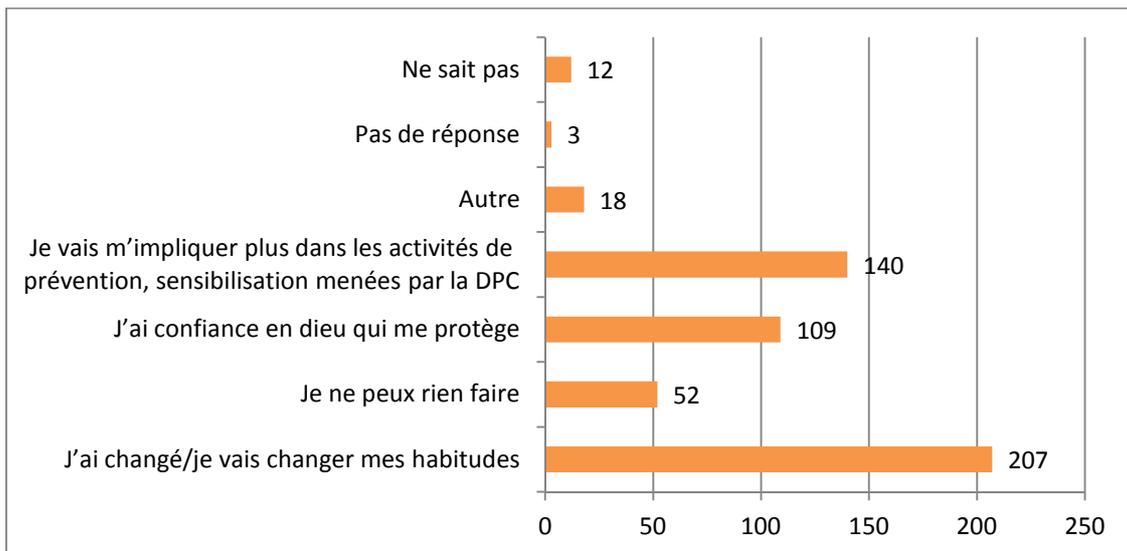
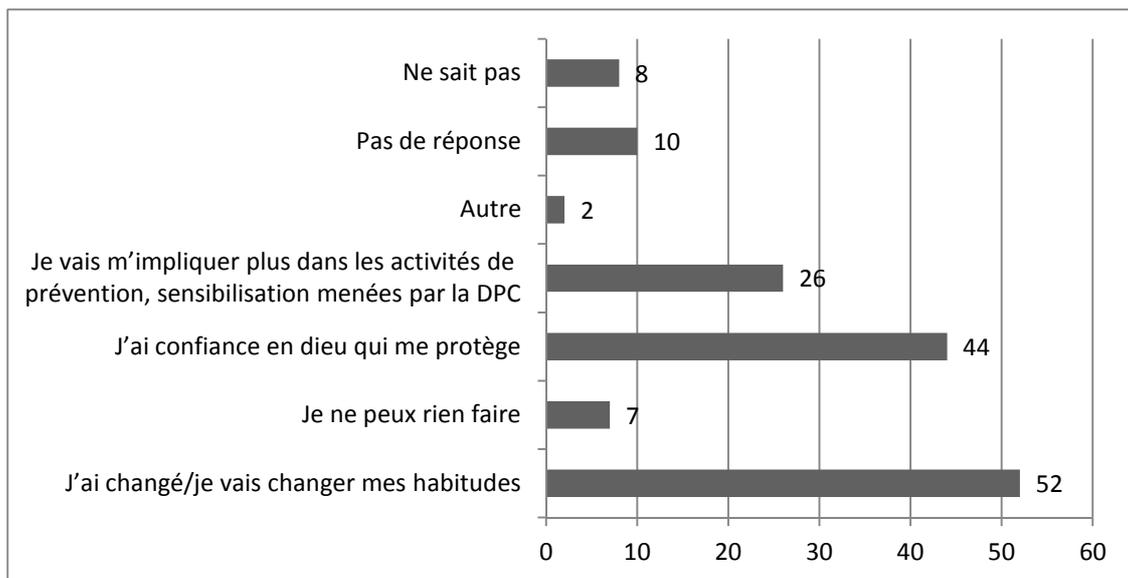


Figure 129 - Zone urbaine: actions individuelles pour limiter les dommages des catastrophes naturelles



## 2.5 Analyse

Les résultats de la phase initiale de l'enquête CAP constituent la valeur de référence qui servira de base à la comparaison lors de la seconde phase de l'enquête (CAP comparative). Cette comparaison permettra de mesurer les réalisations et l'impact final, une fois les activités réalisées. Toutefois, l'analyse des présents résultats devrait d'ores et déjà permettre à l'équipe du projet de Welthungerhilfe d'adapter sa stratégie d'intervention pour lesdites activités aux savoirs, savoir-être et savoir-faire de la population.

Si l'on considère les résultats liés à la connaissance des risques tout d'abord, on constate que l'expérience du séisme du 12 janvier est encore très présente dans la majorité des esprits, ce qui implique une surestimation de ce risque, cité par une majorité de répondants comme risque majeur pouvant avoir un impact sur leur vie, ou celle de leur famille, ou sur leurs biens, bien avant certains dangers présentant un risque plus fréquent ou à plus grand impact (événements météorologiques, maladie, etc.). Une très grande majorité de répondants estime que leur vie est en danger en cas de catastrophe naturelle, tout comme celle de leur famille et leurs biens, et ce sans distinction dans la communauté : une majorité de la population estime en effet que toute la population est égale en termes de risques de dommages liés à une catastrophe naturelle. Une majeure partie de la population a conscience de cet impact et se dit préoccupée en cas de catastrophes, notamment parce qu'elle avoue ne pas savoir quoi faire et n'avoir d'ailleurs rien fait lors de l'impact de la dernière catastrophe.

L'origine des catastrophes naturelles est attribuée par une majorité de la population à une origine divine. C'est peut-être ce qui explique qu'une majorité de répondants déclare se fier à des changements dans la nature comme signes annonciateurs d'une potentielle catastrophe plutôt qu'à des systèmes de prévention et d'alerte (messages des autorités, système d'alerte précoce, etc.), en s'accordant toutefois sur le fait qu'il est possible de

prévenir les catastrophes. Il semblerait donc que lesdits systèmes de prévention et d'alerte ne représentent pas, à l'heure actuelle, un système fiable sur lequel les populations se reposent, soit parce qu'elles ne le connaissent pas, soit en raison de faiblesses dudit système, soit en raison de paramètres culturels (religieux).

La méconnaissance à l'échelle locale des systèmes de gestion des risques de catastrophes naturelles est mise en exergue par les réponses données concernant la connaissance des plans de contingence et d'évacuation, la connaissance d'éventuelles politiques publiques mise en œuvre dans le cadre de la gestion des risques de catastrophes naturelles et ayant eu un impact au niveau de leur zone, le niveau de connaissance du système d'alerte précoce ou encore des codes d'alerte.

Si le niveau de connaissance de la population interrogée vis-à-vis de ces systèmes de gestion des risques de catastrophes naturelles est à ce jour relativement faible, la population leur attache un intérêt important. Une très grande majorité de répondants déclare effectivement qu'avoir un plan d'évacuation et un système d'alerte précoce lui donnent/donneraient confiance en cas de catastrophe naturelle, qu'elle est prête à évacuer si nécessaire, que les simulacres et simulations d'évacuation sont importants, et souhaite, d'une manière plus générale, participer à des plans d'urgence.

En ce qui concerne les acteurs en charge de ce système, on constate que les acteurs associatifs intervenant dans le domaine de la gestion des risques de catastrophes sont relativement bien connus (Croix Rouge haïtienne, organisations et associations locales), en revanche le principal acteur étatique, la DPC, semble encore méconnu, notamment en zone urbaine. Une proportion non négligeable des répondants (27%) déclare ne pas savoir qui intervient dans ce domaine au niveau de leur zone ; on pourrait donc en conclure que les acteurs sont inégalement répartis sur le territoire considéré, ou bien que peu d'informations sur ces acteurs parviennent jusqu'aux populations. Pourtant, indépendamment de la commune ou du milieu, une majorité de répondants affirment savoir quel est le mandat de la DPC/Croix Rouge haïtienne (52% de oui contre 44% de non) et avoir confiance dans les opérations d'évacuation gérées par la Protection Civile (légèrement plus qu'en celles gérées par les CASECS/ASECS). Cela semble indiquer que plus qu'un manque d'informations parvenant aux populations sur l'existence et le rôle des acteurs intervenant dans le domaine de la gestion des catastrophes, la population estime surtout qu'il sont peu ou pas présents dans leur zone à ce jour.

Si le mandat et le rôle de la DPC semblent connus par un peu plus de la moitié de la population, les branches locales de celle-ci (secours locaux/brigades d'intervention et comités locaux de protection civile) restent largement inconnues/méconnues. De même, 33% des répondants déclarent ne pas savoir quels sont leurs domaines d'intervention.

Il convient de considérer que peu d'équipe d'intervention ou de CLPC sont à l'heure actuelle constitués et fonctionnels parmi les trois communes ciblées par l'enquête puisqu'il s'agit d'une activité phare du projet de Welthungerhilfe dans le cadre du présent projet mis en œuvre, financé par DIPECHO.

Outre les acteurs associatifs et institutionnels, une très grande proportion de la population estime que sa communauté n'a pas les capacités pour répondre à une catastrophe, mais environ la moitié estime qu'elle a en revanche les capacités de les prévenir.

A l'échelle de la famille, on constate que le père/chef de ménage joue un rôle prépondérant dans la gestion des risques de catastrophes naturelles (direction et organisation de l'évacuation). Par ailleurs, si la participation des femmes aux systèmes de gestion des risques semble être évidente pour une très grande majorité de la population (formulation et mise en œuvre des plans d'urgence/d'évacuation, participation aux brigades d'intervention, etc.), elle ne semble pas encore effective dans le sens où beaucoup de répondants estiment que les droits des femmes sont faiblement ou moyennement respectés lors de la préparation aux urgences.

Une très grande majorité de répondants estime en revanche que les enfants n'ont pas à participer à l'élaboration et à la mise en œuvre du plan d'évacuation.

On constate qu'une grande majorité de répondants est consciente de sa responsabilité individuelle en termes de risques de dommages liés aux catastrophes naturelles et de gestion de ces risques. Une grande majorité d'entre eux déclare ainsi avoir compris lors des dernières catastrophes pouvoir faire beaucoup pour réduire leurs pertes, éviter des pratiques qui augmentent les effets des catastrophes naturelles, avoir changé ou vouloir changer ses habitudes, voire de s'impliquer plus dans les activités de prévention et de sensibilisation de la Protection civile.

Concernant les media de communication à privilégier en termes de gestion des risques des catastrophes naturelles, on peut constater qu'une très grande majorité de répondants déclare faire confiance aux messages diffusés à la radio ou via les autorités (DPC/CASEC/ASEC) en matière de menaces de catastrophes naturelles. Le poids des leaders religieux est à considérer dans les flux de communication auxquels la population fait confiance, notamment dans certaines communes (Jacmel, Grand Goâve).

Concernant le tsunami, ses formes et caractéristiques, tout comme son origine et le risque qu'il présente, restent très largement méconnus des populations interrogées. Les systèmes de gestion des risques liés au tsunami sont tout aussi obscurs, et les répondants restent partagés quant à la possibilité de gérer effectivement ces risques (prévention, évacuation, alerte, possibilités d'échapper et de survivre à un tsunami, etc.)

## CONCLUSION

Le projet *Disaster Risk Reduction in Haiti: Enhancing disaster preparedness and awareness capacities in three multi-risks exposed communities* mis en œuvre par Welthungerhilfe prévoit d'atteindre les objectifs fixés à travers trois axes d'intervention principaux: la mise en place d'un système communautaire de gestion des risques de catastrophes naturelles, le renforcement des capacités, et l'augmentation des connaissances sur les risques. Les résultats de la phase initiale de l'enquête CAP font partie intégrante de l'intervention visant à accroître les connaissances sur les risques, mais devraient également permettre de renseigner Welthungerhilfe sur comment envisager les deux autres axes.

La gestion communautaire des risques de catastrophes naturelles et la mise en place d'un système d'alerte précoce impliquent que la communauté comprenne à quels risques elle est exposée, en fonction de sa situation géographique (type de risques, origines) et ce qui peut être fait pour réduire et prévenir ces risques. L'identification du niveau de connaissance des populations cibles en la matière, et la prise en compte des perceptions de la communauté constituent une étape majeure de la mise en place de ces deux systèmes.

De même, le renforcement des capacités au niveau communautaire a pour objectif principal de changer les attitudes et pratiques et de développer les capacités individuelles au niveau de la communauté. Afin d'aborder au mieux cette question, il est essentiel d'identifier quels sont ces attitudes et pratiques, quels sont les lacunes en termes de connaissances, afin d'adapter au mieux la stratégie et les supports utilisés.

Si l'on reprend les objectifs opérationnels de l'enquête fixés initialement, on constate :

1. « Estimer le niveau de connaissances sur les origines et causes des catastrophes naturelles » : un niveau de connaissances général assez faible, en particulier concernant le tsunami.
2. « Estimer la perception des risques de catastrophes naturelles » : la perception des risques semble influencée par l'intensité/proximité des expériences des répondants (notamment celle du séisme du 12 janvier 2010) plutôt que par la réalité (en termes d'impact et de fréquence).
3. « Estimer la perception de la participation individuelle dans les systèmes de gestion des risques de catastrophes naturelles » : la population semble majoritairement disposée à participer aux systèmes de gestion des risques de catastrophes naturelles, sans distinction de sexe.
4. « Identifier les comportements en cas de catastrophes naturelles » : on constate un niveau de connaissances relativement faible en matière de prévention/préparation et réponse aux risques de catastrophes naturelles au niveau individuel.
5. « Identifier les éventuelles résistances (sociales, économiques, culturelles, religieuses, etc.) à l'adoption de « bonnes pratiques » et plus généralement au développement des activités prévues par la Welthungerhilfe » : le facteur religieux semble prépondérant au vu de certaines réponses, et doit donc être considéré dans les activités de sensibilisations. Aussi, la participation des enfants aux systèmes de

gestion des risques dans la communauté ne semble pas évidente aux populations interrogées.

## Liste des figures

|   |    |
|---|----|
| FIGURE 1 - LOGIGRAMME DU SYSTEME NATIONAL DE GESTION DES RISQUES ET DES DESASTRES .....                                     | 8  |
| FIGURE 3 - REPARTITION DES QUESTIONNAIRES PAR ZONE.....   | 13 |
| FIGURE 2 - REPARTITION DES QUESTIONNAIRES PAR COMMUNE .....   | 13 |
| FIGURE 5 - REPARTITION DES REpondANTS PAR GROUPE D'AGE .....  | 14 |
| FIGURE 4 -REPARTITION DES REpondANTS PAR SEXE .....   | 14 |
| FIGURE 6 - REPARTITION DES REpondANTS PAR NIVEAU D'ETUDE.....   | 14 |
| FIGURE 7 - REPARTITION DES REpondANTS SELON L'OCCUPATION .....  | 15 |
| FIGURE 8 - PG: PRINCIPAL DANGER OU RISQUE POUVANT CAUSER DES DOMMAGES .....   | 16 |
| FIGURE 9 - GG: PRINCIPAL DANGER OU RISQUE POUVANT CAUSER DES DOMMAGES.....  | 16 |
| FIGURE 10 - JACMEL: PRINCIPAL DANGER OU RISQUE POUVANT CAUSER DES DOMMAGES .....  | 16 |
| FIGURE 11 - ZONE RURALE: PRINCIPAL DANGER OU RISQUE POUVANT CAUSER DES DOMMAGES .....                                       | 17 |
| FIGURE 12 - ZONE URBAINE: PRINCIPAL DANGER OU RISQUE POUVANT CAUSER DES DOMMAGES.....                                       | 17 |
| FIGURE 13 - PG: PRINCIPAUX RISQUES POUVANT CAUSER DES DOMMAGES, TOUTES REponses DONNEES .....                               | 17 |
| FIGURE 14 - GG: PRINCIPAUX RISQUES POUVANT CAUSER DES DOMMAGES, TOUTES REponses DONNEES.....                                | 18 |
| FIGURE 15 - JACMEL: PRINCIPAUX RISQUES POUVANT CAUSER DES DOMMAGES, TOUTES REponses DONNEES.....                            | 18 |
| FIGURE 16 - ZONE RURALE: PRINCIPAUX RISQUES POUVANT CAUSER DES DOMMAGES, TOUTES REponses DONNEES .....                      | 19 |
| FIGURE 17 - ZONE URBAINE: PRINCIPAUX RISQUES POUVANT CAUSER DES DOMMAGES, TOUTES REponses DONNEES .....                     | 19 |
| FIGURE 18 - PG: CONNAISSANCE DU TSUNAMI .....   | 20 |
| FIGURE 19 - GG: CONNAISSANCE DU TSUNAMI .....   | 20 |
| FIGURE 20 - JACMEL : CONNAISSANCE DU TSUNAMI .....  | 20 |
| FIGURE 21 - ZONE RURALE: CONNAISSANCE DU TSUNAMI .....  | 20 |
| FIGURE 22 - ZONE URBAINE: CONNAISSANCE DU TSUNAMI.....  | 20 |
| FIGURE 23 - PG: RISQUE DE TSUNAMI .....   | 21 |
| FIGURE 24 - GG: RISQUE DE TSUNAMI .....   | 21 |
| FIGURE 25 - JACMEL: RISQUE DE TSUNAMI .....   | 22 |
| FIGURE 26 - ZONE RURALE: RISQUE DE TSUNAMI .....  | 22 |
| FIGURE 27 - ZONE URBAINE: RISQUE DE TSUNAMI.....  | 22 |
| FIGURE 28 - HAUTEUR DES VAGUES PRESENTANT UN RISQUE DE TSUNAMI .....  | 23 |
| FIGURE 29 - SIGNES ANNONCIATEURS D'UNE CATASTROPHE, TOUTES ZONES CONFONDUES .....   | 23 |
| FIGURE 30 - PG: SIGNES ANNONCIATEURS D'UN TSUNAMI.....  | 24 |
| FIGURE 31 - GG: SIGNES ANNONCIATEURS D'UN TSUNAMI .....   | 24 |
| FIGURE 32 - JACMEL: SIGNES ANNONCIATEURS D'UN TSUNAMI .....   | 24 |
| FIGURE 33 - ZONE RURALE: SIGNES ANNONCIATEURS D'UN TSUNAMI.....   | 25 |
| FIGURE 34 - ZONE URBAINE: SIGNES ANNONCIATEURS D'UN TSUNAMI .....   | 25 |
| FIGURE 35 - POSSIBILITE DE PREVENIR UNE CATASTROPHE .....   | 25 |
| FIGURE 36 - PG: ORIGINE DES CATASTROPHES .....  | 26 |
| FIGURE 37 - GG: ORIGINE DES CATASTROPHES.....   | 26 |
| FIGURE 38 - JACMEL: ORIGINE DES CATASTROPHES.....   | 27 |
| FIGURE 39 - ZONE RURALE: ORIGINE DES CATASTROPHES.....  | 27 |
| FIGURE 40 - ZONE URBAINE: ORIGINE DES CATASTROPHES .....  | 28 |
| FIGURE 41 - PG: ORIGINE DES TSUNAMIS.....   | 28 |
| FIGURE 42 - GG: ORIGINE DES TSUNAMIS.....   | 29 |
| FIGURE 43 - JACMEL: ORIGINE DES TSUNAMIS .....  | 29 |
| FIGURE 44 - ZONE RURALE: ORIGINE DES TSUNAMIS .....   | 30 |
| FIGURE 45 - ZONE URBAINE: ORIGINE DES TSUNAMIS.....   | 30 |
| FIGURE 46 - DANGER QUE REPRESENTE UNE CATASTROPHE SUR LA VIE DE LA PERSONNE (TOUTES ZONES CONFONDUES).....                  | 31 |
| FIGURE 47 - DANGER QUE REPRESENTE UNE CATASTROPHE SUR LA VIE DE LA FAMILLE ET SUR LES BIENS (TOUTES ZONES CONFONDUES) ..... | 31 |
| FIGURE 48 - GROUPES LES PLUS VULNERABLES DANS LA COMMUNAUTE, TOUTES ZONES CONFONDUES.....                                   | 31 |

|  |    |
|--|----|
| FIGURE 49 - PG: CAPACITE DE LA COMMUNAUTE A PREVENIR ET REpondRE AUX CATASTROPHES .....                    | 32 |
| FIGURE 50 - GG: CAPACITE DE LA COMMUNAUTE A PREVENIR ET REpondRE AUX CATASTROPHES .....                    | 32 |
| FIGURE 51 - JACMEL: CAPACITE DE LA COMMUNAUTE A PREVENIR ET REpondRE AUX CATASTROPHES .....                | 33 |
| FIGURE 52 - ZONE RURALE: CAPACITE DE LA COMMUNAUTE A PREVENIR ET REpondRE AUX CATASTROPHES .....           | 33 |
| FIGURE 53 - ZONE URBAINE: CAPACITE DE LA COMMUNAUTE A PREVENIR ET REpondRE AUX CATASTROPHES .....          | 33 |
| FIGURE 54 - PG: ACTEURS INTERVENANT DANS LA GESTION DES RISQUES .....                                      | 34 |
| FIGURE 55 - GG: ACTEURS INTERVENANT DANS LA GESTION DES RISQUES.....                                       | 34 |
| FIGURE 56 - JACMEL: ACTEURS INTERVENANT DANS LA GESTION DES RISQUES .....                                  | 35 |
| FIGURE 57 - ZONE RURALE: ACTEURS INTERVENANT DANS LA GESTION DES RISQUES .....                             | 35 |
| FIGURE 58 - ZONE URBAINE: ACTEURS INTERVENANT DANS LA GESTION DES RISQUES.....                             | 35 |
| FIGURE 60 - PG: CONNAISSANCE DU MANDAT BRIGADES D'INTERVENTION ET CLPC.....                                | 36 |
| FIGURE 61 - GG: CONNAISSANCE DU MANDAT BRIGADES D'INTERVENTION ET CLPC .....                               | 36 |
| FIGURE 59 - CONNAISSANCE MANDATS DPC ET CRH, TOUTES ZONES CONFONDUES .....                                 | 36 |
| FIGURE 62 - JACMEL: CONNAISSANCE DU MANDAT BRIGADES D'INTERVENTION ET CLPC.....                            | 37 |
| FIGURE 63 - ZONE RURALE: CONNAISSANCE DU MANDAT BRIGADES D'INTERVENTION ET CLPC.....                       | 37 |
| FIGURE 64 - ZONE URBAINE: CONNAISSANCE DU MANDAT BRIGADES D'INTERVENTION ET CLPC .....                     | 37 |
| FIGURE 65 - PG : DOMAINES D'INTERVENTION DES BRIGADES D'INTERVENTION ET DES CLPC.....                      | 38 |
| FIGURE 66 - GG : DOMAINES D'INTERVENTION DES BRIGADES D'INTERVENTION ET DES CLPC .....                     | 38 |
| FIGURE 67 - JACMEL: DOMAINES D'INTERVENTION DES BRIGADES D'INTERVENTION ET DES CLPC.....                   | 39 |
| FIGURE 68 - ZONE RURALE: DOMAINES D'INTERVENTION DES BRIGADES D'INTERVENTION ET DES CLPC.....              | 39 |
| FIGURE 69 - ZONE URBAINE: DOMAINES D'INTERVENTION DES BRIGADES D'INTERVENTION ET DES CLPC .....            | 40 |
| FIGURE 70 - PG: CONNAISSANCE DU PLAN DE CONTINGENCE ET D'EVACUATION.....                                   | 40 |
| FIGURE 71 - GG: CONNAISSANCE DU PLAN DE CONTINGENCE ET D'EVACUATION .....                                  | 41 |
| FIGURE 72 - JACMEL: CONNAISSANCE DU PLAN DE CONTINGENCE ET D'EVACUATION .....                              | 41 |
| FIGURE 73 - ZONE RURALE - PG: CONNAISSANCE DU PLAN DE CONTINGENCE ET D'EVACUATION.....                     | 42 |
| FIGURE 74 - ZONE URBAINE: CONNAISSANCE DU PLAN DE CONTINGENCE ET D'EVACUATION .....                        | 42 |
| FIGURE 75 - ELEMENTS QUI COMPOSENT LE PLAN D'EVACUATION, TOUTES ZONES CONFONDUES.....                      | 43 |
| FIGURE 76 - SOUVENIR D'UNE POLITIQUE PUBLIQUE LIEE A LA GESTION DES RISQUES, TOUTES ZONES CONFONDUES ..... | 43 |
| FIGURE 77 - CONNAISSANCE DU SYSTEME D'ALERTE PRECOCE, TOUTES ZONES CONFONDUES .....                        | 43 |
| FIGURE 78 - CONNAISSANCE DES CODES D'ALERTE, TOUTES ZONES CONFONDUES .....                                 | 44 |
| FIGURE 79 .....  | 44 |
| FIGURE 80 .....  | 45 |
| FIGURE 81 .....  | 46 |
| FIGURE 82 .....  | 47 |
| FIGURE 83 .....  | 48 |
| FIGURE 84 .....  | 49 |
| FIGURE 86 .....  | 50 |
| FIGURE 85 .....  | 50 |
| FIGURE 87 .....  | 51 |
| FIGURE 88 .....  | 52 |
| FIGURE 89 .....  | 53 |
| FIGURE 90 .....  | 54 |
| FIGURE 92 .....  | 55 |
| FIGURE 91 .....  | 55 |
| FIGURE 93 .....  | 55 |
| FIGURE 94 .....  | 56 |
| FIGURE 95 .....  | 56 |
| FIGURE 96 .....  | 56 |
| FIGURE 97 .....  | 57 |

|   |    |
|---|----|
| FIGURE 98 .....   | 58 |
| FIGURE 99 .....   | 59 |
| FIGURE 100 .....  | 60 |
| FIGURE 101 .....  | 61 |
| FIGURE 102 .....  | 62 |
| FIGURE 103 .....  | 63 |
| FIGURE 104 .....  | 64 |
| FIGURE 105 .....  | 64 |
| FIGURE 106 .....  | 65 |
| FIGURE 107 - PG: QUI DIRIGE L'EVACUATION.....   | 66 |
| FIGURE 108 - GG: QUI DIRIGE L'EVACUATION .....  | 66 |
| FIGURE 109 - JACMEL: QUI DIRIGE L'EVACUATION.....   | 67 |
| FIGURE 110 - ZONE RURALE: QUI DIRIGE L'EVACUATION.....  | 67 |
| FIGURE 111 - ZONE URBAINE: QUI DIRIGE L'EVACUATION .....  | 67 |
| FIGURE 112 - ACTION SUITE A LA DERNIERE CATASTROPHE, TOUTES ZONES CONFONDUES.....                                     | 68 |
| FIGURE 113 - PG: QUI DIRIGE L'EVACUATION DANS LA FAMILLE .....  | 68 |
| FIGURE 114 - GG: QUI DIRIGE L'EVACUATION DANS LA FAMILLE .....  | 69 |
| FIGURE 115 - JACMEL: QUI DIRIGE L'EVACUATION DANS LA FAMILLE .....  | 69 |
| FIGURE 116 - ZONE RURALE: QUI DIRIGE L'EVACUATION DANS LA FAMILLE .....   | 70 |
| FIGURE 117 - ZONE URBAINE: QUI DIRIGE L'EVACUATION DANS LA FAMILLE .....  | 70 |
| FIGURE 118 - RESPECT DES DROITS DES FEMMES LORS DE LA PREPARATION AUX URGENCES, TOUTES ZONES CONFONDUES .....         | 70 |
| FIGURE 119 - PARTICIPATION DES FEMMES A LA PREPARATION AUX URGENCES, TOUTES ZONES CONFONDUES .....                    | 71 |
| FIGURE 120 - QUI PREND LES DEVANTS EN CAS D'EVACUATION, TOUTES ZONES CONFONDUES .....                                 | 71 |
| FIGURE 121 - PRISE EN COMPTE DES BESOINS DES FEMMES ET DES ENFANTS PAR L'AIDE HUMANITAIRE LORS DE L'URGENCE .....     | 71 |
| FIGURE 122 - PARTICIPATION DES FEMMES A L'ELABORATION DES PLANS D'URGENCE/D'EVACUATION, TOUTES ZONES CONFONDUES.....  | 72 |
| FIGURE 124 - EVITER DES PRATIQUES QUI AUGMENTENT LES EFFETS DES CATASTROPHES NATURELLES, TOUTES ZONES CONFONDUES..... | 72 |
| FIGURE 123 - RECEPTION DES MESSAGES D'ALERTE DANS LA COMMUNAUTE, TOUTES ZONES CONFONDUES.....                         | 72 |
| FIGURE 125 - PG: ACTIONS INDIVIDUELLES POUR LIMITER LES DOMMAGES DES CATASTROPHES NATURELLES .....                    | 73 |
| FIGURE 126 - GG: ACTIONS INDIVIDUELLES POUR LIMITER LES DOMMAGES DES CATASTROPHES NATURELLES.....                     | 73 |
| FIGURE 127 - JACMEL: ACTIONS INDIVIDUELLES POUR LIMITER LES DOMMAGES DES CATASTROPHES NATURELLES .....                | 74 |
| FIGURE 128 - ZONE RURALE: ACTIONS INDIVIDUELLES POUR LIMITER LES DOMMAGES DES CATASTROPHES NATURELLES .....           | 74 |
| FIGURE 129 - ZONE URBAINE: ACTIONS INDIVIDUELLES POUR LIMITER LES DOMMAGES DES CATASTROPHES NATURELLES.....           | 75 |

## Références bibliographiques

### Documents internes Welthungerhilfe

- Document stratégique Welthungerhilfe 2010-2014.
- Document du projet *Disaster Risk Reduction in Haiti: Enhancing disaster preparedness and awareness capacities in three multi-risks exposed communities*

### Documents externes

- Rapport mondial « Réduction des Risques de Désastres, Un défi pour le développement », Programme des Nations Unies pour le Développement, 2004.
- *World Risk Report*, 2011.
- *Disaster Risk Management in Latin America and the Caribbean Region: GFDRR Country Notes, Global Facility for Disaster Reduction and Recovery/World Bank.*
- Rapport final enquête sur les Connaissances, Attitudes et Pratiques en gestion des risques et des catastrophes, OXFAM, Haïti, avril 2007.

### Sites Internet :

- Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques français (INSEE)  
<http://www.insee.fr/fr/>
- **UNISDR** (*United Nations International Strategy for Disaster Reduction*)  
Terminologie pour la prévention des risques de catastrophe  
[http://www.unisdr.org/files/7817\\_UNISDRTerminologyFrench.pdf](http://www.unisdr.org/files/7817_UNISDRTerminologyFrench.pdf)
- Site officiel du SNGRD  
<http://protectioncivilehaiti.net/DPC.htm>
- *The Fund for Peace*  
<http://www.fundforpeace.org/global/>

## Annexe I - Questionnaire d'enquête (version française)

### Questionnaire d'enquête sur les Connaissances, Attitudes et Pratiques des populations quant aux systèmes de gestion des risques de catastrophes naturelles

#### 0000. INFORMATIONS GÉNÉRALES

|       |  |
|-------|--|
| Q0001 | Nom de l'enquêteur :                             |
| Q0002 | Commune :  |
| Q0003 | Section communale :                              |
| Q0004 | Localité/habitation (rayer la mention inutile) : |
| Q0005 | Numéro du ménage : [ _   _ ] (Choix de 1 à XX)   |

|       | Date de la visite        | Jour      | Mois      | Début de l'entrevue<br>HH : MM | Fin de l'entrevue<br>HH :MM | Résultat |
|-------|--------------------------|-----------|-----------|--------------------------------|-----------------------------|----------|
| Q0006 | 1 <sup>ière</sup> visite | [ _   _ ] | [ _   _ ] | [ _   _ ] : [ _   _ ]          | [ _   _ ] : [ _   _ ]       |          |
| Q0007 | 2 <sup>ième</sup> visite | [ _   _ ] | [ _   _ ] | [ _   _ ] : [ _   _ ]          | [ _   _ ] : [ _   _ ]       |          |

#### Code résultat :

Questionnaire complété = 1

Questionnaire incomplet = 2

#### 0100. SAISIE DES DONNÉES

|       |   |
|-------|---|
| Q0008 | Code du questionnaire : [ _   _   _   _   _   _   _   _   _   _ ] |
| Q0009 | Nom de l'opérateur de saisie :                                    |
| Q0010 | Date de saisie de données : ____ / ____ / 2011                    |

## 0200. RECUEIL DE CONSENTEMENT

« Bonjour ! Je m'appelle \_\_\_\_\_, Je travaille comme enquêteur. Puis-je parler à la personne de référence du ménage?

**SI PERSONNE N'A 18 ANS OU PLUS, IL N'Y A PERSONNE D'ÉLIGIBLE POUR L'ENTREVUE.**

Je mène une enquête auprès des ménages de la commune de \_\_\_\_\_. D'autres équipes font le même travail ailleurs avec d'autres ménages dans d'autres communes.

L'enquête dure environ 60 minutes. Je souhaiterais vous poser des questions sur :

- Divers sujets liés aux risques de catastrophes naturelles (inondations, tremblements de terre, etc.)
- La composition de votre ménage pour obtenir un portrait général des répondants.

Votre participation est importante pour nous. Les informations seront utilisées pour voir comment nous pouvons améliorer les systèmes de gestion des risques de catastrophes naturelles.

Les informations que vous donnez sont **confidentielles** et ne seront utilisées que dans le cadre de cette enquête.

Votre participation est **volontaire** et vous pouvez changer d'idée même après le début de l'enquête. Vous êtes libre de refuser de répondre à des questions.

Avez-vous des questions à me poser avant de commencer?

C'est une entrevue auprès du ménage donc j'aimerais poser les questions en privé. »

***Note à l'enquêteur: Pour toutes les sections suivantes, poser la question selon les indications fournies et laissez répondre l'enquêté. Remplir le questionnaire en encerclant les réponses données, et en précisant les réponses fournies sous « Autre » s'il y a lieu. Répéter plusieurs fois la question si besoin.***

## 0300. CARACTÉRISTIQUES SOCIODÉMOGRAPHIQUES

***« Je vais commencer par vous poser certaines questions sur votre ménage. Je vous rappelle que ces informations sont confidentielles et ne seront utilisées que pour les besoins de l'enquête.»***

|       |  |          |
|-------|--|----------|
| Q0301 | Au total, combien de personnes vivent dans ce ménage?    | Nombre : |
| Q0302 | Combien y a-t-il d'hommes de plus de 15 ans?             | Nombre : |
| Q0303 | Combien y a-t-il de femmes de plus de 15 ans?            | Nombre : |
| Q0304 | Combien y a-t-il de personnes de moins de 15 ans dans le | Nombre : |

|       |  |          |
|-------|--|----------|
|       | ménage?  |          |
| Q0305 | Parmi ces enfants, combien y en a-t-il de moins de 5 ans?  | Nombre : |
| Q0306 | Combien de personnes dans le ménage savent lire et écrire? | Nombre : |

**Vérifier si le calcul est bon en résumant le nombre et le type de personnes vivant dans le ménage.**

|       |   |   |                 |                      |               |                                 |
|-------|---|---|-----------------|----------------------|---------------|---------------------------------|
| Q0307 | Sexe du répondant<br><b>(NE PAS POSER LA QUESTION)</b>  | 1. Homme  | 2. Femme        |                      |               |                                 |
| Q0308 | Pouvez-vous me dire quel âge vous avez?   | 1. 18-24 ans  | 5. 40-44 ans    |                      |               |                                 |
|       |   | 2. 25-29 ans  | 6. 45-49 ans    |                      |               |                                 |
|       |   | 3. 30-34 ans  | 7. 50 ans et +  |                      |               |                                 |
|       |   | 4. 35-39 ans  | 88. Ne sait pas |                      |               |                                 |
|       | Pouvez-vous me dire l'âge de la personne de référence du ménage?<br><b>(Si ce n'est pas la personne enquêtée)</b> | 1. 18-24 ans  | 5. 40-44 ans    |                      |               |                                 |
|       |   | 2. 25-29 ans  | 6. 45-49 ans    |                      |               |                                 |
|       |   | 3. 30-34 ans  | 7. 50 ans et +  |                      |               |                                 |
|       |   | 4. 35-39 ans  | 88. Ne sait pas |                      |               |                                 |
| Q0309 | Quel est votre statut marital?  | 1. Célibataire                                      | 2. Marié        | 3. Séparé ou Divorcé | 4. Veuf/veuve | 5. Cohabitation (union de fait) |
| Q0310 | Quel est votre niveau scolaire?   | 1. Aucun  |                 |                      |               |                                 |
|       |   | 2. Études primaires                                 |                 |                      |               |                                 |
|       |   | 3. Études secondaires                               |                 |                      |               |                                 |
|       |   | 4. Université / Diplôme d'État / Études supérieures |                 |                      |               |                                 |
|       |   | 5. Études techniques                                |                 |                      |               |                                 |
|       |   | 9. Autre, préciser : _____                          |                 |                      |               |                                 |
| Q0311 | Quelle est votre occupation actuelle?   | 1. Travail salarié                                  |                 |                      |               |                                 |
|       |   | 2. Agriculture/élevage/pêche                        |                 |                      |               |                                 |
|       |   | 3. Commerçant                                       |                 |                      |               |                                 |
|       |   | 4. Journalier, petits métiers                       |                 |                      |               |                                 |
|       |   | 5. Artisanat  |                 |                      |               |                                 |

|  |  |   |
|--|--|---|
|  |  | 6. Petit commerce (vendeur sur la rue, au marché, etc.) |
|  |  | 7. Pas de travail                                       |
|  |  | 9. Autre, préciser :                                    |

**0400. CONNAISSANCES DES RISQUES DE CATASTROPHES NATURELLES ET DES SYSTEMES DE GESTION DES RISQUES**

*« Je vais maintenant vous poser certaines questions sur les catastrophes naturelles ».*

|                      |  |   |  |
|----------------------|--|---|--|
| Q0401                | <p>Quels sont les principaux dangers ou risques pouvant causer des dommages ou des souffrances à votre vie, à votre famille ou à vos biens?</p> <p><b>NE PAS LIRE LES REPONSES POSSIBLES, ET NOTER DANS QUEL ORDRE LE REpondant A DONNE LES DIFFERENTS ITEMS (a, b, c, etc.)</b></p> | 1. Inondations  |  |
|                      |  | 2. Sécheresse   |  |
|                      |  | 3. Glissement de terrain  |  |
|                      |  | 4. Tremblement de terre   |  |
|                      |  | 5. Tsunami  |  |
|                      |  | 6. Les événements météorologiques: tempêtes tropicales, ouragans. |  |
|                      |  | 7. Incendies  |  |
|                      |  | 8. Délinquance/insécurité   |  |
|                      |  | 9. Autre, préciser  |  |
|                      |  | 10. Accidents   |  |
| 11. Perte de travail |  |   |  |
| 88. Ne sait pas      |  |   |  |
| 99. Pas de réponse   |  |   |  |
| Q0402                | <p>Pourquoi les catastrophes naturelles se produisent-elles?</p> <p><b>NE PAS LIRE LES REPONSES POSSIBLES</b></p>  | 1. C'est un phénomène naturel                                     |  |
|                      |  | 2. En raison de l'action de l'homme                               |  |
|                      |  | 3. A cause du changement climatique                               |  |
|                      |  | 4. Origine Divine   |  |
|                      |  | 9. Autre, préciser  |  |
| 88. Ne sait pas      |  |   |  |
| Q0403                | <p>En cas de catastrophe naturelle (quelle qu'elle soit) estimez vous que votre vie est en danger?</p> <p><b>LIRE LES DIFFERENTES PROPOSITIONS DE</b></p>  | 1. Pas du tout  |  |
|                      |  | 2. Beaucoup   |  |
|                      |  | 3. Un peu   |  |

|      |  |                                     |  |
|------|--|-------------------------------------|--|
|      | <b>REPONSE</b>   | 88. Ne sait pas                     |  |
| Q404 | Comment estimez-vous le niveau de dangerosité pour votre famille?<br><b>LIRE LES DIFFERENTES PROPOSITIONS DE REPONSE</b>   | 1. Inexistant                       |  |
|      |  | 2. Faible                           |  |
|      |  | 3. Élevé                            |  |
|      |  | 4. Très élevé                       |  |
|      |  | 88. Ne sait pas                     |  |
| Q405 | Comment estimez-vous le niveau de dangerosité pour vos biens (propriété, maison, bétail, etc.)?<br><b>LIRE LES DIFFERENTES PROPOSITIONS DE REPONSE</b>   | 5. Inexistant                       |  |
|      |  | 6. Faible                           |  |
|      |  | 7. Élevé                            |  |
|      |  | 8. Très élevé                       |  |
|      |  | 88. Ne sait pas                     |  |
| Q406 | Qui, dans la communauté, est le plus susceptible de souffrir d'une catastrophe? (plusieurs réponses possibles)<br><b>NE PAS LIRE LES PROPOSITIONS ET NOTER DANS QUEL ORDRE LE REPONDANT A DONNE LES DIFFERENTS ITEMS (a, b, c, etc.)</b> | 1. Tout le monde dans la communauté |  |
|      |  | 2. Les femmes                       |  |
|      |  | 3. Les enfants                      |  |
|      |  | 4. Les personnes âgées              |  |
|      |  | 5. Les personnes handicapées        |  |
|      |  | 6. Personne dans la communauté      |  |
|      |  | 9. Autre, préciser                  |  |
|      |  | 88. Ne sait pas                     |  |
|      |  |                                     |  |
| Q407 | Pensez-vous qu'il est possible de prévenir les catastrophes?<br><b>LIRE LES DIFFERENTES PROPOSITIONS DE REPONSE</b>  | 1. Oui                              |  |
|      |  | 2. Non                              |  |
|      |  | 88. Ne sait pas                     |  |
| Q408 | Pensez-vous que la communauté a la capacité de prévenir les catastrophes qui affectent la communauté?<br><b>LIRE LES DIFFERENTES PROPOSITIONS DE REPONSE</b>   | 1. Oui                              |  |
|      |  | 2. Non                              |  |
|      |  | 88. Ne sait pas                     |  |
| Q409 | Pensez-vous que la communauté a les capacités de répondre à des catastrophes locales?<br><b>LIRE LES DIFFERENTES PROPOSITIONS DE REPONSE</b>   | 1. Oui                              |  |
|      |  | 2. Non                              |  |
|      |  | 88. Ne sait pas                     |  |

|      |  |  |  |
|------|--|--|--|
| Q410 | Quels sont les signes qui pourraient annoncer l'arrivée d'une catastrophe ou mettre en alerte la communauté?<br><b>NE PAS LIRE LES PROPOSITIONS ET NOTER DANS QUEL ORDRE LE REpondant A DONNE LES DIFFERENTS ITEMS (a, b, c, etc.)</b> | 1. Des changements dans la nature                                  |  |
|      |  | 2. Des changements dans le comportement animal                     |  |
|      |  | 3. Les systèmes d'alerte précoce dans la communauté                |  |
|      |  | 4. Annonces faites par les autorités                               |  |
|      |  | 5. Prédications de quelqu'un dans la communauté                    |  |
|      |  | 6. Des rumeurs dans la communauté                                  |  |
|      |  | 9. Autre, préciser   |  |
|      | 88. Ne sait pas  |  |  |
| Q411 | Connaissez-vous le plan de contingence de votre commune/habitation/localité?<br><b>LIRE LES DIFFERENTES PROPOSITIONS DE REPONSE</b>  | 1. Oui   |  |
|      |  | 2. Non   |  |
|      | 88. Ne sait pas  |  |  |
| Q412 | Connaissez-vous le plan d'évacuation de votre commune/habitation/localité?<br><b>LIRE LES DIFFERENTES PROPOSITIONS DE REPONSE</b>  | 1. Oui   |  |
|      |  | 2. Non   |  |
|      | 88. Ne sait pas  |  |  |
| Q413 | Quels sont les éléments qui constituent un plan d'évacuation?<br><b>NE PAS LIRE LES PROPOSITIONS ET NOTER DANS QUEL ORDRE LE REpondant A DONNE LES DIFFERENTS ITEMS (a, b, c, etc.)</b>  | 1. Comité d'évacuation   |  |
|      |  | 2. Diagnostique des menaces  |  |
|      |  | 3. Identification et évaluation des risques                        |  |
|      |  | 4. Ressources et capacités disponibles                             |  |
|      |  | 5. Système d'alerte précoce  |  |
|      |  | 6. Organisation et préparation de la brigade d'intervention rapide |  |
|      |  | 7. Les itinéraires d'évacuation                                    |  |
|      |  | 8. Localisation de la zone sûre                                    |  |
|      |  | 9. Autre, préciser   |  |
|      | 88. Ne sait pas  |  |  |
| Q414 | Connaissez-vous qui intervient dans le domaine de la gestion des risques de catastrophes   | 1. La DPC  |  |
|      |  | 2. La CR haïtienne   |  |

|      |   |  |
|------|---|--|
|      | naturelles (prévention, secours, etc.) dans votre commune/habitation/localité ?<br><b>NE PAS LIRE LES PROPOSITIONS</b>  | 3. Associations locales<br>9. Autres, préciser<br><br>88. Ne sait pas  |
| Q415 | Connaissez-vous le rôle/mandat de la DPC et de la croix rouge haïtienne ?<br><b>NE PAS LIRE LES PROPOSITIONS</b>  | 1. Oui<br>2. Non<br>3. Approximativement<br>88. Ne sait pas  |
| Q416 | Est-ce que vous vous souvenez d'une politique publique mise en œuvre dans le cadre de la gestion des risques de catastrophe naturelle ayant eu un impact dans votre commune?<br><b>NE PAS LIRE LES PROPOSITIONS</b> | 1. Oui<br>2. Non<br>3. Approximativement<br><br>88. Ne sait pas  |
| Q417 | Quel est votre niveau de connaissance du système d'alerte précoce?<br><b>LIRE LES PROPOSITIONS</b>  | 1. Nul<br>2. Faible<br>3. Moyen<br>4. Élevé  |
| Q418 | D'après vous, quel est le niveau de connaissance de la communauté du système d'alerte précoce?<br><b>LIRE LES PROPOSITIONS</b>  | 1. Nul<br>2. Faible<br>3. Moyen<br>4. Élevé  |
| Q419 | Connaissez-vous le rôle et les fonctions des équipes de secours locales/brigades d'intervention rapide?<br><b>NE PAS LIRE LES PROPOSITIONS</b>  | 1. Oui<br>2. Non<br><br>88. Ne sait pas  |
| Q420 | Connaissez-vous le rôle et les fonctions des équipes de Comité Local de Protection Civile (CLPC)?<br><b>NE PAS LIRE LES PROPOSITIONS</b>  | 1. Oui<br>2. Non<br><br>88. Ne sait pas  |
| Q421 | Mentionnez dans quels domaines interviennent les équipes de secours locales et les Comités Locaux de Protection Civile ?<br><b>LIRE LES PROPOSITIONS (plusieurs réponses possibles)</b>                             | 1. Simulation<br>2. Système d'Alerte Précoce<br>3. Utilisation d'équipement de secours<br>4. Recherche<br>5. Sauvetage |

|      |  |                      |
|------|--|----------------------|
|      |  | 6. Premiers soins    |
|      |  | 7. Évacuation        |
|      |  | 8. Gestion des Abris |
|      |  | 9. Autre, préciser   |
|      |  | 10. Communication    |
|      |  | 88. Ne sait pas      |
| Q422 | Connaissez-vous les codes d'alerte en cas de catastrophe ? <b>NE PAS LIRE LES PROPOSITIONS</b> | 1. Oui               |
|      |  | 2. Non               |
|      |  | 88. Ne sait pas      |

**0500. ATTITUDES VIS À VIS DES RISQUES DE CATASTROPHES NATURELLES ET DES SYSTEMES DE GESTION DES RISQUES**

*« Je vais maintenant faire certaines propositions. Pour chacune d'entre elles, vous devrez me dire si vous êtes totalement d'accord, partiellement d'accord, indifférent, si vous êtes en désaccord partiel ou en total désaccord ».*

|      |  |                      |
|------|--|----------------------|
| Q501 | Avoir un plan d'évacuation me donne confiance en cas de catastrophe naturelle.               | 1. Accord total      |
|      |  | 2. Accord partiel    |
|      |  | 3. Indifférent       |
|      |  | 4. Désaccord partiel |
|      |  | 5. Total désaccord   |
| Q502 | Les opérations d'évacuation gérées par la Protection Civile me donnent confiance.            | 1. Accord total      |
|      |  | 2. Accord partiel    |
|      |  | 3. Indifférent       |
|      |  | 4. Désaccord partiel |
|      |  | 5. Total désaccord   |
| Q503 | En cas de catastrophe, je ne m'inquiète pas, c'est toujours la même chose, rien ne se passe. | 1. Accord total      |
|      |  | 2. Accord partiel    |
|      |  | 3. Indifférent       |
|      |  | 4. Désaccord partiel |

|      |   |                      |
|------|---|----------------------|
|      |   | 5. Total désaccord   |
| Q504 | Je n'aime pas à évacuer lorsqu'il y a des avertissements dans ma commune/localité/habitation.               | 1. Accord total      |
|      |   | 2. Accord partiel    |
|      |   | 3. Indifférent       |
|      |   | 4. Désaccord partiel |
|      |   | 5. Total désaccord   |
| Q505 | Avoir un système d'alerte précoce me tranquillise/tranquilliserait face aux menaces.                        | 1. Accord total      |
|      |   | 2. Accord partiel    |
|      |   | 3. Indifférent       |
|      |   | 4. Désaccord partiel |
|      |   | 5. Total désaccord   |
| Q506 | Les informations par Radio/TV sont moins fiables que celles de ma communauté.                               | 1. Accord total      |
|      |   | 2. Accord partiel    |
|      |   | 3. Indifférent       |
|      |   | 4. Désaccord partiel |
|      |   | 5. Total désaccord   |
| Q507 | Dans ma famille, nous avons peur parce que nous ne savons pas quoi faire au moment d'une catastrophe.       | 1. Accord total      |
|      |   | 2. Accord partiel    |
|      |   | 3. Indifférent       |
|      |   | 4. Désaccord partiel |
|      |   | 5. Total désaccord   |
| Q508 | Les simulacres et simulations d'évacuation en cas de catastrophes naturelles sont une perte de temps.       | 1. Accord total      |
|      |   | 2. Accord partiel    |
|      |   | 3. Indifférent       |
|      |   | 4. Désaccord partiel |
|      |   | 5. Total désaccord   |
| Q509 | Il est nécessaire que les femmes participent à l'élaboration, la mise en œuvre du plan d'évacuation.        | 1. Accord total      |
|      |   | 2. Accord partiel    |
|      |   | 3. Indifférent       |
|      |   | 4. Désaccord partiel |
|      |   | 5. Total désaccord   |
| Q510 | Il n'est pas nécessaire que les enfants participent à l'élaboration, la mise en œuvre du plan d'évacuation. | 1. Accord total      |
|      |   | 2. Accord partiel    |
|      |   | 3. Indifférent       |
|      |   | 4. Désaccord partiel |

|      |  |                      |
|------|--|----------------------|
|      |  | 5. Total désaccord   |
| Q511 | Je fais confiance aux messages diffusés à la radio sur les menaces de catastrophes naturelles.                                     | 1. Accord total      |
|      |  | 2. Accord partiel    |
|      |  | 3. Indifférent       |
|      |  | 4. Désaccord partiel |
|      |  | 5. Total désaccord   |
| Q512 | Je me sens/sentirais plus sûr si la DPC/CRH ou tout autre groupe formé nous dirigeait au moment de l'évacuation.                   | 1. Accord total      |
|      |  | 2. Accord partiel    |
|      |  | 3. Indifférent       |
|      |  | 4. Désaccord partiel |
|      |  | 5. Total désaccord   |
| Q513 | Je me sens/sentirais plus sûr si le CASEC/ASEC ou d'autres représentant de la communauté nous dirigeait au moment de l'évacuation. | 1. Accord total      |
|      |  | 2. Accord partiel    |
|      |  | 3. Indifférent       |
|      |  | 4. Désaccord partiel |
|      |  | 5. Total désaccord   |
| Q514 | Le système d'alerte précoce mis en place par l'État me donne confiance.  | 1. Accord total      |
|      |  | 2. Accord partiel    |
|      |  | 3. Indifférent       |
|      |  | 4. Désaccord partiel |
|      |  | 5. Total désaccord   |
| Q515 | Le système d'alerte précoce traditionnel mis en place par la communauté me donne confiance.  | 1. Accord total      |
|      |  | 2. Accord partiel    |
|      |  | 3. Indifférent       |
|      |  | 4. Désaccord partiel |
|      |  | 5. Total désaccord   |
| Q516 | Je pense que je suis responsable des dégâts causés par certaines catastrophes naturelles.  | 1. Accord total      |
|      |  | 2. Accord partiel    |
|      |  | 3. Indifférent       |
|      |  | 4. Désaccord partiel |
|      |  | 5. Total désaccord   |
| Q517 | Souvent les dégâts personnels subis en cas de catastrophes naturelles dépendent des mes erreurs.                                   | 1. Accord total      |
|      |  | 2. Accord partiel    |
|      |  | 3. Indifférent       |
|      |  | 4. Désaccord partiel |

|      |  |                      |
|------|--|----------------------|
|      |  | 5. Total désaccord   |
| Q518 | Au cours des dernières catastrophes j'ai compris que je peux faire beaucoup pour réduire mes pertes.                         | 1. Accord total      |
|      |  | 2. Accord partiel    |
|      |  | 3. Indifférent       |
|      |  | 4. Désaccord partiel |
|      |  | 5. Total désaccord   |
| Q519 | La participation des femmes dans des brigades d'intervention me donne confiance.   | 1. Accord total      |
|      |  | 2. Accord partiel    |
|      |  | 3. Indifférent       |
|      |  | 4. Désaccord partiel |
|      |  | 5. Total désaccord   |
| Q520 | Un message d'alerte provenant d'une autorité religieuse est plus sérieux qu'un message provenant de la radio/DPC/CASEC/ASEC. | 1. Accord total      |
|      |  | 2. Accord partiel    |
|      |  | 3. Indifférent       |
|      |  | 4. Désaccord partiel |
|      |  | 5. Total désaccord   |
| Q521 | Je ne tiens pas à faire ou à participer à des plans d'urgence, car rien ne se passe.   | 1. Accord total      |
|      |  | 2. Accord partiel    |
|      |  | 3. Indifférent       |
|      |  | 4. Désaccord partiel |
|      |  | 5. Total désaccord   |

## 0600. PRATIQUES VIS À VIS DES RISQUES DE CATASTROPHES NATURELLES ET DES SYSTEMES DE GESTION DES RISQUES

« Je vais maintenant revenir à des questions à choix multiples. »

|      |   |  |  |
|------|---|--|--|
| Q601 | Mentionnez qui dirige l'évacuation (plusieurs réponses possible)<br><b>LIRE LES PROPOSITIONS ET NOTER DANS QUEL ORDRE LE REpondant A DONNE LES DIFFERENTS ITEMS (a, b, c, etc.)</b> | 1. Comité d'évacuation                               |  |
|      |   | 2. Les CASEC/ASEC/Mairie                             |  |
|      |   | 3. Les représentants religieux                       |  |
|      |   | 4. La DPC/CRH  |  |
|      |   | 5. Le chef de ménage/personne de référence du ménage |  |
|      |   | 6. Les organisations/associations locales            |  |
|      |   | 7. Les organisations internationales                 |  |

|      |   |  |  |
|------|---|--|--|
|      |   | 9. Autre, préciser   |  |
|      |   | 88. Ne sait pas  |  |
| Q602 | Qu'est-ce que vous avez fait immédiatement après l'impact de la dernière catastrophe naturelle?<br><b>NE PAS LIRE LES PROPOSITIONS ET NOTER DANS QUEL ORDRE LE REpondant A DONNE LES DIFFERENTS ITEMS (a, b, c, etc.)</b> | 1. Est allé appeler les autorités                            |  |
|      |   | 2. S'est rendu dans des zones de sécurité préétablies        |  |
|      |   | 3. A aidé les familles les plus vulnérables de la communauté |  |
|      |   | 4. A surveillé ses biens les plus importants (contre le vol) |  |
|      |   | 5. N'a rien fait   |  |
|      |   | 9. Autre, préciser   |  |
|      |   | 88. Ne sait pas  |  |
| Q603 | Qui, dans la famille, dirige l'évacuation?<br><b>NE PAS LIRE LES PROPOSITIONS ET NOTER DANS QUEL ORDRE LE REpondant A DONNE LES DIFFERENTS ITEMS (a, b, c, etc.)</b>  | 1. Père  |  |
|      |   | 2. Mère  |  |
|      |   | 3. Les personnes les plus âgées                              |  |
|      |   | 4. Grand-père  |  |
|      |   | 5. Grand-mère  |  |
|      |   | 6. Tout le monde   |  |
|      |   | 7. Personne  |  |
|      |   | 9. Autre, préciser   |  |
|      |   | 88. Ne sait pas  |  |
| Q604 | Au moment de l'urgence, les droits des femmes sont respectés de manière :<br><b>LIRE LES PROPOSITIONS</b>   | 1. Nulle   |  |
|      |   | 2. Faible  |  |
|      |   | 3. Moyenne   |  |
|      |   | 4. Haute   |  |
|      |   | 88. Ne sait pas  |  |
| Q605 | Au moment de la préparation aux urgences, la participation des femmes est :<br><b>LIRE LES PROPOSITIONS</b>   | 1. Nulle   |  |
|      |   | 2. Faible  |  |
|      |   | 3. Moyenne   |  |

|      |   |   |
|------|---|---|
|      |   | 4. Importante   |
|      |   | 5. Très importante  |
|      |   | 88. Ne sait pas   |
| Q606 | Qui prend les devants en cas d'évacuation, les hommes ou les femmes?<br><b>LIRE LES PROPOSITIONS</b>                              | 1. Les femmes   |
|      |   | 2. Les hommes   |
|      |   | 3. Les deux sexes   |
|      |   | 99. Pas de réponse  |
|      |   | 88. Ne sait pas   |
| Q607 | Au moment de l'urgence, l'aide humanitaire prend en compte les besoins des femmes et des enfants:<br><b>LIRE LES PROPOSITIONS</b> | 1. Pas du tout  |
|      |   | 2. Un peu   |
|      |   | 3. Beaucoup   |
|      |   | 99. Pas de réponse  |
|      |   | 88. Ne sait pas   |
| Q608 | Les femmes participent-elles à la formulation de plans d'urgence/ d'évacuation?<br><b>LIRE LES PROPOSITIONS</b>                   | 1. Oui  |
|      |   | 2. Non  |
|      |   | 99. Pas de réponse  |
|      |   | 88. Ne sait pas   |
| Q609 | Est-ce que toute la communauté reçoit des messages d'alerte?<br><b>LIRE LES PROPOSITIONS</b>                                      | 1. Oui  |
|      |   | 2. Non  |
|      |   | 99. Pas de réponse  |
|      |   | 88. Ne sait pas   |
| Q610 | J'évite des pratiques qui augmentent les effets des catastrophes naturelles.<br><b>LIRE LES PROPOSITIONS</b>                      | 3. Oui  |
|      |   | 4. Non  |
|      |   | 99. Pas de réponse  |
|      |   | 88. Ne sait pas   |
| Q611 | Qu'est ce que vous faites pour limiter les dommages des catastrophes naturelles dans le futur ?<br><b>LIRE LES PROPOSITIONS</b>   | 1. J'ai changé/je vais changer mes habitudes  |
|      |   | 2. Je ne peux rien faire  |
|      |   | 3. J'ai confiance en dieu qui me protège  |
|      |   | 4. Je vais m'impliquer plus dans les activités de prévention, sensibilisation menées par la DPC |
|      |   | 9. Autre, préciser  |
|      |   | 99. Pas de réponse  |
|      |   | 88. Ne sait pas   |

**Note à l'enquêteur: si le questionnaire est administré dans une partie non côtière, passer directement à la section suivante (fin de l'entrevue).**

**0700. CONNAISSANCES, ATTITUDES ET PRATIQUES VIS À VIS DES RISQUES ET DES SYSTEMES DE GESTION DES RISQUES DE TSUNAMI**

**« Je vais maintenant vous poser des questions sur le risque de tsunami. »**

|      |   |  |
|------|---|--|
| Q701 | Savez-vous ce qu'est un tsunami?<br><b>LIRE LES PROPOSITIONS DE REPONSE</b>   | 1. Oui   |
|      |   | 2. Non   |
|      |   | 88. Ne sait pas  |
| Q702 | Qu'est-ce qui est à l'origine d'un tsunami?<br><b>LIRE LES PROPOSITIONS DE REPONSE</b>  | 1. Origine divine                                      |
|      |   | 2. Tremblements de terre (sous-marins)                 |
|      |   | 3. Tremblements de terre (en surface)                  |
|      |   | 4. Glissements de terrain (sous-marins)                |
|      |   | 5. Glissements de terrain (en surface)                 |
|      |   | 6. De l'action de l'homme                              |
|      |   | 7. A cause du changement climatique                    |
|      |   | 8. Ils sont liés à la mauvaise gérance du gouvernement |
|      |   | 9. Autre, préciser                                     |
|      |   | 88. Ne sait pas  |
| Q703 | Considérez vous que votre commune/localité/habitation est exposée au risque de tsunami ?<br><b>LIRE LES PROPOSITIONS DE REPONSE</b> | 1. Oui   |
|      |   | 2. Non   |
|      |   | 3. Je ne sais pas ce qu'est un tsunami                 |
|      |   | 88. Ne sait pas  |
| Q704 | <b>Si oui</b> , quelle pourrait selon vous être la hauteur des vagues ?<br><b>LIRE LES PROPOSITIONS DE REPONSE</b>                  | 1. 0-1 m   |
|      |   | 2. 1-3 m   |
|      |   | 3. 3-5 m   |
|      |   | 4. 5-10 m  |
|      |   | 5. Plus de 10 m  |

|      |   |   |
|------|---|---|
|      |   | 88. Ne sait pas                                 |
| Q705 | D'après vous, quels sont les signes avant-coureurs d'un tsunami ?<br><b>NE PAS LIRE LES PROPOSITIONS ET NOTER DANS QUEL ORDRE LE REpondant A DONNE LES DIFFERENTS ITEMS (a, b, c, etc.)</b> | 1. Le vent qui souffle                          |
|      |   | 2. La mer qui se retire                         |
|      |   | 3. Un bruit particulier de la mer               |
|      |   | 4. Un tremblement de terre                      |
|      |   | 5. Des changements du comportement animal       |
|      |   | 6. Annonces par une autorité                    |
|      |   | 7. Prédications de quelqu'un dans la communauté |
|      |   | 8. Les rumeurs dans la communauté               |
|      |   | 9. Autre, préciser                              |
|      |   | 88. Ne sait pas                                 |
| Q706 | Je pense qu'il est possible d'évacuer avant l'arrivée d'un tsunami.<br><b>LIRE LES PROPOSITIONS</b>   | 1. Accord total                                 |
|      |   | 2. Accord partiel                               |
|      |   | 3. Indifférent                                  |
|      |   | 4. Désaccord partiel                            |
|      |   | 5. Total désaccord                              |
| Q707 | Un tsunami c'est trop destructeur. Il n'y a rien que je puisse faire pour me préparer.<br><b>LIRE LES PROPOSITIONS</b>  | 1. Accord total                                 |
|      |   | 2. Accord partiel                               |
|      |   | 3. Indifférent                                  |
|      |   | 4. Désaccord partiel                            |
|      |   | 5. Total désaccord                              |
| Q708 | Je pense que je serais capable de m'éloigner de la côte et d'atteindre un endroit sûr si un tsunami vient.<br><b>LIRE LES PROPOSITIONS</b>  | 1. Accord total                                 |
|      |   | 2. Accord partiel                               |
|      |   | 3. Indifférent                                  |
|      |   | 4. Désaccord partiel                            |
|      |   | 5. Total désaccord                              |
| Q709 | Une vague de tsunami de trois mètres n'est pas dangereuse.<br><b>LIRE LES PROPOSITIONS</b>  | 1. Accord total                                 |
|      |   | 2. Accord partiel                               |
|      |   | 3. Indifférent                                  |
|      |   | 4. Désaccord partiel                            |
|      |   | 5. Total désaccord                              |
| Q710 | S'il y a un tsunami, je peux m'en sortir en courant une fois que je vois la vague venir.  | 1. Accord total                                 |
|      |   | 2. Accord partiel                               |

|      |  |                      |
|------|--|----------------------|
|      | <b>LIRE LES PROPOSITIONS</b>   | 3. Indifférent       |
|      |  | 4. Désaccord partiel |
|      |  | 5. Total désaccord   |
| Q711 | S'il y a un tsunami, je peux m'en sortir en nageant.<br><b>LIRE LES PROPOSITIONS</b>   | 1. Accord total      |
|      |  | 2. Accord partiel    |
|      |  | 3. Indifférent       |
|      |  | 4. Désaccord partiel |
|      |  | 5. Total désaccord   |
| Q712 | Il est possible de prévenir les communautés qu'un tsunami peut atteindre les côtes d'Haïti, à travers un système d'alerte.<br><b>LIRE LES PROPOSITIONS</b> | 1. Accord total      |
|      |  | 2. Accord partiel    |
|      |  | 3. Indifférent       |
|      |  | 4. Désaccord partiel |
|      |  | 5. Total désaccord   |

« L'entrevue est terminée. Je vous remercie de votre participation! Avez-vous des questions ou des commentaires? »

Questions/Commentaires :

Signature du répondant ou X : \_\_\_\_\_

Refus de signature :

Signature de l'enquêteur : \_\_\_\_\_